

LE MONDE LIBERTAIRE

LE MAGAZINE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE



NOTRE DOSSIER

**2017 :
TOUJOURS ANTIMILITARISTES !**

ANTISEXISME : **LE CAS DES FACULTÉS DE MÉDECINE**
ENTRETIEN : **LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE**
THÉORIES POLITIQUES : **L'ÉTAT SERAIT-IL L'ENNEMI DE LA PENTE ?**
LITTÉRATURE : **LA RACE COMME SI VOUS Y ÉTIEZ**

Le Monde libertaire # 1785 03-02 - 03-03-2017

M 02137 - 1785 - F : 5,00 € - T : 5,00 DT



EDITORIAL

« Je veux aller de l'avant pour que la liberté ne recule jamais » ; non ce n'est pas une réplique de La Reine de Neiges, ni une citation d'Élisée Reclus. Non, aujourd'hui, le monopole de la liberté et du progrès est entre les mains de notre belle armée française. Aujourd'hui, « la grande muette » a tendance à l'ouvrir un peu trop. Le bruit de ses bottes dans les gares, ses pubs à chaque arrêt de bus, et cet odieux slogan, entre une chanson de Nirvana et l'invitation d'un fameux fast-food : « *Devenez vous-même* ». On peut même lire sur ses sites internet la crème de sa philosophie novatrice : « *On ne naît pas soldat, on le devient* ». Voilà à quoi ressemble l'armée aujourd'hui : moderne, connectée, sociale et humanitaire, et aussi proche de la réalité qu'une mission en mode « difficile » d'un jeu vidéo. N'est-elle pas magnifique ? Elle semble tellement l'être qu'on voudrait aujourd'hui nous y renvoyer pour un « service civique » ou une « garde nationale ». Face à ces idées, à cette propagande l'anti-militarisme n'est donc pas une lutte du passé. L'Ukraine, la Syrie, le Mali, la Palestine : si la guerre change de forme, elle reste pourtant toujours la même. C'est convaincu de la nécessité de la poursuite de ce combat que Le Monde Libertaire a voulu ce mois-ci consacrer son dossier à l'antimilitarisme. Contre sa discipline, contre sa violence, contre son mensonge, nous nous devons de continuer à clamer haut et fort : maudite soit la guerre, maudits soient ses bourreaux.

LE CRML

1785

TERRAINS DE COMBAT

02 Sexisme en médecine

Par FÉLIX

05 Bure, au delà du caca nucléaire

Par CAMILLE

ZONES DE CHANTIER

54 Non ! M. le banquier, le paysan n'est pas un "agri-manager" !...

(Entretien) CONFÉDÉRATION PAYSANNE

SECTEURS À EXPLORER

57 Le riz est-il pain bénit ?

Par NESTOR POTKINE

59 Qu'est ce que NE PAS être anarchiste ?

Par STÉPHANE POLSKY-HICHERI

SANS FRONTIÈRES

61 Traversée du miroir

Par MONICA JORNET

Le dossier du mois : 2017 : TOUJOURS ANTIMILITARISTES !

10 Quelques réflexions sur l'antimilitarisme et l'anarchie

Par RAMON PINO

13 Antimilitarisme, abolition de l'armée, non-violence, désarmement unilatéral

Par JEAN-MARC RAYNAUD

15 Entretien avec l'Union pacifiste de France

Par CRML

20 Je n'irai pas !

Par HUGUES LENOIR

21 Désobéir à la guerre

Par LES DÉSOBÉISSANTS

23 Acte des colloques de Francesse et de St-Nazaire

Par JEAN-MARC RAYNAUD

25 Le temps de l'insoumission totale

Par DANIEL AÏACHE

30 Refuser de faire la guerre

Par MICHEL AUVRAY

33 Récit d'un ancien appelé qui déteste l'idée du service militaire et l'armée

Par FAB

38 Service militaire : le retour ?

Par PATRICK SCHINDLER

41 Pax neoliberalia

Par HÉLÈNE

44 Construisons des digues de paix en nous pour contrer les flots de la peur

Par FRED

45 Des chants pas patriotiques du tout !

Par JIHEL

47 Être antimilitariste aujourd'hui ?

Par PIERRE SOMMERMEYER

PORTFOLIO

50 PAR NEMO



En 1538, avec la publication de *Les simulacres de la Mort*, Hans Holbein le Jeune redéfinit le thème de la danse macabre. La Mort, toujours agressive et jubilatoire, ne danse plus dans une longue farandole comme dans la tradition, mais intervient directement dans des scènes de la vie quotidienne. Holbein le Jeune fait de la Mort un justicier dénonçant l'abus de pouvoir et l'avarice : dorénavant, l'homme devra mourir. Un symbole utilisé fréquemment dans sa danse macabre est le sablier, symbole du passage de la vie sur terre.

En 2016, les traditions et représentations médiévales sont loin : elles représentent même pour notre société un archaïsme dénué de toute technologie, un temps arriéré et révolu : tout aurait changé. Pourtant l'actualité, introduite en permanence dans nos vies quotidiennes par le biais de cette même technologie met l'homme en proie à sa finitude, toujours d'actualité. Et les représentations médiévales contiennent un souffle propre à dire les tensions contemporaines. La danse macabre comme nouvelle vision moderne : la représentation d'une justice immanente, la vengeance des sans-pouvoir et des impuissants, l'injonction d'une justice du bon sens, empreinte d'une jubilation idéologique dévastatrice.

La mort vengeresse danse, réparant l'humiliation des pauvres et dénonçant le travers des puissants. Que ces représentations d'hier nourrissent la vision des révoltes d'aujourd'hui.

DOMAINES CULTIVÉS

63 **Cinéma et Moyen-orient. Trois réalisatrices s'emparent de la caméra**

Par CHRISTIANE PASSEVANT

65 **"De la beauté de ne pas savoir la vérité"**

Par CHRISTIANE PASSEVANT

66 **Agenda des sorties cinéma**

Par CHRISTIANE PASSEVANT

66 **Musique : Angry cats**

Par CHRISTIANE PASSEVANT

66 **Musique : T. Hymas joue Léo Ferré**

Par THIERRY VANDENNIEU

68 **A propos du livre de G. Davranche : *trop jeunes pour mourir*.**

Par RENÉ BERTHIER

70 **La race comme si vous y étiez**

Par LE FURET

70 **1936 à travers le Libertaire**

Par THIERRY GUILABERT

71 **La quiche était froide**

Par THIERRY GUILABERT

ARCHIPEL LIBERTAIRE

72 **La conquête du pain ne fermera pas !**

73 **Bulletin d'abonnement**

74 **Les groupes de la FA**

76 **Programme de la radio**

Couverture : **Agenda militant**

Le Monde Libertaire, mensuel de la Fédération Anarchiste, est édité par la SARL Les publications Libertaires.

Il est réalisé et mis en page par une petite équipe entièrement bénévole disséminée à Marseille, Paris et Lyon ; l'impression et le routage sont financés exclusivement par les ventes de numéro et les abonnements.

Garanti 100% sans pub, sans subventions, sans généreux copain du Fouquet's, sans concessions.

C'est un journal volontairement ouvert à toutes les sensibilités libertaires : les articles qui y sont publiés nous sont librement proposés par des rédacteurs de tous horizons, membres de la Fédération anarchiste ou pas, écrivant selon le principe de la responsabilité individuelle. Si vous butez sur certains propos, nous vous invitons à les considérer comme le point de départ de discussions qui ne pourront qu'être enrichissantes pour tous. Adeptes d'un monde fermé, lisez autre chose, tout simplement.

Ont participé à ce numéro :

Le comité de rédaction du Monde Libertaire ainsi que : Félix, Camille, JP Edin, Stéphane Polky-Hicheri, Monica Jornet, RamonPino, JM Raynaud, les désobéissants, Daniel Aiache, Michel Auvray, Hélène, Jihel, Pierre Sommermeyer, le furet, Thierry Guilaber, Christiane Passevant, René Berthier, Fred, Patrick Schindler, Nestor Potkine, Fab, Thierry Vandennieu, Hugues Lenoir. Merci également à NEMO pour le dessin et le portfolio !

Illustration de couverture :

Dessin d'André Claudot pour *Le Libertaire*. La une en question est à retrouver en page 14. Claudot fut mobilisé de 1914 à 1918, et dû faire 2 ans de plus en raison de ses prises de positions antimilitaristes...

Page de garde du dossier :

Dessin tiré de L'assiette au beurre

Direction de la publication :

Claudine Annereau

Imprimé par :

Les presses du Ravin Bleu,
27 rue du Capitaine Ferber,
75020 Paris

Commission paritaire n°0614 C 80740

Dépôt légal 44145 - 1er trimestre 1977

Routage 205

COMITÉ NEMO BAD RABBIT



ANTISEXISME

Sexisme en médecine

De l'image du grand médecin paternaliste accompagné de son infirmière subordonnée au regard adulateur, aux fresques des salles de garde des CHU et aux questionnaires d'examen à « l'humour » douteux, le sexisme en médecine est ancré dans les esprits dès les premiers pas des futurs praticien.ne.s. Récit d'aventure en terre carabine.

Tout commence dans les cours de première année, année de concours où le but est d'être meilleur que la personne à côté de soi, et pendant laquelle les étudiants des années supérieures s'adressent à nous depuis l'estrade de l'amphi pour nous dire à quel point l'année d'après, on s'amusera tous ensemble et on sera les meilleurs potes du monde. Tout ça, en amorçant déjà la hiérarchie qui sera prédominante dans la suite de nos études et dans notre future profession. Ils viennent nous vanter les qualités de dieux du sexe de nos camarades masculins, à coup de chansons paillardes où bien sûr les femmes sont réduites au rang d'objets sexuels inanimés ou d'accessoires à accumuler.

Exemple, la chanson des carabins (étudiants en médecine) : « *Les carabins ça baise comme des dieux, ils ont tous des rubans rouge et bleu. Les filles de la fac ne font qu'un seul vœu, c'est celui de leur pomper le nœud* ».

Ensuite, quand on arrive en deuxième année, tant attendue, les L3, surtout celles et ceux qui occupent des postes à la corpo (donc un peu les mini-dirigeants, enfin selon leur égo) nous mettent en

équipe avec d'autres camarades pour réaliser ce qu'on appelle les commandements, qui nous servent à accumuler des points et gagner un lot lors de la soirée du week-end d'intégration. Dans une liste de 50 commandements classés des plus soft aux plus trash, on retrouve des petites douceurs comme « donner une fessée à 3 inconnues dans la rue en leur disant "t'aimes ça coquine" », « photocopier ses seins à la corpo » ou le must « Faire un Jackie et MichelTM » qui rapporte le plus de points. Et bien sûr TOUT doit être filmé, histoire de se payer une franche rigolade tous ensemble en regardant des camarades harceler des gens dans la rue. Partie intégrante de la « tradition carabine », toutes ces petites merveilles humiliantes et dégradantes que les étudiant.e.s sont amené.e.s à subir sont ce qui fait qu'on est vraiment fiers d'être en médecine et d'appartenir à ce cercle d'élite. Ce système de commandements est justifié par ceux qui le perpétuent, comme un moyen de créer des liens et de rencontrer les autres gens de sa promo. Évidemment, quoi de mieux que d'apprendre à se connaître en nous forçant à nous mettre ensemble dans des situations humiliantes ?

Alors je dis « on nous force », mais non, on nous répète bien au début de l'année « si y a des trucs que vous avez pas envie de faire, le faites pas hein, y a pas de soucis ». Ouais enfin c'est bien beau, mais on nous a prévenus quand on était en première année, que si on ne fait pas des trucs un peu osés, et qu'on montre pas

[1] Vidéo porno (N.D.L.R.)

qu'on en a, on sera catégorisé « étudiant fantôme ». Et dans un système où on nous incite à penser que le seul moyen d'exister c'est d'être intégré.e, beaucoup laissent de côté leur éthique et leur intégrité.

Ensuite vient le week-end d'intégration, paroxysme de l'humiliation, où les deuxièmes années (appelé.e.s « Bizuths ») doivent réaliser des parcours dans les bois pendant que les étudiants des années supérieures leur lancent de la nourriture ou d'autres choses peu ragoutantes à base de différents fluides corporels, en criant « *A mort bizuth !* » ou en les forçant à se mettre dans des situations dégradantes, souvent à genou, en train d'aboyer en mangeant un Kubor ou de la pâte pour chien par exemple. Mais bon, ça se justifie : « *Ouais mais vous en faites pas, nous aussi on a vécu ça l'année dernière, l'année prochaine ce sera votre tour* ». Ah ouais super, l'année prochaine je pourrai humilier des gens gratuitement et passer mes frustrations sur d'autres étudiant.e.s ; impatience quand tu nous tiens ! Le week-end d'intégration est donc un bel exemple de mise en place du système hiérarchique



basé sur l'humiliation et l'oppression, qui régit les études de médecine et après, la profession. Système qui est souvent légitimé par son aspect traditionnel (la tradition carabine) et par la longueur et la difficulté des études. En effet, vu qu'on va être longtemps ensemble, que c'est un milieu super-fermé et élitiste, si on veut avoir des chances de progression, vaut mieux se faire bien voir et développer les bonnes relations avec les bonnes personnes. Et pour ça, faut être intégré, et pour être intégré, faut passer par la case humiliation, qu'on soit d'un côté ou de l'autre, d'ailleurs. C'est-à-dire qu'il faut se faire humilier, mais ensuite il faut humilier les autres en retour, en respectant toujours la hiérarchie.

Pendant la soirée d'intégration, le lendemain soir, où les étudiant.e.s de deuxième et troisième année enfin réconciliés font la fête ensemble, parce que ce sont les meilleurs potes du monde et que tout est bien qui finit bien, on a le droit à l'élection de très bon goût, de « Miss chaudasse ». Miss chaudasse obtient son titre grâce aux mecs de la corpo, ces gros rigolos, qui la choisissent sur des critères plus sympas les uns que les autres : par exemple, le nombre de personnes avec qui elle a couché dans la promo, les trucs les plus trashes qu'elle a osé faire (comme montrer ses seins, ouuh attention), le nombre de mecs qu'elle a supposément embrassés dans la soirée, etc. Donc, en plus de voir son intimité révélée au plus grand nombre, elle subit aussi la culpabilisation et le jugement de sa sexualité par ses camarades. Évidemment, elle n'a pas

d'homologue masculin et même si, en général, elle accueille le titre avec sourire, un peu figé tout de même (mais bon, pas trop le choix, on se marre, c'est une blague), elle trainera tout au long de l'année, voire même de ses études, l'étiquette qu'on lui a collée ce jour-là et les remarques désobligeantes, voire même

Bah ouais franchement, il où est le mal quand on lui fait comprendre à elle comme à tant d'autres que sa seule valeur, elle lui vient de son corps, et de ce qu'elle peut en faire pour satisfaire ses collègues masculins ? Il est où le mal quand on dit aux étudiantes que le seul moyen d'avancer et de se faire une place, c'est de se laisser traiter comme un bout de viande et d'accepter d'être constamment dénigrée ? Il est où le mal quand toujours maintenant on leur refuse leur droit de contestation, leur droit d'expression, le respect de leur consentement ?

Ouais parce que c'est pareil, le consentement, c'est pas vraiment un concept qu'on nous apprend en cours. Ah bah si, en fait, on nous apprend à respecter le consentement éclairé des patients, avec plus ou moins de succès, mais bon, a priori, ce n'est pas un truc qu'est applicable aux femmes du milieu médical selon la tradition carabine. Ouais parce que pendant ces soirées trop géniales de médecine, où tout le monde s'éclate trop, se marre ensemble, il y a des femmes qui se font harceler, voire agresser sexuellement, et ce, dans le plus grand secret. Enfin, non en fait, parce que c'est pas secret pour les autres étudiant.e.s qui parfois

assistent à la scène sans broncher. Mais il règne dans ce milieu un tel déni de considération des femmes et un tel système de protection des personnalités « populaires » de la promo ou des supérieurs, que c'est souvent la victime elle-même qui est blâmée dans ces cas-là. « Bah ouais mais attends, tu sais que quand il boit il est violent, t'avais qu'à pas

le harcèlement de certain.e.s de ses camarades qui vont avec. Mais attention, « elle l'a cherché quand même hein ! Bah ouais, à force de coucher à droite à gauche, de montrer ses seins à tout le monde, fallait bien que ça lui tombe dessus. Mais bon regarde, elle a l'air bien contente quand même, elle sourit et tout ! J'vois pas où est le mal, on rigole ! ».



l'aguirer comme ça aussi » « nan mais c'est un mec super sympa, on le sait que quand il boit il est pas top des fois », « et puis c'est quand même le troisième mec de la soirée que t'embrassais » et ce sont des choses que j'ai réellement entendues. On inverse complètement les rôles victimes-agresseurs, en rejetant la faute sur le comportement de la victime et en portant à nouveau un jugement sur ses actions, alors que le mec, coupable, lui, se voit exempt de toute responsabilité parce que quand même, il est vachement sympa. Mais on le sait bien, le harcèlement sexuel et le viol c'est ÉVIDEMMENT de la faute des victimes qui l'ont bien cherché, et les agresseurs en général, eux ne peuvent pas y faire grand-chose, les pauvres biquets.

Et pendant que toutes ces idées bien chouettes de domination et de misogynie se font une place bien tranquille dans les cerveaux des futurs professionnels, ceux-ci continuent leurs études, pour devenir chirurgien, médecin ou parfois gynécologue. Et comme vous l'imaginez bien, ces comportements sexistes et humiliants ne disparaissent pas une fois le diplôme en main. Il n'y a qu'à voir le nombre d'étudiantes qui sont victimes de harcèlement sexuel de la part de leurs supérieurs masculins. Je lisais notamment des témoignages d'externes qui avaient des chefs de service qui aimaient bien les prendre sur leurs genoux ou leur donner une petite tape sur les fesses avant de rentrer dans le bloc, oh ces sacrés farceurs !

Ce sexisme et ce paternalisme ambiant créent des professionnels qui ont appris à dénigrer les femmes, à ne pas les considérer comme des égales, qu'elles soient patientes ou collègues. Enfin, pour les patientes c'est le combo, de par le déséquilibre important qui existe déjà dans la relation médecin-malade, mais

en plus, par la discrimination qui est faite, compte-tenu de leur genre. Cela se ressent à pas mal de niveaux. Il y a par exemple des études qui montrent que les médecins ont tendance à sous-estimer la douleur des femmes et à dénigrer leurs plaintes. Cela parce qu'ils ont intégré des stéréotypes de genre complètement infondés, selon lesquels les femmes se plaignent plus souvent et ne méritent donc pas autant de considération que ces braves hommes, forts et robustes. Ce qui, non seulement est complètement débile, mais en plus très grave parce que ça donne lieu à des retards de diagnostic et des mauvaises gestions de la douleur.

Ça se joue aussi chez les gynécos ou les médecins généralistes qui refusent de dispenser certains types de contraception, et portent des jugements sur la sexualité ou le désir ou non-désir d'enfants de leurs patientes. Il n'y a pas à chercher loin sur Internet pour trouver des centaines de témoignages de femmes à qui on a, par exemple, refusé de poser un stérilet, sous prétexte bidon que ça augmenterait les risques d'IST ou que ça mènerait à une stérilité ultérieure. Ce qui est complètement faux ! Non seulement on refuse aux femmes le pouvoir décisionnel concernant leur corps, mais en plus on considère toujours ces questions en les réduisant à leur rôle de mère, de reproductrice, en négligeant complètement leur droit propre. Et de voir ça de la part de médecins spécialisés dans la santé des femmes, bah ça pose problème. Parce que leur rôle à ces professionnels, c'est d'écouter leurs patientes, de les informer, de les accompagner, de se former du mieux possible pour réaliser tout ça. Mais ce n'est certainement pas de les

juger ou de leur empêcher l'accès à tel ou tel type de contraception selon leurs croyances à eux, ce n'est certainement pas d'exercer un contrôle sur leur corps, en refusant de les croire aptes à prendre des décisions les concernant.

Il existe des tas d'autres exemples du sexisme qui règne dans le milieu médical, il suffit pour en avoir un aperçu, de taper sur Internet « Sexisme et Médecine » et de parcourir tous les témoignages de patient.e.s ou d'étudiant.e.s qui en sont victimes.

Heureusement, ce n'est bien sûr pas le cas de tous les médecins, et il existe d'excellent.e.s professionnel.le.s qui exercent leur métier avec passion et en ayant à cœur la santé et le bien-être de leur patient.e.s.

Certains sites tels que www.gynandco.wordpress.com répertorient d'ailleurs les soignant.e.s féministes.

PAR FÉLIX,

groupe Sanguin de la Fédération anarchiste, Caen



**NI A PRENDRE
NI A VENDRE
FIGHT SEXISM** 



Bure : au-delà du cacà nucléaire

Retour d'excursion hivernale en Meuse, à la rencontre de la lutte qui s'oppose au projet d'enfouissement de déchets nucléaires, au nucléaire mais surtout au monde imposé qui en est à l'origine.

BURE ?

Que faire des déchets atomiques les plus dangereux produits par la filière nucléaire française : les mettre 500 m sous terre dans l'espoir de confiner, retarder et limiter le retour des radionucléides au monde vivant. Creuser 300 km de galeries souterraines et les remplir de déchets atomiques à « haute et moyenne activité à vie longue », soit des millions voire des milliards d'années de durée de vie toxique. Ce chantier, c'est le projet de l'Andra et des producteurs de déchets nucléaires. Après s'être fait bouter hors de plusieurs territoires entre 1980 et 1990 c'est finalement en Meuse que le projet est imposé en 1999. Ce n'est pas le territoire géologique le plus adapté (il y a une importante ressource géothermique sous la couche visée par l'enfouissement), mais c'est un territoire déserté.

Un stockage souterrain sur le long terme est dangereux parce que peu accessible et donc très difficile à contrôler. Un mouvement de terrain, le développement de fissures, l'extension d'un réseau phréatique, peuvent entraîner une pollution irréversible, extrêmement dommageable pour la santé, sur des superficies considérables. Le confinement très important qui y est envisagé pose un danger majeur : le moindre dégagement de chaleur y serait

amplifié. Le seul système de stockage tout à la fois actuellement praticable et responsable est un stockage de surface en limitant les transports à haut risque.

Pour revenir à 1999, le projet est alors présenté comme un laboratoire de recherches géologiques dans l'argile à Bure, sans intention de pérennité. En juillet dernier, le vote à l'Assemblée nationale permet le passage forcé à une phase-pilote industrielle...

Les activités menées par l'Andra étaient jusqu'à maintenant peu visibles et leur image très bien maîtrisée. Ainsi, hors du confinement du laboratoire, seule se voyait la stratégie de subventions auprès des infrastructures publiques et des particuliers de la région (30 millions d'euros pour chaque département chaque année : financement de réfection des voiries, bâtiments municipaux refaits à neuf, implantation d'éoliennes, aides à la rénovation) et de communication (organisation de visites annuelles à destination du public et séances ciblées pour les écoles). Cette démarche d'achat de la population est d'autant plus facilitée quand le paysage est vulnérable et en perte de tissu économique et social, (7 habitant.e.s km²). La désindustrialisation et la désertification des années 70 et 80 a ainsi préparé le terrain à l'Andra, qui présente

l'avantage de proposer une nouvelle économie dans ces terres délaissées. Au fil des années, 3000 ha de terres ont été accaparées par l'agence : 2000 ha de forêt et 1000 ha de terres agricoles. Avec, à terme, la création d'un pôle nucléaire et énergétique sur le territoire, comprenant plusieurs industries et installations civiles et militaires en amont et aval du cycle nucléaire (Cigéo, les lignes hautes tensions, mais aussi l'usine Syndièse à Saudron à quelques kilomètres avec le projet de produire du diesel à partir de la biomasse forestière ainsi que des éoliennes dispersées un peu partout). Néanmoins, la population n'est pas dupe d'un chantier qui promet d'être incessant pendant 130 ans pour faire du territoire une immense poubelle nucléaire. De plus, la stratégie d'accaparement des terres agricoles fait peser une lourde tension sur les agriculteurs. Son but est de nettoyer et pacifier le terrain avec des échanges en favorisant les grands exploitants. Dans la région, avant leur politique d'acquisition, le prix tournait autour de 2500 euros l'hectare. Maintenant, il dépasse les 5 000 euros. Ces sollicitations - qui peuvent passer par le chantage dans certains cas - minent le moral des paysans et instaurent une atmosphère de défiance entre les habitant.e.s. A l'inverse, ceux qui luttent et les « Gravitant.e.s » sont biens perçus...



2016, CHARNIÈRE DE LA LUTTE

A la fin du printemps 2016, le rapport de force qui se déroule à Bure prend plus de consistance. Juin est une date charnière, qui voit là la concrétisation des actions de la lutte et la convergence de militant.e.s de différents horizons. C'est la création d'un rapport de force visible sur le terrain avec des confrontations violentes et des occupations de terres, le bois Lejuc par exemple.

Le bois Lejuc, c'est d'abord un lieu d'affouages, des récoltes, de chasse, de balades et un espace de liberté pour les habitant.e.s de Mandres-en-Barrois. Dans le projet de l'Andra, ce bois se situe à la fin des galeries de 300 km sous terre, et doit devenir une zone de puits de ventilation. En 2013, l'Andra propose un échange de bois à la commune de Mandres, qui ne satisfait pas la population. Le bois fixe de manière visible les questions de l'attachement des habitant.e.s à un bien commun inattaquable. Malgré le refus de la population, la forêt est cédée (lors d'un conseil municipal haut en couleurs, à 6 heures du matin, avec deux vigiles de l'Andra à l'entrée) et les travaux de déforestation commencent le 6 juin, le lendemain du rassemblement des « 200 000 pas »[1]. Tous les âges et tous les horizons affluent alors aux manifestations et aux actions de blocage. Une compagnie de 140 gendarmes mobiles est affectée au bois Lejuc et ses environs pendant une grande partie de l'été. Il se met en place une ambiance de répression policière par des harcèlements des militant.e.s mais aussi des habitant.e.s. Survols journaliers d'hélicoptères, convocations à la gendarmerie, contrôles d'identité des dizaines de fois par jour

[1] Rassemblement et randonnée festive pour dire non au projet d'enfouissement qui a réuni plus de 2000 personnes en 2016.

pendant un mois et demi. La division entre habitant.e.s et résistant.e.s qui aurait pu en résulter n'a pas lieu : la solidarité reste de mise et l'été est intense du point de vue des occupations, ré-occupations du bois et manifestations. L'expulsion violente des 16 et 17 juillet, avec l'intervention d'agents de sécurité privés armés ne portant aucun insigne permettant de les identifier et une vingtaine de blessé.e.s du côté des manifestant.e.s, marque les esprits. Le départ du directeur du laboratoire J-P Baillet est annoncé fin juillet. Les raisons ne sont pas avancées mais la violence des affrontements a porté un coup à l'image de l'Andra. Le 1er août, une décision juridique donne raison aux opposant.e.s : l'agence s'était passée d'autorisation légale pour le défrichage. Les travaux sont suspendus et les gendarmes quittent le bois mais maintiennent l'occupation sur le territoire. Le 15 août, 500 personnes investissent le bois Lejuc et le mur en béton est joyeusement détruit. Le statu quo se fait ensuite dans la forêt, le temps que l'Andra se mette en règle. La libération du bois passe par une occupation tout en conservant le lien aux habitant.e.s ainsi qu'aux activités qui y perduraient. Des dizaines de personnes décident alors de s'installer sur place et font vivre la Maison de la Résistance à Bure ainsi que l'ancienne gare de Lunéville. Le coût de cet été en terme de déploiement policier et de surveillance

s'élèverait à 1,6 millions d'euros. Mais les hostilités au bois Lejuc risquent de reprendre fortement ces jours-ci. A partir de fin janvier, l'Andra disposera à la fois d'une ordonnance d'expulsion et d'une autorisation préfectorale de défrichage et le 24 janvier aura lieu le procès de la personne déclarée occupante officielle du bois[2]. Il se profile donc de nouvelles interventions policières violentes dans la forêt et il est prévu début février d'organiser de nouveaux temps de mobilisation pour la consolidation de la défense du bois Lejuc.

REPENSER L'ORGANISATION DE NOS VIES

Les résistant.e.s expliquent que ce qui se passe en ce moment à Bure n'est pas un travail militant avec une prise de position ponctuelle contre l'enfouissement de déchets radioactifs. Ce n'est pas non plus l'idée d'être force de propositions alternatives. Plus qu'un choix énergétique, le nucléaire est d'abord le choix d'un

[2] Ces lignes sont écrites mi-janvier

POUR TOUT COMPRENDRE...

Bure : commune Meusienne à proximité de laquelle a été implanté le laboratoire de recherches géologiques en 1999.

BZL : collectif Bure Zone Libre monté en 2004 par des antinucléaires de France et d'Allemagne qui a permis d'acheter et d'animer la Maison de la Résistance.

Maison de la Résistance : dans le village de Bure, lieu ouvert à tous et toutes qui sert de salle de réunion, lieu d'information et de dortoir. Des permanent.e.s se relaient pour veiller à l'entretien, à l'animation et faire le lien avec les collectifs et les personnes extérieures. Il y a aussi des gens de passage qui s'investissent dans la vie du lieu collectif pour des dates variables et qui finalement s'installent dans le coin.

Cigéo : Centre industriel de stockage géologique, « laboratoire » de recherche sur l'enfouissement de déchets radioactifs.

Andra : Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs qui pilote le projet Cigéo.



mode d'organisation d'une société qui traduit tout ce qu'elle voit en rapport économique et constitue le monde capitaliste. Ce système fonctionne sur l'évaluation et l'échange de valeurs, où le territoire deviendra ce que dicte la loi de l'économie.

La critique du nucléaire faite ici est donc une lutte pour l'émancipation, pour la ré-appropriation des facultés d'agir et de décider. « A ceux qui vivent quelque part de s'organiser ensemble, en repensant les modes de vie pour sortir de la course à la production du nucléaire et à l'électricité ». Il s'établit alors la nécessité de créer un rapport de forces avec l'occupation sur le terrain.

Cela passe aussi par la remise en question du modèle agricole conventionnel, avec la stratégie de squat des terres et l'insertion dans le réseau des luttes paysannes Reclaim the fields[3]. De semis radieux en semis radieux, ces actions symboliques pour revendiquer les terres cherchent à s'insérer dans la durée, avec la ré-implantation de nouveaux paysans. « C'est pas vos terres, ce sont les nôtres » dit le message. Ceci dans l'idée de tendre à l'autonomie agricole, avec des céréales semées qui pourraient devenir du pain, dans une ré-invention de la vie rurale locale et sociale.

Plus globalement c'est donc le souhait de tisser un paysage rural fait de vies de villages où la notion de bien commun fédère les habitant.e.s historiques et les nouveaux.elles venu.e.s dire non à Cigéo, en s'inspirant de ce qui existait par le passé avant la phase de désindustrialisation. C'est-à-dire retrouver des modes de vie collectifs locaux qui passent par exemple par l'agir ensemble, dans des lieux, des moments où les habitant.e.s se retrouvent pour réaliser des tâches en discutant. En Lorraine, cette convivialité villageoise a un nom, le

[3] Constellations de personnes et de projets collectifs pour la réappropriation de la terre et de l'agriculture paysanne. Ceci dans une dimension d'autonomie de production alimentaire répondant à des besoins à petite échelle tout en reliant les luttes locales aux luttes politiques globales.

couarail. Et, mine de rien, il perdure bien, en témoignent les événements de solidarité autour du bois Lejuc cet été. C'est aussi le nom repris pour la gazette retraçant les actualités de la lutte et les infos reliant les habitant.e.s et résistant.e.s [4]

Cela passe encore par la politisation de la vie personnelle et la recherche d'équilibre entre désirs singuliers et communs. Il y a une autre manière de s'organiser et de vivre ensemble, d'abord dans la Maison de la Résistance, en participant à son fonctionnement journalier. C'est aussi l'occasion de provoquer des réflexions autres que sur la lutte antinucléaire, sur les questions du sexisme et des rapports sociaux quotidiens.

« Se ré-approprier les lieux, nos lieux de vie, les communs et construire ainsi une histoire, où vie et lutte sont complètement reliés ». L'organisation militante englobe plusieurs fronts d'activités et concerne différents profils. Habituellement, les associations s'occupent du juridique, les occupant.e.s des barricades. Ironiquement, ici les résistant.e.s font beaucoup de juridique. Les activités récentes se partagent donc entre le juridique, l'agricole et la libération du bois. Les luttant.e.s ont des histoires politiques différentes, écologie radicale, anticapitalistes, mouvements libertaires, qu'ils.elles cherchent à lier pour se battre sur des fronts communs.

Des personnes se sont installées sur un rayon de 25 km autour de Bure et il y en a encore plusieurs dizaines qui souhaitent s'y établir, la Maison étant saturée. Il y a un an, entre 2 et 4 personnes y vivaient, maintenant c'est entre 15 et 20 qui y sont en permanence (pour nouvel an : 6 personnes l'année passée, 50 cette année !). Des SCI se montent et des appels à dons vont être lancés. Cela permettra de soutenir la dynamique d'installation dans le coin, ainsi que la permanence de projets collectifs et agricoles. Le souhait des habitant.e.s luttant.e.s, c'est que les contributions

[4] voir sur <http://vmc.camp/le-couarail/>

de vie et de dynamisme continuent, avec des passant.e.s qui viennent dire bonjour ou donner des coups de main aux chantiers, comme ceux qui se poursuivent à l'ancienne gare de Luméville...

TÉMOIGNAGES

« Je vis dans la région. J'étais quelqu'un de normaliste auparavant, métrou dodo. Puis un déclic, avec la politisation sur le travail, le schéma patron ouvrier et cravacher pendant des heures... J'ai été menuisier, serveur, agent d'entretien, manutentionnaire. Puis je suis tombé dans le milieu militant, et avec l'appel à forces vives à Bure, je suis monté voir. Je suis arrivé la semaine suivant le 19 juin. Auparavant, j'ai travaillé en restauration à proximité de Cattenom (centrale nucléaire en Moselle), et j'avais approché les manifestations anti-nucléaires. Mais j'ai été surpris de voir qu'ici, ça balayait plus large que ça, que la lutte anti nucléaire. J'ai été frappé par la communauté humaine, le vivre ensemble, l'ouverture, et la bienveillance qui se dégageait.

Maintenant je réalise que je peux vivre pour moi plutôt que chercher à survivre dans un monde qui ne me correspond pas ; où je ne trouvais pas ma place. Ici il y a le concret du terrain, qui permet une prise sur les choses de l'existence, ce qui n'est pas le cas ailleurs. C'est aussi la possibilité de se recentrer sur moi-même, le quotidien y est différent de ce que j'ai vécu jusque là. Ça permet de réfléchir à ce qu'on veut, de la place pour être soi, pour les rencontres humaines, vivre avec des personnes ayant les mêmes idées. Pour la suite ça se construit au fur et à mesure. Maintenant j'ai envie de prendre une place de permanent au sein de la Maison. Avec ce qui se vit à Bure, il y a un décalage fou quand je fais un retour à « l'avant ». Ici, c'est une vitrine de ce que pourrait être la société qu'on souhaite construire ».

« Je suis originaire de Paris, d'une bande de copain.ines impliqué.e.s sur les manifs de la loi travail et sur la lutte à Bure. Je suis venu pour les chantiers, on m'a proposé des ac-



tions au bois Lejuc vers le 17 juin, puis les manifs se sont enchainées avec une belle énergie. Le sentiment de la puissance collective, une certaine exaltation s'en dégageait. Il est plus facile de se sentir impuissant et frustré face aux flics en métropole qu'en campagne. L'agir ensemble se matérialise mieux avec les petits potagers, les chantiers, les concerts. Je suis resté, poussé par ce sentiment du commun. Hors de la ville, où c'est plus facilement compartimenté, ici j'ai ressenti qu'il n'y a plus de séparation des différentes composantes de la vie. Mais je ne souhaite pas opposer la ville à la campagne, plutôt la dépossession - qui peut avoir lieu en campagne aussi - et l'auto-organisation. Cette mise en œuvre des idées et des valeurs, c'est de l'expérimentation. Je l'entends au sens « épreuve de vie », pas au sens négatif. Ici on peut être amené à faire des choses impensables ! Comme de la comptabilité, de la gestion, du droit, travailler sur la sécurité informatique, les démarches pour l'achat de maisons en

propriétés collectives. Les personnes, les lieux et les objets prennent un sens. Incarnés. Ça passe par des outils : bases en jardinage, construction, moins de division entre intellectuel et manuel. C'est expérimental. Mais c'est plus fort encore que ce terme d'expérimental, où il y a la dimension du « premier jet », comme si ça comptait peu. Alors que ça compte énormément. On tisse des dépendances réciproques pour construire l'autonomie. Je ne trouve pas que le collectif soit une illusion. Il est divers et entremêlé. Il dépend de plein de choses. Quand tu es là, tu as une prise sur ce que tu fais, ce que tu vis. Je pense au blocage, à la destruction du mur... Tu sais pourquoi tu le fais. Au-delà de la dénonciation du nucléaire, je vois, on voit, ici, de manière tangible son effet négatif sur la population. A partir de ce constat, on tire la conclusion de ce qu'on veut faire et vivre ensemble. Je vois là-dedans le goût d'une vie combattante, la résistance, dans l'inverse de la résignation. On souhaite dépasser la standardisation des formes de vie, intensifier les rencontres et multiplier les lieux de vie. »

NOUVELLES MOBILISATIONS

A partir de fin janvier, l'Andra disposera à la fois d'une ordonnance d'expulsion et d'une autorisation préfectorale de défrichage. Il plane donc un risque réel d'intervention policière dans le bois, et les résistant.e.s de

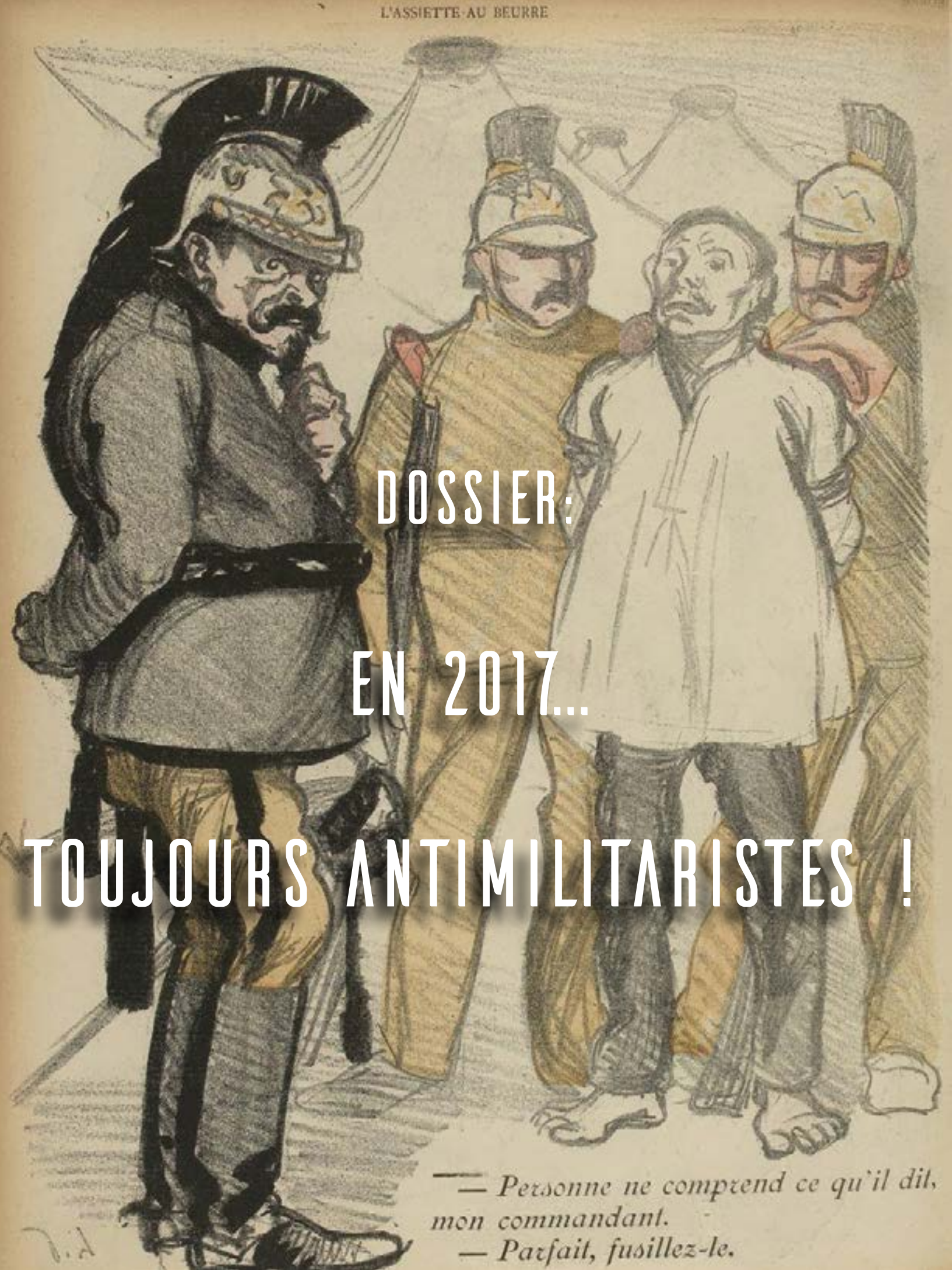
Bure appellent à de nouvelles journées de mobilisation pour la défense de la forêt, vraisemblablement entre le 13 et le 18 février prochain.

« Tout acte de solidarité sera le bienvenu, qu'il s'agisse d'occuper préventivement avec nous, de venir en appui de l'extérieur le jour J, ou de mener des actions de soutien délocalisées. Suivez les infos sur vmc.camp et vérifiez votre abonnement aux listes mails. Les événements risquent de s'accélérer et nous aurons besoin de tout le monde ! »

PAR CAMILLE

Groupe la Mistoufle de la Fédération Anarchiste, Dijon





DOSSIER:

EN 2017...

TOUJOURS ANTIMILITARISTES !

— Personne ne comprend ce qu'il dit,
mon commandant.

— Parfait, fusillez-le.

D.A.



2017 : TOUJOURS ANTIMILITARISTES !

DOSSIER

Quelques réflexions sur l'antimilitarisme et l'anarchie

DEUX OU TROIS PRÉCISIONS

Être antimilitariste va de soi pour tout anarchiste. Ça va sans doute mieux en le disant, et en précisant certains points qui différencient : pacifisme, non-violence, et antimilitarisme.

Le pacifisme est un courant de pensée qui préconise la recherche de la paix entre les nations ; il s'agit donc d'une doctrine politique visant à établir une paix universelle. La non-violence est une philosophie et une pratique, de celles ou ceux qui combattent conflits et injustices sans avoir recours à la violence. L'antimilitarisme est quant à lui le rejet pur et simple de l'institution militaire.

Un anarchiste peut être pacifiste, mais tous les pacifistes ne sont pas forcément anarchistes, car laissant souvent de côté la question sociale. L'exemple le plus caricatural étant l'élection des Miss France et autres Miss Univers qui, à la question « *Que souhaitez-vous pour l'année qui vient ?* » répondent invariablement « *la paix dans le monde* ». Sans être aussi caricaturaux, beaucoup de pacifistes autoproclamés déclarent désirer cette paix universelle... mais sans vouloir toucher aux fondements de la société actuelle.

Un anarchiste peut également être non-violent, mais l'inverse n'est pas forcément vrai. Une fois de plus, la question sociale fera la différence. Gandhi a préconisé la non-violence pour obtenir l'indépendance de son pays (pas pour l'égalité sociale des Indiens) ; Martin Luther King a lui aussi préconisé la non-violence pour conquérir les droits civiques pour tous les afro-américains (mais sûrement pas pour déboucher sur une société socialiste égalitaire).

Un anarchiste est antimilitariste, mais aucun militaire n'est anarchiste ; hiérarchie, soumission, obéissance aveugle... autant d'éléments insupportables pour les libertaires, sans parler de la finalité de l'armée : défendre

et préserver l'État et le capitalisme.

UN PEU D'HISTOIRE

L'établissement des frontières de tous les pays s'est fait en ayant recours aux armes. Jusqu'au XVIII^e siècle, avec des mercenaires changeant de camp au gré des soldes proposées, puis avec la conscription, depuis la Révolution française de 1789 (Aux armes citoyens...). Conscription et mobilisation générale se sont étendues à tous les pays, avec certains accommodements suivant le degré de corruption ayant cours : les riches ayant les moyens financiers de se faire facilement exempter de service militaire.

À partir de 1872 une des revendications des anti-autoritaires (ou anarchistes), sera la suppression du service militaire ; suppression qui se transformera rapidement en revendication d'abolition de l'armée. En 1907 se tiendront, d'une part, le congrès anarchiste d'Amsterdam et également, le



congrès antimilitariste international de L'Association internationale antimilitariste (AIA composée presque exclusivement d'anarchistes et syndicalistes révolutionnaires). Durant ce congrès antimilitariste, toutes les résolutions adoptées furent précisément celles proposées par les anarchistes :

Lutte contre les institutions militaires

Intensification de la propagande antimilitariste

Création de groupes appelant les soldats à déserteur

Coordination internationale de ces groupes

Slogan final : « Pas une heure, pas un sou pour le militarisme »

La volte-face de certaines organisations syndicales européennes et, il faut le dire aussi (surtout pour la France), un déclin du mouvement anarchiste amorcé depuis plusieurs années, feront que la « Grande Guerre » ne pourra être évitée. La CGT française remettra « à l'après-guerre » l'internationalisme prolétarien. Quant au mouvement anarchiste il se divisera au moment où certains militants – et non des moindres, Kropotkine, Jean Grave... - publieront en 1916 le « Mani-

festes des Seize » (en réalité Quinze). Manifeste appelant à choisir le camp de la « *civilisation et de la démocratie* » (Alliés) contre celui de la « *barbarie et de l'autoritarisme* » (Allemagne, Autriche-Hongrie). Ce manifeste qui appelait à « l'Union sacrée » rompait avec l'antimilitarisme habituel des anarchistes et fut largement condamné par la plupart des militants éminents de la mouvance libertaire (Emma Goldman, Malatesta, Sébastien Faure en tête). L'après-guerre verra la réaffirmation des principes antimilitaristes pour que plus jamais ne survienne une telle boucherie. En Allemagne l'anarchiste Rudolf Rocker propose : « *Pas une heure, pas une arme pour l'État* », et remplace le slogan « *À bas les armes* » par celui de « *À bas les outils qui fabriquent les armes* » (congrès des ouvriers travailleurs de l'armement).

1922 est l'année du congrès de refondation de l'AIT à Berlin ; les anarcho-syndicalistes y déclarent : « *Nous luttons contre les militarismes et nous considérons la propagande antimilitariste comme un des devoirs les plus importants de la lutte contre le système actuel. La ligne à suivre est le rejet individuel et le boycott organisé des travailleurs contre la fabrication du matériel de guerre* ». Le congrès poursuivait en préconisant la grève générale préventive et révolutionnaire, en précisant toutefois que s'il était opposé à la violence militariste, il admettait la violence comme moyen de défense contre les classes dominantes. Position reprise en mai 1936 à son congrès

de Saragosse par la CNT espagnole, qui œuvrait pour l'amnistie des déserteurs et insoumis, et la création de comités antimilitaristes coordonnés avec l'AIT (« *Face à la guerre, grève générale* »). La guerre, les anarchistes espagnols allaient y être confrontés peu après (en juillet 1936), avec la tentative de putsch des militaires félon tentant de renverser la jeune République. La riposte ouvrière fit échouer dans un premier temps ce putsch. L'organisation des milices confédérales donna tout son sens à la formule de « *Peuple en armes* » : volontariat, suppression des hiérarchies, ordres acceptés après discussions entre miliciens... Ces milices composées d'antimilitaristes réussirent à stabiliser le front d'Aragon face aux militaires factieux, mieux armés et en principe plus experts en matière de stratégie. À noter que, dès le début des hostilités, nombre de déserteurs et insoumis revinrent pour s'engager dans les milices de la CNT. On connaît la suite : troupes franquistes en face et contre-révolution à l'arrière, ça faisait un peu trop pour un mouvement anarchiste, aussi puissant fût-il. La militarisation des milices ne fut d'aucune utilité ; la pseudo supériorité d'organisation d'une armée « populaire » ne fit pas vraiment ses preuves, et le camp républicain alla de défaite en défaite. Sans oublier qu'une armée « populaire » est au service du pouvoir en place et pas au service du peuple qu'elle bâillonne à l'occasion, quand elle ne tire pas dessus (voir les « exploits » de l'Armée rouge de Trotski à Kronstadt).



PLUS PRÈS DE NOUS

Dans « notre » hexagone, n'oublions pas le combat de l'anarchiste Louis Lecoin qui parvint à arracher à De Gaulle le statut des objecteurs de conscience, au terme d'une longue grève de la faim. On vous épargnera le rôle de l'armée dans la Grèce des années 60 et 70, dans les républiques latino-américaines dans les années 70 et 80, sans parler de « notre » glorieuse armée française en Indochine, Algérie, Madagascar et autres ex-colonies d'Afrique. C'est que, tout bien considéré, l'armée a une triple fonction : économique, idéologique, politique.

Économique, car nos ventes d'armes n'ont jamais été aussi florissantes : droite ou gauche au pouvoir n'en peuvent plus de signer des contrats juteux pour nos propres besoins de maintien de l'ordre (les effectifs de fonctionnaires revus à la hausse, concernent évidemment les forces de l'ordre). À l'extérieur, notre armée intervient dans nos ex-colonies, répondant aux « appels » des gouvernements locaux que nous soutenons contre leurs oppositions. C'est qu'il s'agit de consolider nos zones d'influence économique ; pétrole, uranium, nickel... Tout ça ne pousse pas dans « notre » belle France.

Idéologique, car nos gouvernants ont besoin d'entretenir un climat anxigène : sécurité, peur de l'ennemi extérieur et encore plus de celui de l'intérieur (le gauchiste d'hier a avantageusement été remplacé par le dji-

hadiste d'aujourd'hui), état d'urgence, appel à la délation, surveillance des colis suspects ; les médias sont les fidèles relais du pouvoir, ils nous rabâchent que la nation s'est substituée à la classe sociale : on est tous Charlie et non plus exploités.

Politique, car l'armée supplée toujours l'État quand celui-ci est en difficulté. L'histoire du mouvement ouvrier est parsemée de grèves noyées dans le sang, de soulèvements populaires écrasés comme la Commune de Paris, de projets similaires envisagés en mai-juin 68 (De Gaulle « disparaissant » deux semaines, le temps d'aller s'assurer de la fidélité des troupes françaises basées en Allemagne). L'armée est bel et bien toujours le dernier rempart qui protège l'État.

Un rempart qui coûte cher ; même l'État a fini par l'admettre. Sous toutes les latitudes, on professionnalise l'armée. Fini le temps des concours de pets dans les chambrées et autres gracieusetés du genre de ces panneaux parfois placardés dans les casernes : « Ton arme est plus fidèle qu'une femme. Prends-en soin ! » (C'est nos camarades féministes qui devaient apprécier...). Toute la jeunesse sous les drapeaux, ça a un prix, et en ces temps d'austérité, il vaut mieux des vrais pros qui ont la foi, que des « appelés malgré eux » qui ne sont pas forcément fiables. Du coup, l'antimilitarisme est moins virulent ; difficile de « mobiliser » contre la guerre en Libye ou en Syrie quand elle est menée par des volontaires. Si on regarde du côté des États-Unis, il est évident que

la guerre en Irak n'a pas soulevé la vague de contestation qu'avait provoqué la guerre au Vietnam.

Ici en France, on peut constater depuis un certain temps l'augmentation des campagnes de recrutement de l'armée. Panneaux publicitaires dans le métro, au cinéma avant les projections de films, à la TV également. Campagnes trop faiblement combattues sans doute, mais la machine de propagande du pouvoir tourne à plein régime : il faut, soi-disant, nous rassurer, nous sécuriser : il faut recruter pour « protéger » manifestations en tous genres, églises, mosquées, synagogues, salles de concert, stades de foot... contre l'ennemi intérieur, ou les migrants qui s'installent dans nos rues. Big Brother est de plus en plus présent et la machine militaire est toujours là. Nous aussi.

PAR RAMÓN PINO,
groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste, Paris



2017 : TOUJOURS ANTIMILITARISTES !

DOSSIER

Antimilitarisme, abolition de l'armée, non-violence, désarmement unilatéral !

Dans nos milieux (libertaires) il est de rigueur de se déclarer antimilitariste. Normal !

Nos critiques sont connues et fondées. L'armée a toujours été au service du pouvoir pour combattre, quand cela s'avère nécessaire, l'ennemi intérieur, c'est-à-dire les exploités et les opprimés en lutte. Passons sur les guerres contre « l'ennemi extérieur » qui voient s'entretuer les prolétaires des deux camps. Et puis, qui dit armée dit obéissance aux ordres même les plus absurdes, le petit doigt sur la couture du pantalon, éloge de la « virilité », du sacrifice, de l'assassinat de l'autre et des populations civiles (Dresde, Nagasaki, Alep...).

Reste que, toujours dans nos milieux libertaires, il est de bon ton de porter aux nues des guerriers, des « héros » à la mode : Durruti, Makhno..., pour ne citer que des têtes d'affiches. Passons sur quelques épiphénomènes à la mode lutte armée, façon Action Di-

recte, ETA... Bref, n'y aurait-il pas là comme une contradiction ?

Oui, je sais, le peuple en armes ce n'est pas l'armée. Au début, sûrement ! Mais ensuite ! Les colonnes anarchistes espagnoles, entre 1936 et 1939, ne se sont-elles pas militarisées ? Cherchez l'erreur.

Oui, je sais, la lutte armée à la mode Action Directe, la RAF, les Brigades rouges, ETA..., cela n'a rien à voir avec l'armée et sa logique. Ah bon ! Vous ignorez sans doute que toute lutte armée ne peut fonctionner que sur un mode militaire et avec les valeurs et les logiques de l'armée. Renseignez-vous ! Bref, étant entendu que nous ne sommes plus en 1848, il est flagrant que toute lutte armée contre les oppresseurs et les exploités ne peut se mener que dans une logique militariste, sur le terrain comme dans son fonctionnement et ses valeurs. Alors, que faire ?

Peut-être réfléchir ?

Militairement parlant, nous autres exploités et opprimés ne disposons que de quelques frondes contre des missiles intercontinentaux. Alors, on peut se la jouer la cavalerie polonaise en 1939 chargeant sabre au clair les divisions de panzers nazis. C'est beau comme du Rimbaud, mais... Ou bien... ?

Étant entendu que, militairement parlant, nous ne faisons pas le poids, de quelles armes disposons-nous ? D'abord, celle du nombre. 95 % de la population est victime du système capitaliste. Ensuite, celle de l'intelligence politique. Nous sommes innombrables, mais désunis. Donc, on commence par le début, on s'unit. Ensuite...

Nous autres, libertaires, devons persévérer dans notre antimilitarisme. Mais nous devons pousser le raisonnement jusqu'au bout et être plus clairs, ou moins ambigus. L'armée, c'est une logique et des valeurs. Nous ne devons pas flirter avec cette logique et ces



valeurs. L'armée du peuple est un at-
trape-couillon. Du peuple ou pas, l'ar-
mée restera toujours une armée. Avec
ses valeurs de merde. Les libertaires ne
peuvent, donc, qu'être pour l'abolition
de TOUTES les armées. Ah oui, mais
si les méchants nous attaquent. Et ils
nous attaqueront. Hé bé, c'est sûr,
il faudra se défendre. Mais de quelle
manière ? La non-violence est une ré-
ponse.

Et puis, si unilatéralement nous suppri-
mions l'armée et désarmions, qui ose-
rait attaquer la France ?

Bref, osons aller au bout de notre lo-
gique libertaire. Nous sommes antimili-
taristes depuis toujours. Donc, nous
devons être partisans de l'abolition
de TOUTES les armées. Et pour un dé-
sarmement unilatéral. Et pour une dé-
fense non-violente. Difficile d'être plus
clair !

Soyons précis, je ne suis ni un religieux
de l'antimilitarisme, du désarmement
unilatéral ou de la non-violence. Il
est, hélas, des situations qui ne nous
laissent pas le choix. Mais, cela vaut le
coup d'essayer. En tout cas, ce serait
l'honneur d'un projet sociétal liber-
taire que de faire rêver à une société
sans armée, désarmée et sans vio-
lence. Alors, au boulot, camarades !

PAR JEAN-MARC RAYNAUD,

*groupe Nous autres de la Fédération anarchiste, Cha-
rente-Maritime*





2017 : TOUJOURS ANTIMILITARISTES !

DOSSIER

Entretien avec l'Union pacifiste de France

Section française de l'Internationale des résistants à la guerre (IRG), l'Union pacifiste de France, née en 1961, s'oppose à toutes formes de guerres, aux armées et au commerce des armes. Parce qu'espérer le désarmement simultané de tous les pays est vain, elle revendique le désarmement unilatéral de la France. Pour populariser son combat pour la paix, elle édite le mensuel Union pacifiste, lequel affiche en préambule une citation de l'anarchiste Louis Lecoin : « S'il m'était prouvé qu'en faisant la guerre mon idéal avait des chances de prendre corps, je dirais quand même non à la guerre. Car on n'élabore pas une société humaine sur des monceaux de cadavres ».

Le CRML les a contactés...

LE MONDE LIBERTAIRE : *Comment se matérialiserait selon vous le désarmement unilatéral ? Quels en sont les fondements idéologiques ?*

UNION PACIFISTE DE FRANCE : La France peut être militarisée totalement d'un simple coup de clairon en application des ordonnances de 1959. Pourquoi l'inverse, la démilitarisation totale serait-elle impossible ? Il y a déjà dans le monde une trentaine de pays qui ont supprimé leur armée^[1]. Ils s'en sortent plutôt mieux que les autres pour le niveau de l'éducation, de la santé, etc. avec des modes de vie plus apaisés et fraternels.

Le désarmement unilatéral (DU), qu'avait inventé Sébastien Faure et qu'il évoquait dans ses conférences dès les années 1920, apparaît donc comme un besoin pressant dans l'intérêt des populations, tout le contraire d'un doux rêve. Il parle non seulement

[1] C. Barbey, Catalogue des pays sans armée, disponible à l'UPF

à la tête, surtout dans les sociétés en mutation (où la violence est vouée à l'échec). D'autant plus que, comme l'écrivait Georges Braque : « les preuves fatiguent la vérité ». Le DU cause donc aussi au cœur et même aux tripes (où il y a plus de neurones que dans le cerveau ! D'ailleurs « tripes » a pour anagramme « esprit »). Le DU représente bien plus qu'une réflexion idéologique, il concrétise une démarche intérieure indispensable, qui oblige à changer sa manière de vivre, comme une vibration au plus profond de soi. Il oblige à se ramasser sur l'essentiel : construire notre avenir et donner un sens solidaire à la vie. Voilà une question de perception moins handicapée, où même les percepteurs peuvent apporter leurs contributions !

L'UPF avait demandé à cinq sénateurs socialistes (dont Franck Sérusclat, élu du Rhône, fidèle admirateur du grand romancier pacifiste Bernard Clavel, qui avait soutenu Louis Lecoin dans sa

campagne pour le DU) de déposer une proposition de loi qui a été enregistrée sous le n° 271-93 le 22 avril 1993 et qui, comme nous l'avons prévu, dort depuis dans les archives du Sénat. Ces cinq parlementaires ont néanmoins pris date dans l'histoire de l'humanisme.

Même si l'UPF n'a pas d'illusion sur la politique partisane, cela illustre une possibilité réelle pour pouvoir appliquer légalement le DU en mettant définitivement hors d'état de nuire les armées et les armes.

Pour ce qui est des fondements idéologiques du DU, les membres de l'UPF signent une déclaration de principe (identique à celle de l'IRG) : « La guerre est un crime contre l'humanité, pour cette raison nous sommes résolus à n'aider aucune guerre et

à lutter pour l'abolition de toutes ses causes. »

Désarmer en donnant l'exemple reste une attitude de bon sens : une sorte d'assurance-vie à souscrire par les humains qui refusent de se soumettre à la

force brutale des États et de leurs militaires, policiers ou miliciens. Comment peut-on préparer la paix en planifiant la guerre, c'est-à-dire en faisant tout le contraire du désarmement unilatéral ?

ML : Par définition, l'Union pacifiste s'oppose au militarisme. Comment le définiriez-vous ? Quelle place occupe-t-il dans la société ?



UPF : Le militarisme repose sur la religion du patriotisme, qui, de nos jours, exige encore des sacrifices humains. C'est un culte fondé sur des rapports de forces « héroïsés », sur la soumission à l'autorité et aux ordres absurdes

(pour casser tout esprit critique). C'est aussi un conditionnement à l'obéissance aveugle, qui permet de conduire volontairement des moutons aux abattoirs (Octave Mirbeau soulignait qu'au moins les animaux ne votaient pas pour leur boucher), même si en 2017, les civils se font plus massacrer que les soldats !

Avec le shampoing continu des médias (plus ou moins contrôlés par des nationalistes et des marchands d'armes), le militarisme occupe une place prépondérante dans la société : c'est un tabou qui représente de très gros intérêts capitalistes et impérialistes, tout en exploitant sans frein la misère des humains : comme le disait notre adhérent Théodore Monod : « Il serait temps de sortir de l'âge des casernes ! ».

Le militarisme implique une hiérarchisation disciplinée entre les individus, un droit pour certains de commander aux autres, obligés d'obéir automatiquement et vite, au combat ou ailleurs. Cela traduit une inégali-



té de principe et a priori, un chef est supposé ne jamais se tromper, or, les erreurs qu'il peut commettre sont souvent irréversibles !

C'est la négation du travail d'équipe solidaire, où l'on se complète et corrige réciproquement.

Dans l'éducation, l'enseignement en chaire est bien moins efficace que les pratiques pédagogiques où élèves et étudiants cherchent et expriment le plus souvent par elles-mêmes ou eux-mêmes, conseillé.e.s, critiqué.e.s et orienté.e.s par moments par leur enseignants. Quand des étudiantes ou étudiants exposent devant d'autres, leurs propos passent mieux, les erreurs ou imprécisions sont plus aisément décelées et rectifiées. En université la pédagogie par l'erreur stimule l'attention car les élèves se sentent moins soumis et passifs, plus actifs et coresponsables.

Les pouvoirs militaires sont généralement tentés de s'imposer par la force, coup d'État ou répression, en restreignant toutes les libertés, en imposant une domination locale ou extérieure. Les exemples sont légions ! L'indépendance algérienne a été transformée en réduction drastique des libertés par une oligarchie militariste. Le coup d'État de Pinochet détruisit un gouvernement élu, qui avait osé récupérer les richesses nationales contre des trusts extérieurs. Au Cabinda (enclave de l'Angola au-delà de l'embouchure du fleuve Congo), l'extrême militarisation (un soldat pour sept habitants, record mondial) permet à Chevron Texaco de

profiter des mannes pétrolières, en détruisant la nature et en ruinant les pêcheurs.

Le général putschiste Franco détruisit la république espagnole avec l'aide du fascisme et du nazisme, massacrant ou exilant... Les Khmers rouges, même mal armés, ont commis un génocide et des internements massifs !

Un rare contre-exemple au Portugal : une révolte de sous-officiers abattit la dictature de Salazar.

ML : Fédération de groupes locaux et d'individus adhérents, de quels moyens se dotent votre Union pour populariser ses idées ? Tant dans l'opinion qu'à l'égard des décideurs ? Quels sont vos partenaires ?

UPF : Comme tous les mouvements strictement indépendants, l'UPF ne compte que sur les initiatives prises par ses membres. Pour plus d'impact, ils forment des groupes locaux. Et, comme il faut des supports pour exprimer les idées en faveur de la non-militarisation (le militarisme n'a pas le droit d'exister : l'UPF ne tient pas à le renforcer par une opposition stérile à l'armée, mais bien à l'abolir par des techniques de résistance à la guerre qui ont fait leurs preuves sous toutes les latitudes), l'UPF dispose d'un mensuel, d'un site...

L'UPF n'a pas de « stratégie » vers les décideurs, elle cherche plutôt à travailler avec des « gens du commun à l'ouvrage » (selon la belle expression de Jean Dubuffet). Par contre, notre association développe des partenariats

au sein de nombreux collectifs (qui, souvent, n'ont que des démarches très partielles contre la guerre).

L'UPF est en lien avec les libertaires (dont, bien sûr, la FA), les libres penseurs (réhabilitation des fusillés et des réfractaires), le Mouvement international pour la réconciliation, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, le Mouvement de la paix (qui a bien évolué depuis que le PCF se marginalise), la Ligue des droits de l'homme, etc.

Depuis la création de Radio libertaire, l'UPF a établi un partenariat très fort avec la FA, comparable à celui des espérantistes. L'émission *Si vis pacem* est très écoutée tous les jeudis à 18 heures (ou au moment que vous choisissez sur le site de la radio)

ML : L'Union pacifiste regroupe des personnes d'horizons différents : pacifistes d'obédience spirituelle voire religieuse, des non-violents, mais aussi des anarchistes. Pour les premiers, j'ai l'impression - mais je peux me tromper - que le pacifisme est d'abord une posture morale : « le refus de tuer ses semblables ». Louable certes, mais peut-on rejeter le militarisme sans remettre en cause l'appareil d'État lui-même ? De fait, ne retrouve-t-on pas dans l'État la structure hiérarchique présente dans les armées ? Peut-on donc être pacifiste sans être libertaire et révolutionnaire ? (Je crois avoir lu dans votre journal quelqu'un qui estimait que face au soulèvement fasciste de Franco contre la république en Espagne, les organisations ouvrières



et paysannes n'auraient peut-être pas dû prendre les armes mais organiser en lieu et place une grève générale, un grand refus du travail en guise de résistance).

UPF : Oui, nous misons sur des individus de convictions très diverses, qui se retrouvent dans nos luttes pour contrer la militarisation de la jeunesse (l'armée à l'école et dans les universités), le recrutement des professionnels du meurtre, les profiteurs de guerre (fabricants et vendeurs d'armes), les alliances militaires (comme l'Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord, qui n'arrête pas de produire des guerres pour tenter de justifier son existence), et, plus largement, pour la démilitarisation totale et immédiate.

La généralisation de l'objection de conscience, de l'insoumission et de la désertion implique le refus du port des armes. Ces dernières ne servent qu'à tuer ou à forcer l'obéissance. Le droit au refus de tuer est mis en avant par les pacifistes dans le monde entier (sans ce droit à la survie, tous les autres droits humains s'écroulent). Il est évident que les fictions étatiques et les délires paranoïaques de leurs serviteurs commencent à branler quand on conteste leurs velléités d'engendrer toujours plus de guerre et/ou de terrorisme. En se concentrant sur cet aspect anodin et universel du refus du port des armes en toutes circonstances, nous disposons d'un levier extraordinaire pour saboter et abolir les structures oppressives.

Dans cette optique il est naturel de ne pas encourager les insurrections armées qui, en règle générale, amènent à de sanglantes répressions (les armes du côté des riches sont plus meurtrières que celles des pauvres). Louis Lecoin, qui a fait passer des convois d'armes aux anarchistes espagnols, reconnaissait avec le recul des années qu'il n'avait fait qu'aider à produire plus de morts et de blessés...

Il n'en demeure pas moins qu'en situation de guerre, chacun fait ce qu'il peut. Les prises de conscience généralisées dans l'opinion, assorties de boycotts, non collaboration, sabotages et grèves, peuvent faire craquer les systèmes oppressifs. Elles sont renforcées par le recours aux techniques de résistances de l'IRG (utilisées lors des printemps arabes).

ML : *Dans ce même ordre d'idées, des pans entiers de l'économie reposent sur l'armement. Peut-on dénoncer la fabrication et la vente d'armes sans toucher au capitalisme lui-même ?*

UPF : Le secteur le plus corrompu de l'économie est celui de l'armement, devant l'énergie, les mines, le BTP... Il est clair que cette prédation forme l'essence du capitalisme. Lors des actions pour fermer les salons des ventes d'armes (terrestres à Eurosatory, aéronautiques au Bourget, globales à Londres avec DESI...) nous avons pu constater combien nos témoignages pouvaient nuire à leur image d'impunité.

MM. Dassault (Rafale) et Lagardère

(Airbus M et missiles), icônes françaises de l'armement, soutiennent dans leurs médias^[2] et financent les campagnes électorales de nombreux candidats. Une fois élus, ceux-ci ne peuvent faire autrement que de voter des budgets militaires colossaux. Leurs dividendes empochés, les profiteurs de guerre multiplient les pots de vin, ainsi que les investissements dans les médias pour conditionner encore plus l'opinion. Le cercle est bouclé !

Un État, même socialiste autoritaire, reste l'outil pyramidal d'une oligarchie, avec des niveaux intermédiaires de contrôle des populations : policiers, militaires, forces du contrôle idéologique (appareils religieux, médias à la botte, appareil éducatif...). Certes, ces forces de contrôles idéologiques peuvent subvertir le Pouvoir, devenir plus ou moins émancipatrices. Ainsi l'alliance du trône et de l'autel, du sabre et du goupillon. Grâce à des éducateurs militants, les mouvements éducatifs durent contre l'enrégimentation. Le mouvement des instituteurs et institutrices se réclamant du syndicalisme révolutionnaire, avait bravé la répression hiérarchique, rejoignant les Bourses du Travail qui étaient aussi des lieux de luttes et d'éducation (bibliothèques,

[2] Rappelons que le groupe Dassault est l'heureux propriétaire du Figaro et que la liste des médias dont dispose Lagardère est trop importante pour cette note de bas de page. En vrac, nous pouvons citer Europe 1, Le JDD, Elle, Paris Match, RFM... Et autres journaux gratuits de qualité, chaînes de télé etc. dans le but avoué de faire vivre le pluralisme, notion reine du paysage médiatique français... (N.D.L.R.)



universités populaires...). Mais en 1914 il fut balayé par la propagande militariste. Les peuples s'entretuèrent dans les tranchées, pendant que leurs classes dirigeantes baignaient dans l'opulence !

Les ventes d'armements permettent d'abord de massacrer et soumettre des populations, et donc de maintenir des oppressions. Mettre fin aux fabrications et ventes d'armes nuirait aux superprofits d'oligarchies capitalistes. Remplacer les surarmements, les gaspillages si énormes, sources de destructions massives est une priorité, sinon le suicide collectif ne se dessine-t-il pas ? Cela permettrait enfin de dévaster moins, d'investir dans des nourritures, logements, équipements socialement utiles.

ML : Pouvez-vous nous présenter brièvement les activités de l'Internationale des résistants à la guerre (IRG) d'une part et celles du Bureau européen de l'objection de conscience (BEOC) d'autre part ?

UPF : L'IRG^[3], dont nous sommes la section française, est un réseau transfrontalier qui dispose de groupes dans près de 40 pays. Lors de sa constitution en 1921 par des objecteurs de conscience, il s'agissait de sortir du bagne ou de prison tous ceux qui avaient refusé de faire la guerre. C'est toujours le fondement de notre Internationale (journée des prisonniers pour la paix le 1er décembre), mais depuis 1916 (année du

[3] Voir www.wri-irg.org pour plus d'informations

statut de l'objection au Royaume-Uni), il a fallu adapter nos actions pour développer la démilitarisation.

Des réunions annuelles, des séminaires sur des thèmes, des assemblées (tous les trois ou quatre ans) permettent de coordonner les actions au niveau mondial, grâce à deux permanents en équivalent temps plein (4 en réalité) qui font depuis Londres un travail remarquable.

Ce réseau permet de disposer instantanément des informations de première main sur des situations tragiques. *Le Fusil Brisé*, version française du périodique de l'IRG reproduit souvent des témoignages qui infirment les propos des médias de masse.

ML : Votre journal aborde des sujets graves, néanmoins nombre d'articles sont dotés d'humour, un peu à la manière de Maurice Maréchal, fondateur du *Canard enchaîné* « Mon premier mouvement, quand je vois quelque chose de scandaleux, est de m'indigner, mon second mouvement est d'en rire ». Pouvez-vous nous parler justement de vos liens éventuels avec le *Canard enchaîné* ?

UPF : La capacité de survie des humains se mesure à la distanciation dont ils sont capables par rapport à l'horreur. Il en résulte que l'humour est consubstantiel à l'expression du pacifisme.

Pierre Desproges, Raymond Devos, Boris Vian, ont été, parmi d'autres, des grands noms de la résistance à la militarisation. De très nombreux artistes ont soutenu et aident notre associa-

tion (car la créativité naît de l'insoumission). Le 7 janvier 2015, l'UPF a perdu avec Cabu, Charb, Wolinski, Honoré... une bonne partie de son « état-major ». Les liens ont été constants entre l'UPF et *Le Canard enchaîné* depuis 1961. Bernard Baissat avait réalisé en 1987 le documentaire *Aux quatre coins coins du Canard* pour les 70 ans du volatile. Ce journal satirique représente une particularité culturelle française, sans publicité et indépendant. Ses investigations insolentes et irrespectueuses restent dans toutes les mémoires (diamants de Bokassa, HLM de Paris, fausses factures du Carrefour du développement, pose de micros par la DST dans les locaux du journal...). Depuis son premier numéro le 10 septembre 1915, *Le Canard enchaîné* n'a pas dévié de sa ligne éditoriale ciblant l'armée et l'obscurantisme religieux.

Originalité, c'est le seul hebdomadaire à publier une rubrique de contrepèts (*L'Album de la comtesse*) : le général sert l'amande et passe sa faim au mess des officiers...

PAR L'UNION PACIFISTE DE FRANCE



Je n'irai pas !

De belles mémoires^[1] d'un paysan anarchiste né dans le Loiret en 1889. Mémoires d'un insoumis dans les années 1910, qu'Eugène Cotte rédigea suite à – paradoxe – une blessure de guerre reçue sur le front de la Somme. En effet, Eugène Cotte, pour ne pas trahir la classe des ouvriers agricoles, pour ne pas devenir un « planqué », bien qu'anarchiste et réformé suite à une longue grève de la faim durant sont insoumission, accepte de rejoindre le 23e régiment d'infanterie coloniale en partance pour le front des Dardanelles en 1914. Mais là, n'est pas l'intérêt de ces mémoires. Ce qui est à mon sens le plus intéressant, c'est ce que Cotte nous raconte dans une belle langue d'autodidacte prolétarien, la vie des paysans dans ce début de siècle qui portera la brutalité humaine à son paroxysme. Dureté de la condition d'ouvrier agricole qui gagne sa vie de place en place, de ferme en ferme, au gré des opportunités et de sa liberté

[1] Cotte E., *Je n'irai pas, mémoires d'un insoumis*, 2016.

qui le conduit souvent à quitter tel ou tel lieu de son exploitation. C'est dans les années 1910 qu'Eugène commence à se cultiver dans la grande tradition ouvrière de l'époque. En effet, pour lui et beaucoup d'autres, « *ce n'est que par l'éducation que les hommes pourront s'émanciper. L'éducation est donc la meilleure propagande* » (p. 57). Valet de ferme, il lit d'abord Marx puis Reclus, Bakounine, Kropotkine, *Le Libertaire...* avant de s'insoumettre en 1910. Cette auto-éducation libertaire, il la partage avec d'autres jeunes paysans anarchistes du Loiret : Georges le fils du sabotier, Gaston et Louis, ouvriers agricoles comme lui. C'est le début d'une longue amitié qui résistera à bien des épreuves. Autre intérêt de ce beau texte, c'est la vie d'un insoumis obligé de quitter sa terre, de se réfugier à Lausanne en Suisse où il travaille - là encore, beau témoignage de la condition ouvrière - comme terrassier, horticulteur, puis charretier. De retour en France en 1913, interpellé par la maréchaussée et reconnu

comme insoumis, il est incarcéré à la prison militaire de Lyon où le conseil de guerre le condamne à la prison. Dès lors, il s'engage dans une lutte opiniâtre et débute une longue et habile grève de la faim aboutissant à sa réforme. Victoire donc, sur les galonnés. Après guerre, de retour dans le Loiret, il deviendra cantonnier-chef. Durant la Seconde Guerre mondiale, trop vieux pour être mobilisé, Émile sera arrêté en 1943 pour avoir caché un Juif allemand. En 1945, il adhère comme beaucoup d'autres au PC et milite à la CGT. Il meurt en 1976.

Je n'irai pas ! Est un beau texte inédit dont on doit la publication à sa fille Marcelle Bréchet^[2] et à Philippe Worms.

PAR HUGUES LENOIR,
Groupe Commune de Paris de la Fédération anarchiste,
Paris

[2] Dont les éléments biographiques en fin d'ouvrage me furent précieux pour rédiger cet article.



Désobéir à la guerre...

Le collectif des Désobéissants est adepte de la désobéissance civile, de l'action directe non-violente, et agit pour la défense du bien commun. Il est amené régulièrement à participer à des actions pour la Paix, ce qui conduit parfois certains de ses militants devant les tribunaux.

Le 1er avril 2016 une dizaine de militants du collectif « Justice pour les Kurdes » et des Désobéissants avaient symboliquement ensanglanté l'Office de tourisme de Turquie à Paris sur les Champs Élysées avec de la peinture rouge. Ceci afin de dénoncer les crimes du régime d'Erdogan, notamment vis à vis de la population kurde, et d'appeler au boycott du tourisme en Turquie. A l'issue de cette action, Xavier Renou fut placé en garde à vue, puis convoqué au tribunal. Il fut condamné à 200€ d'amende pour « dégradation légère », mais cette action permit de montrer la possibilité d'agir pour la Paix avec des moyens non-violents. Cela permit également de montrer au grand

public que le gouvernement français travaille main dans la main avec le gouvernement turc pour faire taire toute contestation.

Les militants des Désobéissants étaient également présents au salon de l'armement Eurosatory, en juin dernier. Il s'agit de la grande messe du business des armes, organisée tous les deux ans au parc des expositions de Villepinte, où tous les marchands d'armes du monde s'y retrouvent pour signer de juteux contrats. Juste avant la conférence de presse du ministre de la défense, M. Le Drian, une cinquantaine de militants sont parvenus à couvrir de peinture rouge sang un char Leclerc et un véhicule de transport de troupes de l'armée française, tandis que d'autres bloquaient symboliquement les issues du Salon international de l'armement. Lors de la précédente édition, les activistes avaient perturbé le stand du ministère de la défense israélien à l'aide de boules pointues...

Une plainte a été déposée par le Mi-

nistère de la Défense, visiblement classée sans suite par crainte de voir médiatisée davantage l'action des militants pacifistes. Les Désobéissants entendent ainsi protester contre le business de la guerre qui nourrit les nombreux conflits armés à travers le monde, dont les populations civiles sont toujours les premières victimes.

Le 6 août dernier, lors du jeûne-action annuel organisé par le collectif « Armes nucléaires STOP » à l'occasion de la commémoration du bombardement d'Hiroshima et de Nagasaki, plusieurs militants avaient entrepris de se coucher symboliquement devant le siège du parti des Républicains pour protester contre le soutien au financement du nucléaire par les candidats à l'élection présidentielle, sans aucun débat citoyen. La plupart des candidats à la « primaire de la droite et du centre » souhaitent même porter progressivement ce budget à 6 milliards d'euros pour la modernisation de l'arsenal. Pour interpeller les candidats,



Rémi et Sophie (des Désobéissants) avaient collé quelques stickers et écrit à la craie sur leur vitrine : « stop au nucléaire militaire, 4 milliards d'euros à économiser ». Vite interpellés par la police, ils ont été retenus 28h30 et accusés de « dégradation ayant entraîné des dommages graves ». Convoqués par le tribunal correctionnel de Paris le 7 novembre 2016, ils se servirent de ce procès pour en faire celui de l'arme nucléaire française. Ils ont été condamnés à 350€ d'amende avec sursis et la garde à vue fut reconnue comme illégale... Ce procès permit de médiatiser l'impossibilité d'un débat public sur cette question en France, pendant que notre pays continue à bloquer au sein des Nations Unies les négociations d'un traité d'interdiction des armes nucléaires.

Le 17 décembre dernier, en plein bombardement russe sur Alep, des militants des Désobéissants accompagnés par des réfugiés syriens, se sont rassemblés devant l'agence du Club Med' de Tours. Ceci afin de demander la suspension des activités touristiques de cette agence de voyage à destination de la Russie, pays complice des massacres commis à Alep par l'armée de Bachar-Al-Assad. Le Club Méditerranée propose plusieurs circuits touristiques en Russie, avec visite du Kremlin à la clé... Le boycott des pays responsables d'atrocités est bien souvent la dernière arme non-violente à disposition des militants pacifistes. Le boycott des produits d'Afrique du sud a par exemple montré son efficacité pour faire tomber le régime d'apartheid

dans ce pays. De même, la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) visant l'économie d'Israël, permet aux militants pour la Paix du monde entier d'agir pour le respect du Droit international par ce pays et la fin de la colonisation.

PAR LES DÉSOBÉISSANTS : www.desobeir.net





2017 : TOUJOURS ANTIMILITARISTES !

DOSSIER

Actes des colloques de Franceyse et de Saint-Nazaire

La résistance à la guerre de 1914-1918.

Déserteurs, mutins, pacifistes, antimilitaristes de tous les pays, unissez-vous !

(Les éditions de la Libre Pensée)

L'Histoire officielle, celle qu'on enseigne à l'école, est toujours celle des vainqueurs. Et elle se veut parole d'évangile.

Ainsi, la guerre de 14-18 aurait vu nos braves poilus partir la fleur au fusil pour défendre la patrie en danger. Celle de 39-45 minimise la collaboration pour mettre l'accent sur les résistants (souvent de la 25ème heure). Celle d'Algérie exalte les braves troufions qui se sont ralliés à l'appel de de Gaulle lors du putsch d'Alger. Celle de...

Bref, à chaque fois c'était l'enthousiasme populaire pour... Ben tiens !

L'Histoire, la vraie, n'a rien à voir avec l'Histoire officielle. Elle est plus complexe. Et, surtout, elle nous raconte ces quelques-uns et quelques-unes, beaucoup plus nombreux et nombreuses que l'on croie, qui ont sauvé l'honneur du mouvement ouvrier, du socialisme, de l'anarchisme..., et du genre humain en osant dire NON ! Non à la vérole capitaliste qui vit de la guerre. Non à

la vérole nationaliste qui fait se massacrer les prolétaires entre eux. Non à l'insulte à l'intelligence qui pense résoudre un conflit (réel ou supposé) par le massacre de celui d'en face.

L'Histoire, la vraie, c'est celle de ces cœurs purs qui, spontanément ou par trouille, d'entrée de jeu ou au bout de l'insupportable, ont dit NON !

Ce livre^[1] nous raconte cette histoire méconnue mais réelle. Celle des déserteurs, des insoumis, des objecteurs de conscience, des mutins...

Saviez-vous qu'en 1914 il y eut 45 000 déserteurs ? Que pendant la guerre d'Algérie il y eut 12 000 rappelés qui refusèrent de partir ? Qu'en 14-18 il y eut 639 fusillés pour l'exemple dont certains (et pas que des Bretons), pour n'avoir pas obéi à des ordres qu'ils ne comprenaient pas car ils ne par-

laient pas français ? Qu'il y eut maints exemples de fraternisations ? Qu'il y eut des tas de mutineries aussi bien côté français que côté allemand ? Que 20 000 russes qui étaient sur le front français, en apprenant qu'il y avait la révolution dans leur pays, ont exigé de rentrer chez eux et ont constitué des soviets ? Qu'en Ariège, lors des guerres napoléoniennes, il y avait 98 % d'insoumis et de déserteurs ? Qu'il y eut quelques rares leaders du mouvement ouvrier international et de nombreux militants qui sauvèrent l'honneur de l'internationalisme prolétarien bafoué par des « socialistes » à la mie de pain ? Qu'à Gentioux, un petit village de la Creuse, sur le monument aux morts, il y a gravé « Maudite soit la guerre » ? Qu'à Ambérieux, sur la tombe d'un fils mort au chemin des Dames, il y a marqué « Victime du capitalisme, du cléricalisme, du militarisme » ?... Saviez-vous que... ?

Désormais, vous ne pourrez pas dire

[1] 500 pages. 20 €. Plein d'iconographies.

En vente à la librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011, Paris ou à la librairie de la Libre Pensée, 10/12 rue des Fossés St Jacques, 75005, Paris.



que vous n'avez pas eu l'occasion de savoir !

Plus sérieusement, ce livre est un putain de bouquin. Un livre référence. 500 pages peuplées d'innombrables portraits, relatant une foulditude d'événements qu'on nous a toujours tus. C'est une claque dans la gueule de tous ceux qui savent mais, détenteurs du pouvoir, ne disent jamais rien, ou très peu, de ce qui dérange leur cupidité et leur veulerie.

Merci à la Libre Pensée de la publication de ce livre qui devrait être dans toutes les bibliothèques de toutes les écoles. On peut bien rêver !

Pas un homme, pas un sou, pas une heure de travail pour la guerre ! Hier comme aujourd'hui et demain.

PAR JEAN-MARC RAYNAUD,
groupe *Nous autres de la Fédération anarchiste,*
Charente-Maritime

Désobéissance

L'antimilitarisme ne se borne pas à refuser l'armée ou à être pacifiste. On peut être soldat et antimilitariste. N'oublions pas que Makhno était cosaque et donc soldat de père en fils.

Le 1er mai 1891, l'armée française commettait un massacre à l'encontre des ouvriers grévistes de Fourmies qui avaient amené leurs compagnes et leurs enfants au défilé, vu que celui-ci s'était passé sans encombre l'année précédente. Cependant, la veille, le capitaine Nancy avait refusé d'amener ses hommes sur le site de Fourmies, prétextant que l'armée avait pour fonction de défendre les frontières et non de « résoudre » les problèmes de politique intérieure, motif de désobéissance actuellement admis par le droit international. Il fut démis de ses fonctions. C'est lorsqu'il fut contacté par l'anarchiste Jean Grave^[1], qu'il créa cette devise pour se justifier :

« Soldat toujours, militaire jamais ! »

Au XIXe siècle, le règlement de l'armée était simple : le soldat avait un devoir de soumission totale à ses supérieurs, ce qui rendait évidente la menace que faisait peser l'armée sur le reste de la société. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale, que ce règlement fut remis en cause.

Pour la première fois, au procès de Nuremberg, des instances internationales reconnurent qu'il serait bon que le soldat désobéisse en certaines occasions, afin de pouvoir condamner les criminels nazis. Et plus particulièrement, pour la France, le Général de Gaulle avait commis un acte de désobéissance exemplaire tant politique que militaire.

Depuis les conventions internationales de Genève en 1949, les droits de désobéissance du soldat se sont renforcés et les crimes de guerre, contre l'Humanité, de génocide, de torture furent identifiés. En 2005, suite à l'affaire Mahé^[2], le droit de désobéissance fut transformé en devoir de désobéissance, en France, quand l'ordre est manifestement illégal. Autrement dit, le soldat peut être poursuivi s'il se contente d'obéir. Néanmoins, ce devoir fut aboli dans le cadre des opérations extérieures par Le Drian, dès qu'il est arrivé au ministère de la défense. De même, on se doute que l'état d'urgence abolit également ce devoir pour les opérations sur le territoire national, visant à « résoudre » les problèmes de politiques intérieures telles que l'arrestation de ces dangereux écolos en vélo venant de Notre-Dame-des-Landes, par des gendarmes et néanmoins soldats !

Bref, on devine malheureusement les limites d'application du droit international.

La société civile ne devrait pas baisser sa vigilance vis-à-vis de l'armée et devrait se tenir prête à défendre les soldats connaissant des sanctions pour avoir appliqué le droit international. Pour ceux désirant plus d'informations sur le droit à la désobéissance du soldat, il suffit de consulter le site de la Ligue des Droits de l'Homme de Toulon.

L'existence de ce droit est un appui sur lequel on peut travailler une forme d'antimilitarisme à destination du soldat. Seuls les combats qui ne sont pas menés sont perdus d'avance.

PAR GREG, groupe de Montluçon de la Fédération anarchiste, Allier

[1] Cf : Quarante ans de propagande anarchiste, Jean Grave

[2] Un homonyme d'un « coupeur de route », étouffé par l'armée française en Côte d'Ivoire.



2017 : TOUJOURS ANTIMILITARISTES !

DOSSIER

LE TEMPS DE L'INSOUMISSION TOTALE

Pendant une décennie, de 1971 à 1981, le mouvement d'insoumission totale, largement oublié aujourd'hui et qui a été fortement dissimulé pendant son existence même, a tenté de manifester une autre vision de la pratique révolutionnaire et de l'antimilitarisme. Dans les suites de 1968, la critique de l'armée et le refus du service militaire ont gagné du terrain. De nombreux réfractaires ont tenté de dessiner les contours d'un mouvement différent.

Dans ces années marquées par l'importance du gauchisme organisationnel, c'est un réel mouvement qui a vu le jour. Un mouvement qui a touché des milliers de jeunes. En 1981, la sécurité militaire déclarait que plus de 30 000 appelés avaient refusé de rejoindre leur caserne depuis 1974 ; en Mars 1976, un rapport de la sécurité militaire dénombrait 18 000 insoumis sur les 3 dernières années, le même rapport

signalait que, en moyenne, 5 000 insoumis passaient tous les ans devant les tribunaux militaires ; les chiffres les plus précis sont donnés par le *Canard enchaîné* en 1981 (pour l'année 1980) : 4 856 cas de désertion, 2 904 cas d'insoumission, 492 insoumis en prison.

Pourtant, malgré l'importance du nombre de réfractaires au service militaire, ce mouvement représentait un angle mort de la critique sociale des années 70. Il était nécessairement en porte-à-faux avec les tendances d'extrême-gauche de l'époque ; les trotskystes et les maoïstes, (englués qu'ils étaient dans leur rêve de guerre révolutionnaire, dans leurs schémas plaqués sur la Révolution russe), prônaient l'utilisation du service militaire comme apprentissage du maniement des armes. De manière plus surprenante, le mouvement d'insoumission subissait, parfois, l'hostilité des tendances dominantes du mouvement

libertaire de l'époque, les uns parce qu'ils se voulaient soutenir exclusivement des objecteurs de conscience, les autres parce qu'ils reprenaient à leur compte les positions des Trotskystes.

Un mouvement massif donc, mais en apparence seulement, en rejetant la plupart des tendances politiques de l'époque, il ne pouvait exister qu'en se constituant comme force autonome, ne comptant que sur elle-même. L'organisation de l'insoumission totale allait donc reposer sur quelques-uns se présentant comme les portes voix de l'ensemble

C'est en 1971 à Lyon -, qui a longtemps fait figure de capitale de l'insoumission -, que naît le GIT (groupe insoumission totale). Ses animateurs lui donnent immédiatement une posture radicale et activiste. D'emblée, le groupe se démarque de la tradition antimilitariste et pacifiste et, surtout, du mouve-

DOSSIER

ment des objecteurs de conscience. Il se place dans la perspective d'une guerre de classe. Il ne se considère pas comme l'appendice d'autres mouvements mais, au contraire, comme le point de départ d'un mouvement à construire. Le terme « total » montre que l'on se présente comme un groupe antimilitariste bien sûr, mais que l'on ne s'y cantonne pas. Dès sa formation, le GIT publie un texte à mi-chemin du manifeste et de la lettre d'insoumission par laquelle on annonce son refus de rejoindre l'armée ; ce texte, « lettre de quelques gouvernés à leurs gouverneurs » définit l'insoumission totale comme un dépassement de l'antimilitarisme : « *la servir [l'armée] serait pour nous, perpétuer un ordre des choses que nous réprouvons* », il se présente également comme un mouvement éloigné du pacifisme : « *Ce n'est pas tellement le fusil que nous refusons, mais plutôt ceux qui veulent nous le faire porter* » ; de plus, la lettre se démarque violemment de l'objection de conscience : « *Nous refusons d'entrer dans le jeu de l'objection de conscience, totalement récupéré par vos soins et qui n'est plus qu'un compromis obscur pour calmer les réfractaires de l'uniforme* ». Enfin, dernier point du texte mais lourd de conséquence pour la suite du mouvement, le manifeste fait le choix de l'illégalisme : « *A la place de la légalité nous avons choisi l'illégalité* ».

Dès le départ, le GIT multiplie les actions, que ce soit pour se faire connaître ou en soutien à un insou-

mis emprisonné ; on pourrait dire que l'insoumission totale prend de la hauteur puisque tout ce qui constitue un promontoire à Lyon est occupé, on y déploie une banderole et des manifestants se groupent tout autour. Échaudages, statues, plateformes sont ainsi occupées jusqu'à ce que la police déloge ceux qui y sont installés. Ces actions popularisent l'insoumission totale et l'on voit des GIT apparaître à Rennes, Grenoble, Montpellier, Paris, Rouen, Marseille, Brive, Roanne, Nantes, etc...

A Paris, l'action initiatrice du GIT est l'occupation du clocher de Ménilmontant par deux insoumis qui y déploient une banderole. De plus, l'année 1973 connaît un important mouvement lycéen et étudiants contre la loi Debré à forte coloration antimilitariste qui contribue à populariser les différents GIT : « *Si tu veux t'en sortir, prépare l'insoumission* » est un de leurs slogans.

Une fois cette première étape d'affirmation passée, les GIT vont se lancer dans une course à la radicalité qui va provoquer un violent débat interne et un éclatement. Les GIT se dotent d'un journal, Enragez-vous, qui proclame dans son premier numéro : « *notre insou-*

mission ne saurait être parcellaire et se borner à l'armée, notre insoumission est globale, totale ».

Ce même numéro contient un long texte de critique du travail et d'éloge de la paresse qui conclut en proclamant, dans un pur style nihiliste : « *pillez ! incendiez ! détruisez ! anéantissez ! Purifiez !* ».

Ce texte est suivi d'un autre défendant le vol et les attaques de banque. Ce débat interne remet en cause également les grèves de la faim que pratiquent certains insoumis au lendemain de leur





arrestation ; refuser le service militaire ne doit pas signifier la destruction de son corps ; ce débat pose également la question de la clandestinité ; doit-on rester visible et prendre le risque de faire deux ans de prison à la place d'un an d'armée ? Doit-on accepter la clandestinité au risque de remettre le pouvoir du groupe dans les mains de quelques-uns ? Enfin, certains remettent en question la position de martyrs qu'adoptent certains insoumis et reprennent à leur compte la phrase des surréalistes : « Martyr c'est pourrir un peu ».

L'année 1973 est également celle de l'arrestation et du garrottage de Salvador Puig Antich en Espagne par le pouvoir franquiste ; les GIT comme pour prouver qu'ils ne sont pas enfermés dans l'antimilitarisme, vont se lancer dans une série d'actions de solidarité ; le train Catalan Talgo est bloqué, des vitrines d'agences de voyage, de banques espagnoles sont détruites. Et enfin, c'est dans ce contexte qu'un membre du GIT est arrêté pour détention d'explosifs ; le pacifisme est assurément dépassé...

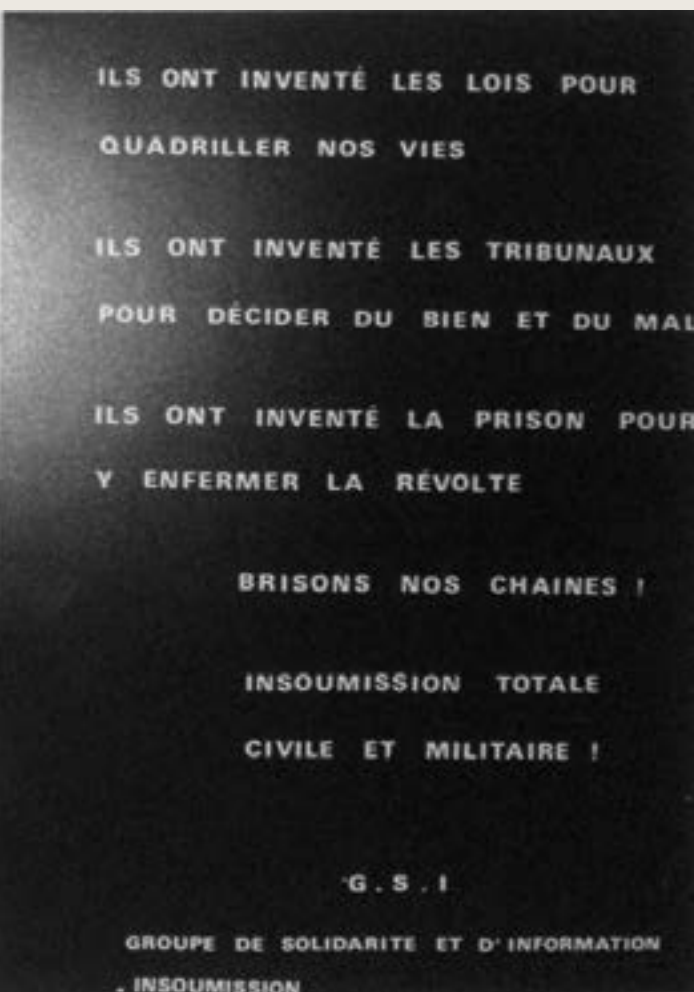
Cette radicalisation amène la dissolution de fait du groupe ; une partie quitte Lyon et va tenter de recomposer le mouvement à partir de Paris.

Des insoumis parisiens, rejoints par certains lyonnais, s'appuyant sur la petite organisation « Coordination anarchiste » vont reconstituer un mouvement autour de plusieurs sigles : les GIA (Groupe d'Intervention Autonome), le GSI (Groupe de Solidarité et d'Information) et son journal Avis de recherche, et un peu plus tard le GRIT (Groupe Révolutionnaire d'Insoumission Totale). Ces

différents groupes vont tenter de se recentrer sur l'insoumission et la solidarité aux personnes incarcérées sans pour autant rogner la spécificité de l'insoumission totale. Cette recomposition reconnaît l'importance de l'antimilitarisme et annonce sa « volonté de reprendre l'offensive après une période de latence ».

Après la première période pendant laquelle l'insoumission totale a manifesté son existence, mais aussi où un certain « jusqu'au-boutisme » l'a conduite dans une impasse, cette nouvelle époque, dont cette fois l'épicentre est Paris, est marquée à la fois par un retour à l'antimilitarisme, à la solidarité et par une volonté d'élargissement et de visibilité plus grande. Dans cette période, le GIA notamment, prend contact avec les regroupements d'insoumis réfugiés à l'étranger et, principalement, avec le collectif « Soleil Noir » d'Amsterdam, composé de quelques dizaines d'insoumis assurant la propagande et la solidarité tout en assurant le lien avec les insoumis hollandais.

Pendant la même période, GIA et GSI prennent la décision de se lancer dans une pétition de soutien à l'insoumission totale ; une pétition qui poursuivait plusieurs points annexes. En effet, la répression que subissait les insoumis totaux était à géométrie variable, le but principal de l'armée étant le silence autour de cette question. En conséquence, quand, dans les jours





qui suivaient l'arrestation d'un réfractaire, un mot de solidarité signé par une quinzaine d'intellectuels de renom paraissait, la libération de la personne incarcérée était le plus souvent obtenue. Une pétition manifestant la solidarité avec l'insoumission permettait donc de constituer un vivier d'une cinquantaine de noms utilisable en cas d'arrestation.

De la même manière, ces contacts avec des milieux étrangers au monde des insoumis permettaient de constituer des réseaux d'avocats ou de médecins solidaires et de rencontrer des journalistes avec lesquels il devenait possible de faire valoir les idées propres au mouvement d'insoumission totale. Cette pétition reprenait la forme de la célèbre déclaration des 121 sur le droit à la soumission pendant la guerre d'Algérie. Elle cherchait à briser le silence sur le mouvement d'insoumission tout en maintenant sa spécificité, notamment sur l'aspect globalisant du mouvement en déclarant, par exemple, « pour les insoumis la lutte poursuivie soit clandestinement, soit par action directe, soit publiquement par propagande politique ne comporte aucune équivoque ; c'est un combat dépassant le simple cadre antimilitariste, c'est une lutte menée contre l'État (...) Il ne suffit pas de dire que l'armée est refusée en tant qu'armée de classe, armée impérialiste accompagnée de surcroît de sexisme, il y a de cela dans toute armée ». La déclaration proclamait l'objection de conscience dépassée et demandait que l'on reconnaisse aux

insoumis le droit à l'auto-organisation. Cette déclaration sur le droit à l'insoumission en temps de paix demandait aux signataires de reprendre à leur compte trois injonctions : « nous respectons et jugeons justifiés les actes d'insoumission totale et de désertion. Nous respectons et jugeons justifiée l'auto-organisation des divers groupes d'insoumission totale ainsi que les réseaux d'aide qui peuvent se créer autour d'eux. Nous défendons la cause des insoumis totaux qui contribue à abattre les fondations du vieux monde ».

Cette pétition n'atteindra jamais le chiffre symbolique de 121 signatures et verra son compteur bloqué à 97. Les organisateurs ne s'attendaient pas à se voir exposer à une telle hostilité. Le ridicule de certains refus devait atteindre un niveau rare ; on peut citer, par exemple, Claude Nougaro déclarant sa flamme pour l'armée française ou Michel Foucault imitant sa bonne espagnole pour ne pas avoir à répondre. Inversement, quelques uns furent d'une étonnante chaleur, par exemple, Annie Le Brun prêtant son appartement pour y centraliser les informations ou Guy Hocquenghem signant par avance pour toute pétition future.

La dernière période sur laquelle l'insoumission totale va se briser s'ouvre sur l'élection de François Mitterrand, le chef de l'Union de la gauche avait promis l'amnistie pour les insoumis et les déserteurs et sa promesse sera te-

nue ; il avait juste omis de préciser que chaque insoumis amnistié recevrait en même temps une nouvelle convocation l'invitant à rejoindre une caserne. Aucun insoumis, aucun en tout cas, de ceux qui étaient membres des groupes constitués de l'insoumission totale ne répondra à l'invitation.

Par contre, dans le but d'obtenir une amnistie réelle, la majorité des insoumis en cavale vont choisir de sortir de la clandestinité.

Cette période voit également l'arrivée dans le mouvement de ce que l'on appelait les « insoumis invisibles », c'est à dire tous ceux qui étaient effectivement réfractaires mais qui ne se rattachaient à aucun groupe se réclamant de l'insoumission totale ; certains d'entre eux, la majorité probablement, venaient des organisations libertaires mais n'avaient jusque là pas voulu rejoindre un mouvement qu'ils considéraient comme spécifique ; quelques uns venaient du maoïsme, la gauche prolétarienne en effet, avait lancé un mot d'ordre d'insoumission trois mois avant son auto-dissolution ; puis, la dissolution venue abandonna les militants qui avaient obéi à sa directive. Enfin, un grand nombre d'insoumis ou déserteurs sans affiliation idéologique ou organisationnelle particulière choisirent ce moment pour se montrer au grand jour et rejoindre un groupe d'insoumission totale.

Le désarroi du pouvoir était manifeste, comme le titrait le journal Libération : « le ministère ne sait plus quoi faire des



insoumis ». Le GRIT et le GSI choisirent de sortir de la clandestinité par la voie d'une conférence de presse où ils manifestaient leur position et réclamaient une amnistie réelle.

La nouveauté de la situation provoqua une recomposition du mouvement d'insoumission totale. Un nouveau groupe se constitua, le CIA (Comité insoumission amnistie) qui regroupait toutes les différentes sortes d'insoumis que cette situation nouvelle avait fait apparaître et se donnait effectivement pour but la sortie de l'insoumission par l'obtention d'une amnistie réelle. Le groupe multiplia les actions symboliques, les réunions, tracts, journaux, émissions de radio sur les premières radios libres. Mais une action particulière va contribuer à le faire connaître.

Quand le parti socialiste organisa, à Valence, le congrès de la victoire, le CIA se rendit sur place ; en fait, seuls deux de ses membres arrivèrent à pénétrer les lieux, et l'un d'entre eux jeta un fumigène au milieu du congrès. Une véritable panique s'empara de l'assemblée et le délégué aux affaires étrangères de l'URSS, Ponomarev, se vit plaquer au sol par ses gardes du corps qui dégainèrent leurs armes. Il nous faut, enfin, laisser le lecteur imaginer le congrès debout, poings levés entonnant l'Internationale.

À la suite de cette intervention, Louis Joinet, membre du cabinet de François Mitterrand chargé des questions judiciaires prit contact avec le CIA et proposa de régler le problème, mais seu-

lement pour les insoumis et déserteurs connus du mouvement.

Tous n'ont pas accepté, certains ont maintenu le combat mais à partir de là l'insoumission totale a vu disparaître son audience politique.

Pendant dix ans, un certain nombre de jeunes se sont lancés dans un affrontement frontal avec l'État ; ils l'ont fait sans pratiquement aucune aide extérieure, ne puisant que sur leur propre force et leur capacité à l'auto-organisation. Mais leur combat comportait des tares originelles qui en bloquaient l'évolution. Les insoumis étaient par définition en butte à la répression et, d'une certaine manière, en dépendaient. Ils ne pouvaient être visibles et devaient se résoudre à une forme modeste de clandestinité. Enfin, l'insoumission totale ne pouvait que difficilement se doter d'une théorie propre. De fait, elle était un cri de rage qui pouvait difficilement se transformer en tendance politique.

PAR DANIEL AÏACHE

A TOUS LES ENFANTS

A tous les enfants qui sont partis le sac à dos

Par un brumeux matin d'avril

Je voudrais faire un monument

A tous les enfants

Qui ont pleuré le sac au dos

Les yeux baissés sur leurs chagrins

Je voudrais faire un monument

Pas de pierre, pas de béton

Ni de bronze qui devient vert

Sous la morsure aiguë du temps

Un monument de leur souffrance

Un monument de leur terreur

Aussi de leur étonnement

Voilà le monde parfumé,

Plein de rires, plein d'oiseaux bleus

Soudain griffé d'un coup de feu

Un monde neuf où sur un corps

qui va tomber

Grandit une tache de sang

Mais à tous ceux qui sont restés

Les pieds au chaud, sous leur bureau

En calculant le rendement

De la guerre qu'ils ont voulue

A tous les gras tous les cocus

Qui ventripotent dans la vie

Et comptent et comptent leurs écus

A tous ceux-là je dresserai

Le monument qui leur convient

Avec la schlague, avec le fouet

Avec mes pieds avec mes poings

Avec des mots qui colleront

Sur leurs faux-plies sur leurs bajoues

Des larmes de honte et de boue.

BORIS VIAN

(Merci à Fred de la Liaison Fresnes-Antony, ANAR'tistes, pour la suggestion)



2017 : TOUJOURS ANTIMILITARISTES

DOSSIER

REFUSER DE FAIRE LA GUERRE

Ils ont dit « Non ! ».

Non à la guerre, à sa préparation. Ils ont refusé de la faire, de se soumettre aux obligations militaires.

De la Grande Guerre à la guerre d'Algérie, brève évocation de ces refus d'obéissance

qui furent de véritables engagements.

À la veille de 1914, les obligations militaires sont, en France, largement acceptées. C'est récent : quelques décennies à peine. Il avait fallu des siècles pour que les hommes s'y soumettent. Mais les Français étaient entrés dans le xxe siècle par la porte de la caserne. C'est désormais dans les faubourgs ouvriers, dans les milieux syndicalistes, que s'exprime une critique radicale de l'institution militaire, plus antimilitariste que pacifiste. « *Le mot d'ordre qui revient comme un leitmotiv est le suivant : en cas de guerre, les travailleurs organiseront la grève générale et l'insurrection.* »^[1]

Dès 1894, plusieurs conférences internationales se tiennent à La Haye : elles élaborent un premier droit de la guerre et de la paix. Ce mouvement d'idées possède, à partir du congrès de l'Internationale à Stuttgart, en 1907, un nouvel allié, l'internationalisme prolé-

tarien. D'où cet important courant du pacifisme socialiste dont Jean Jaurès est, jusqu'à son dernier souffle, l'emblématique figure.

VICTIMES DE L'UNION SACRÉE

Tout cela est balayé par le regain de rivalités entre nations. Incapables d'arrêter la guerre, dirigeants et populations s'y résignent. La plupart répondent à l'ordre de mobilisation. C'est l'Union sacrée.

Au front, les soldats découvrent avec effroi l'omniprésence de la mort, les poux, les rats... Le conflit, pensé comme bref, s'annonce comme une guerre d'usure. Une guerre terrible. Quelques voix s'élèvent, telle celle de Romain Rolland, exilé en Suisse. En 1915 à Zimmerwald, en 1916 à Kienthal, des syndicalistes et socialistes révolutionnaires se réunissent pour demander aux prolétaires d'imposer à leurs gouvernements une « *paix sans annexion ni indemnités* ». En vain. La censure sévit et il faut attendre 1917 pour

que renaissent des actions pacifistes. Une poignée d'hommes refuse de combattre par conviction : pacifistes absolus, ils ne veulent pas œuvrer au meurtre collectif ; révolutionnaires, ils n'entendent ni mourir ni tuer pour les intérêts de puissances impérialistes rivales. Certains s'exilent, d'autres se cachent. Ceux qui sont arrêtés connaissent la prison et, au front, la peine de mort : 600 soldats français sont fusillés, pour l'essentiel en 1914 et 1915^[2].

La résistance individuelle au carnage est plus importante qu'on ne l'a longtemps écrit. On sait aujourd'hui que, très officiellement, d'après les comptes-rendus sur le recrutement de l'armée, il y a 376 insoumis en 1914, 14 358 en 1915, 5 203 en 1916 et 4 261 en 1918. Les chiffres de l'année 1917 n'étant pas disponibles, il y a donc, au

[1] Jean Maitron, *Le Mouvement anarchiste en France. Tome 1 : Des origines à 1914*, Paris, Maspero, 1975, p. 374

[2] Voir André Bach, *Fusillés pour l'exemple, 1914-1915*, Paris, Tallandier, 2003.



moins, 32 198 insoumis^[3].

Le nombre de ceux qui, fuyant l'horreur des combats, ne remontent pas au front au terme d'une permission, est plus important encore. François Cochet écrit, dans la notice qu'il consacre aux réfractaires dans son *Dictionnaire de la Grande Guerre* : « Au total, sur l'ensemble de la Grande Guerre, la gendarmerie nationale a arrêté 66 678 déserteurs à l'arrière. Encore ne s'agit-il là, sans doute, que de la crête d'une vague mal mesurée, qui montre à l'envi que la notion de "consentement" est trop caricaturale pour rendre compte de la complexité des manifestations diffuses de refus de la guerre^[4]. »

PLUS JAMAIS LA GUERRE !

Cruellement éprouvée, la population est, au sortir du cauchemar, animée de la volonté d'empêcher pareil massacre de se reproduire : « Plus jamais ça ! Plus jamais la guerre ! » S'ensuit un formidable essor du pacifisme, y compris chez les anciens combattants.

Ce refus d'accepter la guerre comme inévitable, connaît plusieurs formes : celle d'un courant préconisant de régler les différends par l'arbitrage d'un tribunal ou de la Société des nations ; celle d'un pacifisme inconditionnel, prônant le désarmement et considérant la guerre comme le pire des fléaux.

Le xxe siècle avait commencé par un dramatique échec : faillite de l'Inter-

nationale, impuissance de l'action collective. D'où l'intérêt porté au refus individuel. Des hommes opposent désormais à la raison d'état leur ferme résolution : réfractaires de conscience, considérant le service militaire comme la préparation du futur massacre guerrier, ils n'acceptent pas de devenir ou de rester plus longtemps soldats.

Service militaire et potentiel guerrier sont à ce point associés que les vainqueurs ont décidé, par le traité de Versailles, d'interdire à l'Allemagne de pratiquer le service obligatoire. Sans combattants, pas de combat possible : telle est aussi la conviction qui anime nombre de militants.

La Grande-Bretagne et les États-Unis avaient adopté, pendant le conflit, des dispositions légales pour leurs objecteurs. L'URSS, les Pays-Bas et la Norvège faisaient de même au sortir de la guerre. Des pacifistes français vont s'efforcer, dès le début des années 1920, de faire libérer les quelques objecteurs incarcérés.

PIONNIERS D'UN MONDE SANS GUERRE

L'insoumis passe à l'étranger ou vit sous une fausse identité, il s'efforce d'échapper aux poursuites. Le déserteur quitte son unité et tente d'agir de même. L'objecteur, lui, ne s'enfuit ni ne se cache, mais répond à la convocation des autorités, puis refuse de se vêtir en soldat ou n'accepte pas de se saisir d'une arme. Fidèle à son idéal, il répond de sa décision devant un tribunal. Condamné pour refus d'obéissance, il subit la prison. Pendant des années.

Des procès d'étudiants en théologie, tels Philippe Vernier et Jacques Martin,

suscitent la solidarité, en 1932-1933. Ils ont été précédés par des hommes d'âge mûr qui, tel le pasteur Henri Roser, ont renvoyé leurs décorations ou leurs fascicules de mobilisation. Des comités, des personnalités, des organisations appuient ceux en qui Albert Einstein voit « les pionniers d'un monde sans guerre ». Dès 1931 est déposée la première proposition de loi visant à accorder un statut aux objecteurs.

Survient la Seconde Guerre mondiale. À l'inverse de 1914, où anarchistes et socialistes avaient tenté jusqu'au dernier moment d'empêcher l'irréversible, le déclenchement des hostilités est, en 1939, vécu avec passivité. Quelques-uns s'exilent. D'autres, une poignée, sont emprisonnés, tels les pasteurs Vernier et Roser, les anarchistes Nicolas Faucier, Louis Lecoin ou Maurice Joyeux. Faute d'avoir empêché la guerre, la population, dans sa majorité, accepte tant bien que mal la servitude.

SOLDATS DU REFUS

En 1945, le mouvement pacifiste a perdu son influence : les accords de Munich sont vus, rétrospectivement, comme une capitulation, les générations de la Résistance et de la France libre remettent à l'honneur le combat armé.

La guerre d'Indochine ne suscite que peu d'opposition : c'est une affaire de professionnels. L'envoi des appelés dans les départements français d'Algérie entraîne, en revanche, protestations et refus. Des soldats rappelés, qui manifestent lors de leurs départs ; d'intellectuels, indignés par la torture ; d'appelés, qui, pour des raisons et sous des formes diverses, refusent de

[3] Cité par Annie Crépin et Gérard Boulanger, *Le Soldat-Citoyen Une histoire de la conscription*, Paris, La Documentation française, « Documentation photographique », n° 8019, février 2001, p. 49

[4] François Cochet et Rémy Porte (dir.), *Dictionnaire de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Robert Laffont, « Bouquins », 2008, p. 328.



porter les armes.

Chrétiens ou communistes, ils refusent de combattre en Afrique du Nord lorsque leur régiment y est envoyé. Poursuivis pour refus d'obéissance, ils sont souvent condamnés à deux ans de prison avant d'être, parfois, à nouveau incorporés et sanctionnés. « On n'était pas des déserteurs, mais des soldats qui refusaient de combattre le peuple algérien », témoignera Alban Liehti^[5], le premier de ces « soldats du refus ».

Le Parti communiste considère que la place de ses membres est dans la guerre, quelle qu'elle soit. Il ne peut cependant ignorer l'attitude de ses jeunes militants enfreignant ses consignes : Léandre Letoquart, fils d'un député, Serge Magnien, ancien secrétaire de l'Union des étudiants communistes, et Pierre Guyot, dont le père siège au bureau politique du Parti, sont emprisonnés.

RÉFRACTAIRES

À LA GUERRE D'ALGÉRIE

Une trentaine d'objecteurs, tels Pierre Boisgontier et Jack Muir, se réclament de l'Action civique non violente. Des adultes, dégagés des obligations militaires, s'engagent en totale solidarité avec ces jeunes. Leur action est ainsi résumée dans un livre collectif signé Erica Fraters (anagramme de « réfractaires ») : « Pour la plupart d'entre nous, c'est essentiellement la guerre d'Algérie qui nous a amenés à nous engager comme nous l'avons fait. Face à

[5] Témoignage d'Alban Liehti, in *Les Soldats du refus pendant la guerre d'Algérie. Appelés réfractaires et journalistes combattants*, « La parole aux témoins », Noisy-le-Sec, Les éditions de l'épervier, 2012, p. 15.

cette situation intolérable, notre action collective a permis à chacun, non seulement de dire "Non", mais d'inscrire cette désobéissance civile dans un cadre plus général, assorti de la proposition immédiate d'un service civil en Algérie. En attendant que notre demande soit reconnue, nous commençons ce service tout de suite en France^[6]. »

Louis Lecoin, lui, veut avant tout sortir les jeunes de prison. Mais les deux luttes se complètent. Il obtient la libération des objecteurs, pour la plupart témoins de Jéhovah, ayant fait plus de cinq ans de prison, puis plus de trois ans.

Parallèlement, une structure clandestine, Jeune Résistance, regroupe des insoumis et déserteurs exilés en Suisse. « Pensant être humainement plus utiles et politiquement plus efficaces en conservant leur liberté d'action », ils « refusent la guerre d'Algérie en tant que guerre coloniale^[7]. » Liés aux réseaux de soutien au FLN, ils contribuent à secouer l'apathie de l'opinion. Le 5 septembre 1960, 121 intellectuels de renom publient un manifeste dans lequel ils déclarent soutenir le droit à l'insoumission.

UN SUR CENT

Dans sa thèse, Tramor Quemeneur estime que « l'ensemble des désobéissances pendant la guerre d'Algérie s'élève à 10 831 insoumis, 886 déserteurs en Algérie et 420 objecteurs de conscience, soit au total environ

[6] Erica Fraters, *Réfractaires à la guerre d'Algérie, 1959-1963, avec l'Action civique non violente*, Paris, Syllepse, 2005, p. 19

[7] « Manifeste de Jeune Résistance », mars 1960, in *Résister à la guerre d'Algérie par les textes*, Paris, Les Petits Matins, 2012, p. 83.

12 000 personnes.^[8] » à peine un soldat sur cent.

Ces gêneurs exemplaires étaient parvenus à faire sortir la gauche de son immobilisme. Refusant de mettre entre parenthèses leur libre arbitre, ils avaient contribué à ne pas tuer tout lien d'amitié entre les deux peuples. Le 21 décembre 1963, était enfin promulguée une loi portant le statut des objecteurs.

Plus jamais l'état français n'enverra des conscrits dans ses guerres. Ni en Afrique, ni dans le Golfe, ni en Afghanistan. À l'ère de l'armement atomique, puis des drones, ce n'est plus tant l'obéissance du soldat qui fait la force des armées que la militarisation des civils, la passivité de la population. La conscription une fois « suspendue » en 2001, un véritable droit à l'objection pour tous et toutes, y compris les professionnels, n'est-il pas aujourd'hui hautement nécessaire ?

PAR MICHEL AUVRAY [9]

[8] Tramor Quemeneur, *Une guerre sans « non » ? Insoumissions, refus d'obéissance et désertions de soldats français pendant la guerre d'Algérie (1954-1962)*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Benjamin Stora, université Paris-8, 2007, p. 170.

[9] Objecteur, puis acteur du mouvement d'insoumission au service civil dans les années 1970, Michel Auvray a travaillé en presse et en édition. Il a publié *Objecteurs, insoumis, déserteurs. Histoire des réfractaires en France* (Stock, 1983) et *L'âge des casernes. Histoire et mythes du service militaire* (L'Aube, 1998). Il a notamment participé à *Voir, ne pas voir la guerre. Histoire des représentations photographiques de la guerre* (BDIC/Somogy, 2001), *Autopsie du service militaire, 1965-2001* (Autrement, 2002) et *Les Années 68, un monde en mouvement. Nouveaux regards sur une histoire plurielle* (192-1981) (Syllepse, 2008).



Récit d'un ancien appelé

qui déteste l'idée du service militaire et l'armée

Je suis né en 1977. C'est à dire que je suis dans les derniers à avoir dû faire leur service militaire. Comme je n'avais pas l'assurance que j'ai aujourd'hui, en 1998, quand l'armée m'appelait de façon plus que pressante, je n'ai pas eu le courage de dire non. Trop peur de reculer encore mon entrée sur la saleté de marché du travail : lors de chaque entretien que je faisais pour trouver un emploi, le fait que j'ai « encore mon service à faire » était bloquant. Début du chômage de masse, issu d'une famille modeste à qui je ne voulais pas faire payer le prix de me garder à la maison des plombs et envie d'indépendance, j'ai donc accepté.

Honnêtement, au départ, je me disais que j'allais perdre 10 mois et que ces 10 mois passeraient vite, sans réellement me laisser de souvenir. C'était là une belle erreur.

Tout commence le jour où vous recevez vos fameux « papiers militaires ». C'est

une enveloppe, recouverte du drapeau bleu, blanc, rouge. Dessus, votre nom et une notification qui vous incite à ne pas ignorer ce courrier. Autoritaire, court, le courrier vous indique votre date de tests d'incorporation (généralement deux mois plus tard). Vous pouvez engager des recours qui ne seront pas forcément acceptés (c'est écrit en toute lettre). L'armée vous attend donc pour le premier bilan d'orientation/information.

Vous allez à ce rendez-vous, généralement dans un centre de formation et d'information. En fait, vous êtes pesé, déshabillé (je remarquerai que cette pratique de mettre tout le monde à poil est fréquente), observé médicalement, puis évalué par des tests sous forme de jeux pour connaître votre niveau de français, de math et d'obéissance. A la fin, tout est entré dans une

machine et l'on vous sort « l'arme »^[1] dans laquelle vous serez incorporé. Deux choix. Pour moi ce fut l'armée de l'air ou la marine. Aucune ne me réjouissait, et je venais surtout de comprendre que je ne pouvais plus reculer.

Quelques temps après ce rendez-vous - dans mon cas ce fut plus d'un an après -, vous recevez une nouvelle lettre avec votre incorporation. Il vous est indiqué l'horaire du train que vous devrez prendre, le wagon, et la destination. Sur la mienne, Évreux, base aérienne 105. Formation de fusilier commando.

Départ donc, début juin 1998. Je suis, comme on me le dira 10 000 fois pendant mon service, de la 98/06. Prononcez 98-6. J'ai un matricule. Et juste un nom. Pendant dix mois, je vais être

[1] Arme : (Expression de l'administration militaire) Chacune des différentes spécialisations de l'armée. L'arme de la cavalerie, de l'infanterie, de l'artillerie, du génie, de l'aéronautique, du train (...). Définition CNRTL (N.D.L.R.)

appelé « aviateur » suivi de mon nom. Cela n'a l'air de rien, mais c'est une étape de déshumanisation claire.

J'arrive donc sur Évreux en pleine nuit. Nous sommes sortis du bus, par deux militaires en tenue, qui hurlent. Il faut sortir vite, parce qu'on n'est pas des « tapettes » et encore moins des « en-culés ». J'ai l'impression de me retrouver dans *Full Metal Jacket*. Dehors, il faut se mettre en ligne, et on va faire ici de nous des « hommes » et pas des « fiottes ».

Il paraît qu'aujourd'hui l'armée respecte un peu plus mon orientation sexuelle, j'avoue avoir du mal à y croire. Surtout que de tels propos seront tenus tout au long de mon service.

Dortoir, on a 15 minutes pour se foutre au lit et extinction des lumières, des « feux » comme ils hurlent. Personne ne pleure, parce que tout le monde a compris qu'ici, la faiblesse se paie cher. C'est violent. Je me sens oppressé. Je prends un lit « en bas » dans une chambrée d'une quarantaine de lits doubles. L'instructeur arrive et me beugle dessus que moi, « je vais aller dans le lit du haut, ça me fera de l'exercice ». Ben ouais

quoi, ce surpoids que je traîne, c'est pas celui d'un « homme », a priori. La première nuit, je n'ai presque pas dormi, et quand que je me suis endormi, j'ai hurlé dans mon sommeil. Du coup, le lendemain, j'avais un surnom : « gros hurleur ». C'est sympa, non. Et c'est

Le lendemain, c'est la journée de mise « au pli ». J'avais les cheveux longs en 1998 et heureusement, un copain parti à l'armée avant moi, m'avait conseillé de les raser avant d'y aller. J'ai pu vite voir pourquoi : pendant la « tonte » des « troufions », des militaires, cer-

tains gradés, prennent un malin plaisir à humilier les gens aux cheveux longs. Demi-coupe, rasage au milieu, et la personne reste comme ça pendant de longues minutes avant que sa coupe ne soit terminée. On humilie et on rit. Et on incite à rire. J'ose dire que c'est dégueulasse à haute voix. Une armoire à glace se poste devant moi, et me glisse à l'oreille, mais assez fortement pour que ce soit entendu que « celui qui ne suit pas les ordres, c'est vite vu » avec un air menaçant. Les regards des autres présents me paralysent. Le message est clair, et collectif.

Premier entraînement, je m'effondre plusieurs fois.

Je ne réussis pas à grimper à la corde à nœuds. On me demande de réessayer une dizaine de fois, sous les quolibets de ma « brigade ». Plus je me plante, plus les gens rient. Surtout « Minus », l'autre vu comme faible de la brigade, qui trouve là l'occasion de se faire bril-



surtout repris par la plupart des appelés présents. Je découvre médusé ce qu'est l'esprit de corps. C'est en fait un simple esprit de meute, ou les plus faibles servent de défouloir. Verbal dans mon cas, physique pour d'autres. Et cela prend moins de 24 heures.



ler devant les autres. Après une nouvelle nuit, j'ai mal de partout. C'est la journée des examens médicaux. C'est reparti : à poil dans un couloir, on attend notre tour. Pesés, mesurés, vaccinés. On se rhabille et on passe devant le médecin chef. C'est la première fois que je vois un peu d'humanité dans l'œil d'un interlocuteur sur place. Je lui dis clairement que je ne tiendrai pas, et que je souhaite être réformé. Il me répond qu'il comprend, mais que non, je ne serai pas réformé, mais déclassé (le mot est violent) pour être réaffecté ailleurs, en simple « basier » (militaire qui travaille sur une base aérienne). A mon visage, il comprend que je suis plus que déçu. Et il me dit « ben, le président à mis fin au service militaire, mais on a encore besoin de bras ». Cette phrase claque à mes oreilles comme nouveau point de non-retour.

Le lendemain, après remise de la fin de mon paquetage (tenues militaires et accessoires), je suis mis de côté par un sergent, avec une quinzaine d'autres gars. « Minus » est là, et il sourit. Le sergent nous laisse là, pendant au moins une heure. J'ai compris après pourquoi : il attendait que tout le bataillon 98/06 soit là. Et là, il annonce que nous sommes « renvoyés ailleurs, car pas assez solides pour être des vrais commandos ». Nouvelle humiliation : le rire de dizaines de personnes qui ne nous saluent même pas pour la plupart. Nous partons dans la foulée en train. « Minus » est attendu sur Cassis. Moi, c'est la Base aérienne numéro 115, Orange.

J'ai donc fait mes « classes » à Orange. L'ambiance était moins violente qu'à Évreux. J'étais dans une chambrée, composée majoritairement de jeunes venus des DOM. Durant ce mois de classe, j'apprendrai d'eux que le chômage étant de plus de 60 % dans certains coins de France, l'armée est une porte de sortie attendue et espérée par certaines personnes. Que s'ils l'intègrent, ce n'est pas vraiment par choix. L'esprit est plus détendu. Même si mon surnom réapparaît, du fait d'un gars qui était avec moi à Évreux.

Lors de ces classes, il va m'être demandé de tirer avec des armes à balles réelles. Je redoutais ce moment. Pourtant, lors de ma première séance de tir, je mets dans le mille. Et bien, mon côté geek à l'époque ressort je pense et j'ai un peu trop pris cela comme un jeu. Par chance, en me relevant de ma série de tir, j'entends l'instructeur dire « que je ferais un bon "d'élite" ». A partir de ce moment là, je n'ai presque plus jamais atteint ma cible. Par choix. Surtout quand elle représentait une silhouette humaine.

Plusieurs de mes camarades de chambre seront mis au « trou » pour des raisons aussi farfelues que ridicules. Du refus d'obéir, en passant par le retard de dix minutes en retour de permission, tout est bon. Bizarrement, moi aussi j'ai eu du retard, mais pas de trou. Faut dire que moi, je suis vu comme normal. Et l'armée reproduit les clichés habituels : elle tape sur les plus pauvres et sur les « indigènes » à

mater. J'emploie ce mot car je l'ai entendu plus d'une fois durant mon service.

D'ailleurs, assez vite, je comprends que l'armée, c'est comme la vie civile, mais en pire. Plus vous venez d'une famille aisée, plus vous êtes diplômé, plus vous êtes privilégié et gradé. Ma chambrée est une chambrée de pauvres. Personne n'est issu de la bourgeoisie. Et je suis le plus diplômé de tous, avec mon Bac+2. D'ailleurs, je vais me retrouver plusieurs fois à aider des gens à écrire ou à compter. Et nous sommes donc tous ici pour être des « petites mains ». Alors que d'autres appelés sont gradés et nous donnent des ordres. Tous Bac+5 a minima ou issus de familles riches. Qu'on ne me parle pas de hasard.

Au bout d'un mois de classe, avec exercices abrutissants et cours théoriques ridicules, comme par exemple « que faire en cas d'explosion atomique sur la base », un sergent arrive dans ma chambre. La plupart des gens des DOM se retrouvent affectés sur des bases aériennes dans le nord de la France. Là aussi, je n'y vois pas de hasard. Tout le monde a son affectation, sauf moi et un autre de la chambre. J'ose poser la question, on me répond qu'on va m'amener au commandant. Et j'ai découvert là que mon Bac+2 était une clef même ici : le commandant nous annonce que comme on a fait des études, nous sommes affectés comme ambulanciers. Et que nous devons passer encore 15 jours sur la base



pour apprendre le métier. Oui, quinze jours pour apprendre à être ambulancier, vous avez bien lu.

S'ensuit donc une formation éclair à la conduite rapide, aux premiers soins et secours, à l'hygiène. Puis vient mon affectation. Je me retrouve devant le même commandant qui me dit « vous, comme vous êtes stéphanois, ça sera une base lyonnaise. Mont Verdun ». Je me suis montré impassible. Pas par docilité, mais parce que je suis lyonnais. Cette envie de m'emmerder au travers de la rivalité débile Saint-Étienne / Lyon est donc une chance pour moi.

Direction donc, la BA 942 Lyon-Mont Verdun. Ma mission : transport de blessés et garde 24/24 pendant 7 jours, puis 7 jours de permission. C'est un

rythme sympa pour les permissions. Moins pour le reste.

Je suis donc affecté à l'infirmerie. Je vais y faire passer les tests de vue, les pesées et pas mal d'autres choses. Dans cette infirmerie, tenue par une médecin militaire, pas de personnes entièrement nues. En sous-vêtements uniquement. C'est moins embarrassant pour les gens. Et c'est donc ailleurs, bien un choix.

Pendant les 9 mois qui me restent à faire, je vais voir pas mal de choses. C'est l'avantage, si je puis dire, d'être à l'infirmerie.

D'abord, un bon paquet de gens qui sont mal dans leur peau, en dépression. Que ce soit les appelés (souvent les fusiliers commandos, soldats de protection de la base) loin de chez

eux et humiliés, ou les soldats de retour de « missions à l'étranger », les fameuses « opex » pour opérations extérieures. Beaucoup de soldats qui avaient été mobilisés en ex-Yougoslavie reviennent dans un état assez lamentable. Mais la grande muette sait y faire : tous sont soignés en hôpitaux militaires, ou sur place. Rien ne sort. Rien ne transparait.

Pareil pour les suicides. Oui, pendant mon service, il y en a eu. Mais soyons clairs : tout est classé très vite. J'ai cru comprendre que l'on n'indiquait pas forcément aux familles comment la personne était morte, simplement qu'elle l'était « en service ». J'ai toujours été surpris d'un tel mensonge : la BA 942 est une base aérienne radar, avec un ouvrage enterré. Pas une base



Stanley Kubrick, *Full metal jacket*, 1987



avancée dans une zone de guerre. L'humiliation, je l'ai ressentie aussi pour les autres. J'ai eu la chance, étant au service médical, d'être dans un environnement pas trop dur envers moi. Mais je constatais ce qu'il se passait autour de moi. Que ce soit les fusiliers commandos humiliés par des hurlements permanents, appelés « cocoyes » par les autres membres de la base : moitié con, moitié coyote, c'est ce que cela veut dire. Le coyote étant l'emblème de ce corps militaire. Un corps composé majoritairement de pauvres, comme vous vous en doutez. Ou les femmes militaires prises en général pour des imbéciles assez ouvertement, surtout par les petits gradés. Souvent, les gradés avaient quand même pour moi un mépris assez marqué. Déjà parce que j'étais un appelé, mais aussi parce que j'étais gros. J'ai eu souvent des remarques sur « le fait qu'on a dû faire un uniforme sur mesure pour moi » (ce qui était faux au passage). Ou que « le manque d'exercice donne des porcelets », par exemple.

En tant qu'ambulancier, j'ai couvert des défilés mais aussi des exercices. J'ai pu voir à chaque fois des blessures plus stupides les unes que les autres. Des gens qui sautent de hauteurs improbables, des filins mal attachés, des fractures, etc. Et à chaque fois, la faute était reportée sur le blessé. On n'interroge pas l'armée, elle ne fait jamais d'erreur, c'est ça le message.

De ces mois de service, je retiens avant tout la déshumanisation permanente.

L'esprit de corps n'est pas, comme le disent certains, un moyen de « former des hommes » et de les « confronter aux autres ». L'armée reproduisant clairement les rapports de domination présents en dehors de ses murs, en les amplifiant, il est impossible que la fameuse mixité sociale existe. Ceux qui disent que l'armée est formatrice, rêvent en fait d'un monde de bons petits soldats.

J'ai appris quoi ? A tirer, à conduire vite et à ne pas poser de question. L'obéissance, ça n'a pas vraiment pris sur moi au final. Mais j'ai vu bien des gens être brisés, sortir de leur service, non pas calmés comme l'espèrent les politiciens qui rêvent du retour du service, mais bien brisés. J'ai aussi vu des petites frappes prendre encore plus d'assurance, être recrutées pour monter dans la hiérarchie, pour humilier et diriger au mieux. Attention, elles ne montaient pas trop haut, juste de quoi devenir adjudants pour diriger les autres. Elles restaient soumis au reste de la hiérarchie, mais contents de leur petit pouvoir. Et j'ai vu des gens s'engager non par goût, mais par dépit. Faute de mieux. Notons que c'est clairement le cas aujourd'hui avec l'armée « de métier », qui recrute avant tout des pauvres pour servir de chair à canon. L'armée comme solution aux problèmes sociaux ? Cela sonne à mes oreilles aussi cynique que de confier une garde d'enfant à la famille Dutroux. L'armée n'a pas vocation à former qui que ce soit. Mais bien de

formater les gens pour en faire des outils de guerre. Des bons soldats dociles qui iront mourir la fleur au fusil, persuadés de défendre la « nation » contre les « barbares » (ça aussi c'est revenu souvent en dix mois).

Suivre la voie de ceux qui rêvent de son retour au cœur de nos vies par le service militaire, c'est montrer au fond à quel point l'idée d'un État papa et castrateur est encore bien implantée dans les esprits. Et comme pour la fessée, vous entendrez des gens dire « ça va, je l'ai fait, je n'en suis pas mort ». Facile à dire quand on n'interroge rien. Moi, je n'en suis pas mort, mais je ne pourrai jamais dire que je suis le même qu'avant ces dix mois volés de ma vie.

Guerre à la guerre. Plus que jamais.

PAR FAB, groupe Graine d'anar de la Fédération anarchiste, Lyon



SERVICE MILITAIRE : LE RETOUR ?

UNE LONGUE LUTTE POUR L'ABOLITION DU SERVICE MILITAIRE

Difficile pour les jeunes générations d'imaginer aujourd'hui le traumatisme que représentait le service militaire. Depuis son instauration sous la Révolution française, les garçons en âge d'être incorporés ont partagé cette même préoccupation : « *Comment y échapper ?* » À moins d'avoir les pieds plats, d'être soutien de famille ou de bénéficier d'un bon vieux piston obtenu grâce à l'appui de relations influentes auprès des autorités militaires, les astuces pour s'en affranchir n'étaient pas *légion*. Au choix, une forme de compromis (l'objection de conscience) ou un véritable jeu d'acteur, afin de se faire passer pour malade mental, toxicomane ou homosexuel... Si ces stratagèmes échouaient, ne restait plus qu'une solution, radicale au possible : l'automutilation ! Un de mes oncles n'hésita pas à se couper un doigt de

pied pour ne pas être enrôlé. Il ne le regretta jamais ; au contraire, il m'en parla souvent quand j'étais enfant. Cet acte courageux m'avait fait forte impression, au grand dam de mon grand-père paternel, civil à l'armée, qui le méprisait au plus haut point et le traitait de lâche... Dernière possibilité pour échapper au service : l'insoumission et l'apprentissage de la clandestinité. Une décision aux lourdes conséquences : difficile de mener une vie sereine quand vous êtes constamment à la merci d'une arrestation ou d'une dénonciation... Et ce n'est que fin 2001, que ce cauchemar, le service militaire obligatoire (ou « conscription », ou « creuset républicain »), a été suspendu pour tout individu de sexe masculin. Ce fut pour les jeunes un tournant majeur qui s'explique, en partie, par la prise en compte des gouvernements de l'époque, de critères économiques et géopolitiques, mais surtout issu de la longue lutte des an-

timilitaristes, pacifistes, insoumis et objecteurs de conscience - dont les signataires de *l'Appel des cent* (un appel revendiquant des droits syndicaux et de respect humain pour les appelés dans les casernes) lancé en 1974 par cent signataires et qui en obtint rapidement 6 000 la même année - ainsi que les militants ayant organisé les comités de soldats au début des années 1970. Cette mobilisation durable mena à l'annonce de la professionnalisation des armées, le 22 février 1996 sous le gouvernement Chirac.

En matière d'impôt, le programme de Jacques Chirac pour l'élection présidentielle prévoyait d'alléger la fiscalité, mais ne prévoyait pas pour autant la fin du Service national. Au plus, était-il promis une « réflexion » sur son évolution et sa durée. Une fois à l'Élysée, l'ancien patron du RPR surprit tout le monde en annonçant son intention de suspendre la conscription ainsi qu'un « grand débat » sur ce sujet. Ce grand



débat promis n'eut pas lieu, ce que déplora le rapport d'information « La France et son service », dit « rapport Seguin ». Et tout le monde accepta la fin annoncée du Service national, dont beaucoup, à l'époque, estimaient qu'il était une « perte de temps ». Cela dit, la suspension de la conscription ne manquait pas d'arguments après la chute du mur entre l'Europe et la Russie : les engagements militaires devaient être davantage tournés vers l'extérieur... En clair, il fallait une armée professionnelle dans laquelle les appelés du contingent n'avaient plus leur place. Quant au « creuset républicain », il était considéré comme mis à mal par les dispenses, les exemptions, voire même les formes de service civil. Chirac sous-entend alors qu'il ne reste plus qu'une solution : supprimer définitivement la conscription obligatoire et la remplacer par un volontariat. Il lance un « grand débat national » qui dure trois mois. Suivent des allers-retours entre les deux chambres et un passage devant le Conseil constitutionnel. Cela prend du temps. Dans l'attente de la promulgation de la loi, les appelés traînent plus que jamais des pieds pour intégrer les corps armés. Les insoumissions augmentent, souvent maquillées en exemptions « P4 » (problèmes psychologiques) et en congés maladie (PATC). Des pétitions circulent, (y compris sur Internet), recueillant des dizaines de milliers de signatures. En mars 2000, le collectif « Sans Nous » est créé. Il fédère les

derniers sursitaires et se fixe comme objectif d'anticiper la fin du Service national et de faire cesser les poursuites judiciaires contre les déserteurs et insoumis. Le 21 juin 2000, le ministre de la Défense annonce devant l'Assemblée nationale que les titulaires de CDI seront désormais exemptés de fait. Six jours plus tard, est publié le « décret 2001-550 relatif à la libération anticipée des appelés du service militaire ». Le conseil des ministres n'est pas en reste, qui officialise un décret mettant fin à la conscription, anticipant la fin de la période de transition de quasiment une année. Les appelés militaires déjà sous les drapeaux sont tous libérés au 30 novembre 2001, chaque contingent effectuant un mois de service en moins que le contingent précédent. Les derniers objecteurs de conscience sont libérés en juillet 2002. La décision prise, les armées ont dû se restructurer. Des dizaines de régiment roulèrent leurs étendards et drapeaux tandis que les collectivités locales s'emparèrent des casernes devenues vides, souvent pour le franc symbolique... Une vraie chance pour les jeunes générations. Mais pas une garantie éternelle : pour reprendre un célèbre poète, « rien n'est jamais acquis à l'homme »... Un gouvernement à la fibre patriotique pourrait très bien - comme annoncé dans les programmes des candidats de gauche comme de droite aux prochaines élections - un jour ou l'autre, ressortir le concept de Service national (sous des formes différentes, mais équivalentes

au fond) de ses tiroirs...

Attention : danger nationaliste !

Avant les attentats de 2015, quelques responsables politiques (dont Ségolène Royal pour un service civil obligatoire), inquiets de la disparition de ce « creuset républicain » avaient parlé de rétablir la conscription, sans toutefois donner de suite. La « menace terroriste » et le retour des discours nationalistes poussent de nombreux candidats à la présidentielle à vouloir, sous une forme ou une autre, remettre le service militaire au goût du jour. Et les cocardiers sont de retour : à la primaire, ils étaient treize à droite à le proposer (exceptés Bruno Le Maire, Alain Juppé, François Fillon) avec des variantes. Ainsi, Hervé Mariton a parlé d'un service civique obligatoire (excluant donc tout retour sous les drapeaux). Nathalie Kosciusko-Morizet, s'était dite favorable à un service militaire ou civique obligatoire. Même chose pour Jean-François Copé ; Jacques Myard n'était pas hostile au retour de la conscription, mais préférerait une garde nationale constituée de volontaires de 18 à 40 ans pour des missions de surveillance. Enfin, Nicolas Sarkozy souhaitait rendre obligatoire un service militaire adapté pour les 100 000 jeunes qui sortent chaque année du système éducatif sans diplôme ! Certains candidats de droite se sont montrés franchement pour un retour de la conscription, comme Henri Guaino, Nadine Morano ou encore

Jean-Frédéric Poisson, pour lequel : « Ce service comportera une forte composante militaire, dans la seule limite des capacités d'accueil des armées. Il aura également pour mérite de restaurer les conditions d'un brassage social, si nécessaire dans un pays divisé, de constituer un rite de passage et un moyen d'accès à l'autonomie, et enfin d'apprentissage de la discipline » !.. Pas mieux à gauche : Arnaud Montebourg propose le rétablissement d'un « service national, civil, et militaire, égalitaire et universel [...] obligatoire pour une durée de six mois ». Même chose pour Marie-Noëlle Lienemann, qui a signé une pétition il y a quelques mois, lancée par une députée proche de Jean-Pierre Chevènement. Quant à Jean-Luc Mélenchon, il ne parle pas de Service national obligatoire mais « souhaite que tous les jeunes Français, et toutes les jeunes Françaises soient appelés à participer à ce qu'on appellera soit une garde nationale, soit une garde républicaine » !... Et fait, on a un peu de mal à saisir la nuance ! On s'en doute, au FHaine, le retour de la conscription est à l'ordre du jour. La candidate a proposé l'instauration d'un « service à la nation militaire et obligatoire » de trois mois, susceptible de conditionner l'obtention de prestations sociales (tu fais le zouave pendant 3 mois et je te donne le chômage correspondant...). Mais, le plus grave c'est que plusieurs sondages annoncent que plus de 80 % des Français se disent favorables au retour du service militaire, qui au passage, coûterait environ 5 milliards

d'euros par an pour l'estimation la plus haute, mais qui surtout, réduirait à zéro des années de combats menées par les antimilitaristes, pacifistes, objecteurs de conscience et déserteurs. Définitivement : Merde à l'armée (et toute autorité) !

PAR PATRICK SCHINDLER, groupe Botul de la Fédération anarchiste, Paris

L'auteur de l'article sort son nouvel ouvrage : **Contingent rebelle, récit d'un réfractaire au service militaire**, éd. L'échappée, 20€. Disponible le 22 février 2017





2017 : TOUJOURS ANTIMILITARISTES

DOSSIER

Pax neoliberalia

Perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence

Sel sacré de nos luttes

Pluie sur les champs de maïs

Fraises distribuées dans toutes les mains

Pure vie, Berta, compañera

Que peut bien savoir l'assassin de la lumière de son espoir

Le lâche ne pourra approcher l'utopie, pas même en mots

Melissa Cardoza

Le livre de Jules Falquet^[1] s'inscrit dans la lignée des propos d'Andrée Michel, féministe de la première heure, militante anticoloniale et antimilitariste, l'une des premières en France - troisième vendeur d'armes au monde et exportateur de doctrines militaires - à avoir méthodiquement décortiqué les responsabilités du complexe militaro-industriel dans les violences à l'encontre des femmes, au Nord comme au Sud. Sociologue, maîtresse de conférences à l'Université Paris-Diderot, Jules Falquet travaille depuis vingt-cinq ans à créer et consolider des ponts entre la France et l'Amérique latine et les Caraïbes. Dans *Pax neoliberalia*, elle reprend des textes précédemment écrits, qu'elle met en pers-

pective et fait ainsi émerger une thèse féministe : la hiérarchisation construite par et dans des groupes sociaux, génère une discrimination et une violence contre un autre groupe construit par cette hiérarchisation, qui sert *in fine* à la mondialisation néolibérale asservissant un nombre croissant de dominé.e.s. Dans cette gouvernance mondialisée, nommée par antiphrase, *Pax neoliberalia*, les logiques genrées sont à l'œuvre.

L'autrice poursuit une double réflexion : sur les enjeux matériels de différentes formes de violence contre les femmes et leur imbrication avec les logiques de classe et de race, et, simultanément sur la réorganisation néolibérale de la coercition dans laquelle la violence contre les femmes joue un rôle pivot. L'emploi métho-

dique de la coercition et l'instrumentalisation d'une violence contrôlée et implacable, dessine le fil rouge reliant les quatre textes ici repris.

Le premier texte a presque vingt ans, « *Guerre de basse intensité contre les femmes ? La violence domestique comme torture : réflexions à partir du Salvador* ». C'est la partie de sa thèse soutenue en 1997, qui avait dû alors être retirée. Le travail avec Mujeres 94 (regroupement de l'ensemble des associations du mouvement des femmes et féministe, en vue d'élaborer une plateforme des femmes), effectue une comparaison systématique de la torture avec la violence domestique : conditions concrètes d'exercice, effets psychodynamiques individuels et effets sociaux. Ainsi, à partir des mécanismes mobilisés dans la torture, dé-

[1] FALQUET Jules, *Pax neoliberalia, perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence*, Editions iXe, 2016.

crits par des psychologues chiliennes, Elizabeth Lira et Eugenia Weinstein, spécialistes dans le traitement des personnes torturées, Jules Falquet découvre les travaux de psychologie sociale de la guerre conduits par le sociologue hispano-salvadorien, Ignacio Martín Baró, assassiné par l'armée salvadorienne en 1989 : les tactiques et la doctrine de guerre de basse intensité sont, en fait, issues de la pratique de la torture à des fins de terreur^[2] inventées d'abord par des français sous l'égide de l'OAS, afin de terroriser toute la population. La violence domestique est parfois si forte qu'elle peut être considérée comme aussi grave que la torture politique, mais c'est aussi une pratique structurelle visant à polariser un champ social et à le diviser en deux parties ennemies, mutuellement excluantes et asymétriques, de façon à produire la démoralisation et la désorganisation du groupe ciblé par la violence. En temps de paix, c'est une véritable guerre, contre les femmes, qui ne dit

[2] Dans la guerre de basse intensité, la torture fut associée à la bleuïte qui est la grande purge affectant les maquis de l'Armée de Libération Nationale après la bataille d'Alger, dès la fin de l'année 1957. Elle a été dirigée et orchestrée par les Services secrets français, et plus précisément par le capitaine Paul-Alain Léger.



pas son nom. L'autrice rejoint alors les thèses de Nicole-Claude Mathieu (la violence n'est pas que symbolique, elle est aussi matérielle, frein à l'accès à la pleine conscience des dominé.e.s), Colette Guillaumin (la coercition est l'une des manifestations des rapports

rampant. Service militaire en Turquie : construction de la classe de sexe dominante, paru aux éditions L'Harmattan en 2014. Il souligne le caractère routinier, planifié et transitoire de la violence à laquelle sont soumises les jeunes recrues, appelées familièrement Mehmetçik, pendant les trois premiers mois du service militaire. Après quoi, chacun progresse dans la hiérarchie militaire, reçoit une arme, cesse plus ou moins d'être violenté, et devient celui qui exerce la violence à son tour. Cette logique bureaucratique d'administration de la violence, permet finalement de considérables privilèges à une partie de la population, en particulier, la possibilité de prendre femme et d'accéder au travail rémunéré. Le travail de Pinar Selek montre que le résultat du passage par le service militaire produit des formes de « masculinité » peu conformes avec l'idée dominante de la virilité. Gradés comme recrues, bien des hommes pleurent à chaudes larmes, certains s'évanouissent et défaillent, ont peur des armes, et tous apprennent principalement à se taire, obéir, faire leur lit au carré et briquer inlassablement l'intérieur des chars et le canon de leur fusil. C'est l'exclusion d'un Autre - les femmes -

de sexage et l'un des moyens pour les perpétuer) et Paola Tabet (la violence domestique est l'une des trois conditions de l'enfermement des femmes dans l'échange économique-sexuel).

Le second texte, « *Au-delà des larmes des hommes : l'institution militaire en Turquie* », reprend la préface du livre de Pinar Selek, *Devenir homme en*

l'absence de l'autre. C'est l'exclusion d'un Autre - les femmes -



qui rend supportable la hiérarchie interne. La violence organisée par l'État rend la hiérarchie désirable à ceux qui en tirent bénéfice, même à l'avant-dernier échelon.

Quant au troisième texte, « *Les féminicides de Ciudad Juárez et la recomposition de la violence* », il met en lumière les contradictions béantes entre le discours bienveillant et l'adoption de lois contre les violences faites aux femmes comme la Loi intégrale contre la violence en 2005, et les pratiques brutales de l'armée et de la police, notamment les viols contre les indiennes zapatistes des quartiers populaires et contre les femmes en lutte : corps violés, torturés, démembrés, tués, exposés de manière macabre par les assassins. La violence est privée car elle est exercée par des groupes non étatiques, mus par des intérêts économiques immédiats, car les tueurs touchent une paye ; et intérêts économiques immédiats car elle sert à terroriser la main d'œuvre pour la rendre docile et maintenir les salaires le plus bas possible, et elle s'appuie possiblement sur des motivations individuelles, telle la jouissance des bourreaux « amateurs » dans l'exercice de tortures sexuelles. La violence est publique car elle montre des parties de corps à des fins de contrôle de l'espace public, elle bénéficie d'enseignements de méthodes de torture institutionnalisées, étatiques, et elle est couverte par les pouvoirs publics qui, au lieu de la justice et de la prévention, garantissent l'impunité à ceux qui l'exercent. Cette fusion croissante entre acteurs

étatiques et non étatiques s'est mise en place à la frontière Mexique/États-Unis après l'entrée en vigueur du traité de libre-échange. Les féminicides ont contribué à préparer la société mexicaine à la guerre contre le narcotrafic, guerre intérieure affranchie de toutes règles : la violence généralisée apparaît comme le développement à plus grande échelle du nouveau modèle de coercition néolibéral.

Le quatrième texte retrace les luttes pour rendre visibles les violences sexuelles commises pendant la guerre du début des années 1980 : « *Luttes (dé) coloniales autour du territoire-corps : de la guerre à l'extractivisme néolibéral au Guatemala* ». Au moment où se développent de nouvelles formes de violences - dont les féminicides - liées à l'extractivisme minier transnational, ces luttes ont conduit une partie des féministes du Guatemala, métisses, blanches et indiennes, à analyser les continuités entre tous ces crimes. Les féminicides se multiplient dans les années 1980 et le premier cas sera signalé seulement en 2001 par Amnesty International : une femme est retrouvée assassinée avec une pancarte « mort aux chiennes ». Ils se rattachent à la violence génocidaire, lors du conflit : ce sont des anciens militaires et policiers qui pratiquent des violences extrêmes en toute impunité. Puis viennent les exactions liées à l'extractivisme, richesses énergétiques, minières et hydriques. Il s'agit pour les entreprises transnationales d'avoir des bras armés, milices et groupes parami-

litaires, pour déloger les populations indiennes là où sont les ressources, pour les faire taire par la terreur et particulièrement les femmes. En se mobilisant, ces Indiennes développent un courant d'analyse et d'action appelé « féminisme communautaire » qui affirme haut et fort la nécessité impérieuse du Territoire-Corps et particulièrement du corps des Indiennes, en butte à toutes les violences depuis des siècles. Aujourd'hui, les Indiennes sont souvent en tête des luttes. Elles travaillent à la « sanation » (guérison) des anciennes blessures de la guerre et dévoilent un continuum des violences coloniales et recolonisatrices, mêlant étroitement des logiques de race et de sexe autour de la double cible du corps des femmes indiennes et des ressources du territoire.

Un livre puissant, remarquable, tout est référencé sur le plan politique, économique, féministe et donc aisé à lire alors qu'il aborde des concepts encore peu utilisés.

Si dures que soient les conditions, la résistance est à nouveau à l'ordre du jour...

PAR HÉLÈNE, groupe Pierre Besnard
de la Fédération anarchiste, Paris
Co-animatrice de l'émission Femmes libres
sur Radio libertaire [3]

[3] Jules Falquet a été interviewé dans l'émission Femmes libres le 18 janvier 2017 sur Radio libertaire.



2017 : TOUJOURS ANTIMILITARISTES

DOSSIER

Construisons des digues de paix en nous, pour contrer les flots de la peur

L'antimilitarisme est une idéologie qui s'oppose au militarisme, dans ses dimensions hiérarchiques et autoritaires, mais aussi bellicistes et nationalistes. Pour ses partisans, la guerre est inhérente au capitalisme et au colonialisme. L'antimilitarisme contre la « religion patriotique », une réaction à une certaine façon de voir et de concevoir le monde. C'est une lutte contre une mentalité précise : celle qui cherche à résoudre les problèmes des hommes et de la société par des moyens coercitifs et de contrainte, soit par l'utilisation de la force exercée par des hommes en armes...

Dans cette logique pestilentielle qui stipule que l'armée est garante de nos droits, alors qu'au contraire le militarisme écrase dès que c'est possible toutes les opinions contraires, l'État de droit n'existe plus dans une société militariste. La résistance des esprits au militarisme est fondamentale dans cette période de trouble où la peur prédomine, cette peur qui amène au pouvoir la politique du pire : la tentative des autorités de subvertir l'humanisme a toujours existé et nous nous devons de nous le rappeler pour continuer à avancer dans l'insoumission. Quand l'expansion militaire prédomine, sur fond d'état d'urgence, la résistance des esprits doit être de

mise. La désobéissance civile et les actions directes non-violentes ont un rôle important à jouer pour arrêter la guerre car elles sont des grains de sable pouvant enrayer la machine infernale. Après avoir manifesté contre la guerre, il est important de franchir le cap de la résistance contre elle ! L'antimilitarisme, le vrai, ce n'est pas se vautrer dans ses certitudes en laissant le boulot aux autres, c'est se battre pour que l'humanité rompe avec l'habitude de la guerre, c'est se battre pour que les militaires et leurs équipements disparaissent de la planète, les premiers en devenant des civils, les seconds en partant à la casse. Il nous faut créer des digues de paix en nous pour contenir les assauts de la peur.

Inutile de dire que nous sommes, à l'heure actuelle, bien loin d'un mouvement antimilitariste international, massif et déterminé : c'est tout juste si l'on arrive parfois à entendre des voix s'élever contre les guerres, alors remettre en question les armées et les militaires... ça oui : nous en sommes vraiment encore loin !

Les problématiques actuelles sont multiples : le danger - qui se précise en ce moment -, de voir se créer une armée européenne; la professionnalisation de l'armée qui permet d'intervenir plus facilement en Afrique et au

Moyen-Orient, les progrès de l'idéologie légitimant la violence d'État en France - favorisée par les campagnes de recrutement de l'armée -, la croissance du nombre de pratiques meurtrières en dehors des conflits ouverts grâce aux drones, aux assassinats soi-disant ciblés, etc. (les USA ou Israël en sont les champions, mais sait-on si la France ne le fait pas aussi, en cachette bien sûr), l'absence totale en France de toute contestation de l'industrie de l'armement et donc aussi des ventes que la France se glorifie de faire à droite et à gauche (les avions de combat à l'Inde et au Qatar, par exemple).

PAR FRED, *Liaison Fresnes-Antony, ANAR'tistes*
de la Fédération anarchiste, Haut-de-Seine



2017 : TOUJOURS ANTIMILITARISTES !

DOSSIER

Des chants pas patriotiques du tout !

L'antimilitarisme est un combat partagé au sein du mouvement des chorales révolutionnaires.

Le 11 novembre dernier, les chorales avaient décidé d'en faire un événement fort.

Le 11 novembre 2016, les chorales révolutionnaires *Les Mauvais Jours Finiront* (Verdun) et *Les Sans Nom* (Nancy) ont organisé plusieurs concerts. À leur invitation, ce sont près d'une centaine de choristes qui sont venu.e.s les rejoindre pour les concerts « *Crosses en l'air* »^[1]. Le mouvement des chorales révolutionnaires, apparu au début des années 2000, a permis et permet encore la création de chorales dans un nombre insoupçonné de villes. C'est un véritable réseau d'échanges internationaux qui s'est créé grâce à des rencontres annuelles depuis une quinzaine d'années. Depuis 2011, ces rencontres sont autogérées par les chorales elles-mêmes. Le choix des chants appris en commun et le partage des expériences sont enrichis par cette pratique autogestionnaire. L'organisation d'un séjour de 150 à 200 personnes pendant une semaine complète sous la forme autogestionnaire, est chaque année un véritable plaisir revigorant. Le nombre de chorales et donc de choristes grandissant, ce sont maintenant deux sessions de rencontres annuelles sur deux lieux différents qui sont

organisées depuis 2016. Ces rencontres permettent aujourd'hui à près de 25 chorales révolutionnaires de France, d'Allemagne, d'Italie, de Grande-Bretagne et d'Espagne d'échanger et de mettre en commun tout un répertoire de chants de luttes. Coté chant, justement, les exigences sont diverses. Les chorales ont pour objectifs de faire vivre la mémoire des luttes sociales et révolutionnaires à travers les chants de toutes les époques, mais aussi d'être présentes dans les luttes actuelles. Elles sont donc composées d'abord des militant.e.s qui, pour la plupart, mènent évidemment des actions au sein d'organisations variées et de collectifs divers, mais aussi pour beaucoup sans être encarté.e.s. Selon les villes et les années, les chorales révolutionnaires sont plus ou moins impliquées et présentes dans le paysage local des luttes et lors des manifestations par exemple. Des événements auto-organisés permettent de réunir parfois des choristes bien au-delà d'une même ville. En 2012, les chorales se mobilisaient dans différentes villes pour donner des concerts de soutien aux sans-papiers lors d'une semaine d'action commune. Autre exemple, plusieurs

chorales ont participé au carnaval populaire du quartier de la Plaine à Marseille en lutte contre un projet d'urbanisme imposé^[2]. Dans le même ordre d'idées, l'anniversaire de la création de la première Internationale avait réuni de nombreux choristes en 2014 à Nancy^[3], lors d'un rassemblement pendant 3 jours.

Revenons donc à ce 11 novembre 2016. Deux concerts principalement, à Nancy le matin et à Verdun en fin après-midi, ont réuni environ 150 choristes devant un public important. Si tant de choristes peuvent ainsi se réunir pour une telle occasion, c'est bien sûr, de par les liens d'amitié créés au fil des années, mais c'est surtout et d'abord, de par leur engagement politique. Les chorales révolutionnaires se retrouvent sur plusieurs points communs principaux : l'internationalisme, l'anticapitalisme et l'antimilitarisme.

Ce 11 novembre 2016, centenaire de la bataille de Verdun, il n'était pas seulement question de chanter « La chanson de Craonne ». Bien

[1] <https://www.sans-nom.net/tous-les-articles/action/11-novembre-2016-crosses-en-l-air>

[2] Voir *Le Monde Libertaire* #1783

[3] <http://www.15oans-premiere-internationale.org>

qu'elle ait encore été censurée quelques semaines auparavant. Il était important d'aller chanter notre opposition à la guerre sur les lieux mêmes où s'exprime habituellement l'hypocrisie des gouvernants sur le sujet. Notre opposition à la guerre, mais pas seulement. Il s'agissait de faire entendre notre message de détestation de la guerre et donc des armées qui la font, d'une part, comme celle des dirigeants qui la décident, en décimant à chaque fois les peuples d'autre part. La guerre comme démonstration de force des États. Des États dans tout ce qu'ils ont d'autoritaire et de violent. La triste concomitance de ce centenaire de la bataille de Verdun et de la bataille d'Alep alors en cours ne pouvait être passée sous silence. Dans les deux cas, les mêmes atermoiements des dirigeants, à chaque fois les mêmes victimes parmi les peuples. Un des objectifs de la guerre est bien le déplacement de la guerre des classes vers une guerre entre les peuples. Ceux-ci n'étant pas a priori naturellement enclins à la bataille mais plutôt à une vie pacifique, il faut bien que les dirigeants créent des raisons à ces boucheries. Les raisons économiques du capitalisme en 1914, dans la mise en place des empires coloniaux, n'avaient rien à faire gagner aux travailleurs.euses et il a bien fallu trouver d'autres motifs. Difficile d'envoyer à l'abattoir des millions de jeunes gens, en les motivant par l'enrichissement des plus riches, déjà ! Le parallèle avec la situation en Syrie n'est pas si éloigné. Là encore, puissance économique d'États capitalistes et autoritaires expliquent en grande partie le carnage d'une population prise au piège. L'instrumentalisation des assassins de Daech, en les armant et en les soutenant, a permis aux différents États de développer cette « logique de guerre » dans la région.

Mais le lien entre les deux situations n'est pas seulement historique. Il est aussi géographique. Bien sûr, la guerre sous cette forme n'est pas en cours ici. Mais que dire de ces patrouilles de militaires qui sillonnent les centres-villes ? Sous couvert d'un état d'urgence devenu permanent et d'une soi-disant protection anti-terroriste (entendre Daech) qu'ils nous apporteraient, ils s'insèrent chaque jour un peu plus dans le paysage urbain. Chaque jour, ces patrouilles de plus en plus importantes s'immiscent dans le quotidien et jalonnent nos déplacements. Rares parmi la population, sont ceux qui, après réflexion, sont dupes quant à leur rôle de protection. Nulle part où un attentat a été commis, il n'a été empêché ou il n'aurait pu être empêché par la présence de ces détachements armés jusqu'aux dents. La raison de leurs rondes incessantes est donc bien ailleurs. Le capitalisme vit une de ces crises habituelles, même si la forme varie d'une crise à l'autre. Ces crises, il les règle tout aussi habituellement par la guerre^[4]. Évidemment, la guerre en Europe et en terrain si propice aux bonnes affaires, est devenue moins évidente à provoquer. Les Fillon, Le Pen et autres Valls, pour ne parler que d'ici, ne la souhaitent peut-être même pas vraiment. Par contre, la stratégie de mise en place de gouvernements populistes ou d'extrême droite lui conviendrait très bien. Le

[4] Jean Jaurès, mars 1895 : « Toujours votre société violente et chaotique, même quand elle veut la paix, même quand elle est à l'état d'apparent repos, porte en elle la guerre, comme la nuée dormante porte l'orage. Messieurs, il n'y a qu'un moyen d'abolir enfin la guerre entre les peuples, c'est d'abolir la guerre entre les individus, c'est d'abolir la guerre économique, le désordre de la société présente, c'est de substituer à la lutte universelle pour la vie, qui aboutit à la lutte universelle sur les champs de bataille, un régime de concorde sociale et d'unité. »

capitalisme s'est parfaitement accommodé de l'Allemagne nazie, de l'Espagne franquiste ou du Chili de Pinochet. Comment ne pas voir, dans ces groupes en armes qui sillonnent nos villes, des signes avant-coureurs de ce que pourrait devenir notre quotidien ici sous peu ? La lutte antifasciste est l'autre jambe de la lutte antimilitariste.

La lutte antimilitariste passe par notre engagement antifasciste.

Ce 11 novembre 2016 à Nancy comme à Verdun, des choristes des quatre coins de la France, mais aussi d'Italie et de Grande-Bretagne^[5] ont voulu chanter haut et fort ces deux messages. Lutter en chantant et chanter en luttant peuvent peut-être aider à éloigner des lendemains de pleurs. En tout cas, ces chants confortent les liens dont notre camp a besoin face à l'autoritarisme. Ils confortent aussi nos utopies en les rapprochant et en les identifiant comme un moment de la lutte contre les oppresseurs. Armés ou pas.

PAR JIHEL

[5] Les chorales présentes : Les Mauvais Jours Finiront (Verdun), les Sans Nom (Nancy), les ZAD Vengeurs (Amiens), la Lutte Enchantée (Marseille), Il Coro dei Malfatorri (Parme), Coro di Micene (Milan), les Barricades (Grenoble), la Barricade (St Étienne), Strawberry Thieves (Londres), la Rue de la Victoire (Bruxelles), la Canaille du Midi (Toulouse), les Mauvaises Pentes (Lyon), Espèce de Chorale (Brest)



ÊTRE ANTIMILITARISTE AUJOURD'HUI ?

« (...) le militarisme n'est pas seulement un phénomène propre à l'état de guerre, mais encore un phénomène propre à l'état de paix, (...).

Dans les ateliers comme à la caserne, il règne exactement le même esprit :

***l'esprit de subordination automatique* ».**

Barthélemy de Ligt, *La Revue Anarchiste*, n°4 (avril 1922)

En quelques lignes, B. de Ligt (1883-1938) dessine le profil d'un système qui poussa au cours du XXe siècle des millions d'hommes et de femmes dans la détresse la plus grande. Un système à l'origine de toutes ces tueries, qui firent de ce siècle-là, un des pires qui ait jamais existé. Est-il vraiment nécessaire de rappeler que, des massacres perpétrés au Congo dit belge, en passant par les guerres qui ensanglantèrent l'Afrique du Sud, Namibie

comprise, aux boucheries de Verdun pendant la Première Guerre Mondiale, aux massacres de Nankin et Chian-jiao, de la guerre d'Espagne que certains espèrent transformer en révolution, à la Shoah, de la révolution chinoise à celle de Castro, de la bombe atomique à la guerre d'Algérie, le militarisme en tant que système fut partout à l'œuvre, qu'il soit en uniforme ou en habits dépareillés. Partout cet esprit de subordination automatique a régné. Règne-t-il encore aujourd'hui ?

FIN DE LA CONSCRIPTION, FIN DE L'ANTIMILITARISME ?

Depuis le début de ce siècle, qui commence en fait avec la fin de l'Union soviétique, la conscription a disparu dans beaucoup de pays de l'Euramérique. Mais l'armée de ces pays demeure. Elle a même gagné en force. Depuis 2001, ces mêmes nations sont en guerres ouvertes ou larvées. La professionnalisation militaire a entraîné un triple mou-

vement. N'étant plus obligées de se rendre à la caserne, les classes sociales moyennes et supérieures ont vaqué à d'autres occupations. Les contestations qu'elles avaient menées contre les guerres coloniales, ont disparu. Ce sont les chômeurs, les pauvres, les refoulés de l'enseignement supérieur qui les ont remplacées. Ces derniers espèrent, de cette façon, y trouver tout à la fois un statut, un salaire, un métier, un avenir. L'armée est devenue le dernier endroit où le mélange social est encore possible, où la couleur de peau ou l'origine ethnique devient secondaire. Un endroit où plus personne, de la droite la plus extrême à la gauche radicale, ne remet en cause leur citoyenneté. Hommes ou femmes, blacks ou beurs, chrétiens ou musulmans ou encore athées : une égalité au moins formelle y règne. Enfin, la technologisation de l'armée est devenue une dimension incontournable. On assiste à la formation d'unités ultra-spécialisées



dans des fonctions particulières, dont la pointe constitue ce que les médias nomment de façon pudique « forces spéciales ». Ils ont pour noms « Bérérets verts », « Seal », « commandos », etc. Sur un site web français qui leur est consacré, on trouve cette phrase « *Nous ne sommes pas nombreux, mais heureux d'être si peu, parce que nous sommes une bande, nous sommes des frères qui partageons notre sang* ». Des T-shirts, vendus en ligne aux États-Unis à leur gloire, portent fièrement un écusson avec une tête de mort et cette devise qui se passe de traduction : « *We do bad things to bad people* ». Ils sont les nouveaux héros du XXI^e siècle.

Le 31 décembre, *Le Monde* a publié un

très long article intitulé « Voyage dans l'Amérique en guerre » où l'auteur, Rémy Ourdan, aborde, entre autres, la situation et le rôle de ces revenants, dans tous les sens du mot, des guerres d'hier - Irak et Afghanistan - et celle d'aujourd'hui contre l'État islamique. Ces soldats sont considérés, quoiqu'ils aient fait par ailleurs dans ces pays, comme les défenseurs des USA contre le péril islamique. Le traumatisme causé par la destruction des tours en septembre 2001 est à l'origine de ce qui est en train de se passer dans ce pays et qui peut tout à fait s'étendre au nôtre. Ces « vets », contrairement à ceux qui revenaient battus du Vietnam, forment selon l'auteur une « garde préto-

rienne » en devenir, dont l'un des chefs vient d'accéder aux plus hautes fonctions militaires. Nommé par Trump, il devient le chef du Pentagone. Il faut se souvenir de ce nom : James Mattis. Il a aussi un surnom : « chien enragé » (*mad dog*) ou « le moine soldat ». De son côté, Poutine s'est lui aussi offert une garde prétorienne, la Garde nationale qui absorbe entre autres, les forces anti-émeutes. S'agit-il de deux pouvoirs qui s'organisent en vue d'échéances difficiles ? Il semble évident que les zones de combat anti-djihadistes sont de magnifiques terrains d'entraînement pour des forces qui pourraient intervenir dans leur pays d'origine.





L'ANTIMILITARISME ANARCHISTE EST-IL POSSIBLE AUJOURD'HUI ?

Depuis soixante ans, la doctrine militaire française a changé, ou plutôt a muté. Il n'y a plus de temps de guerre ni de temps de paix. Dans son article n°1, l'Ordonnance de défense de janvier 1959 déclare : « *La Défense a pour objet d'assurer en tout temps, en toutes circonstances et contre toutes les formes d'agression, la sécurité et l'intégrité du territoire, ainsi que la vie de la population* ». C'est bien le cas aujourd'hui. Un martien, peu au fait de notre politique, débarquant ces jours-ci dans notre pays, penserait la France aux mains d'un régime militaire, tant les soldats sont présents en armes partout. Chacun d'entre nous sait bien que leur efficacité anti-terroriste est nulle. Tous les commentateurs vont, disant qu'il ne s'agit que de « com' ». Il revient aux libertaires de dire, de proclamer, qu'au-delà de la com', il s'agit d'habituer tout un chacun à la vie dans un régime autoritaire, où nous pouvons être fouillés, arrêtés, en trouvant cela normal. L'armée en armes dans nos rues nous tranquillise.

Les choses ont changé. Il n'y a plus de guerre de tranchée, de guerre, où les uns et les autres sont clairement identifiés. La guerre est désormais menée par des professionnels. Il n'est plus question de refuser d'y participer. Les objecteurs de conscience ont disparu. Dans les pays où il en reste, comme en Israël, la solidarité anarchiste envers eux est pour le moins pingre si ce n'est carrément absente. De l'autre côté, de celui qui est considéré comme une

menace, comme un envahisseur, les choses ont aussi changé. En Ukraine, ils apparaissent sous la forme de milices revanchardes dont le but final est la sécurisation des marges russes. En Irak-Syrie, le mélange armée régulière et milices aux noms multiples rend la situation incompréhensible. Beaucoup d'entre elles ont fait leur, la vieille devise *Gott mit uns* (anglicisée *God on our side*). Qu'elles soient du Hezbollah libanais ou des troupes iraniennes, qu'elles soient de l'Armée libre syrienne ou de l'État islamique ou de toute autre appellation, turque ou kurde, elles ont toutes en commun, le fait qu'elles dépendent de leur armement. Ce dernier est fabriqué, distribué et vendu par des puissances dont les désirs stratégico-financiers prennent le pas sur tout autre projet politique. Leur logique est avant tout militariste et financière. Lors de la guerre d'Espagne, les milices de la CNT ou du POUM furent obligées de se laisser militariser pour bénéficier de l'armement russe, avec le résultat que l'on sait. Cette expérience n'a jamais été analysée sous l'angle de la nécessité impérieuse de passer sous les fourches caudines des lobbys militaro-industriels, si l'on veut prendre ou même détruire le pouvoir à la pointe du fusil. Pas plus que ne le fut l'offensive bloquée du Val d'Aran en octobre 1944.

L'ANTIMILITARISME NE PEUT SE PASSER DU REFUS.

L'esprit de subordination automatique dont parle B. de Ligt est là aussi à l'œuvre dans le regard que nous portons sur quiconque, une kalachnikov à la main, nous parle de liberté. La barri-

cade dont nous avons tant rêvé n'est plus à l'ordre du jour, au moment où il suffirait d'un simple drone pour la faire sauter. Alors que faire ? Probablement, dans un premier temps, rappeler que les succès économiques remportés dans ce domaine signifient la mort de gens ailleurs dans le monde. Que la baisse du chômage qui découle de l'augmentation du nombre de contrats de construction de tel ou tel bateau ou avion de guerre se fait sur le sang d'autres gens, ailleurs pour l'instant. Ces engins sont faits pour être utilisés, c'est-à-dire pour tuer, autrement ils n'ont pas de sens. L'antimilitarisme, aujourd'hui, commence là.

PAR PIERRE SOMMERMEYER

PAGE SUIVANTE :
PORTFOLIO,
PAR NEMO !



Défendre la patrie

Pour une vie à crédit









Non ! M. le banquier, le paysan n'est pas un « agri-manager » !...

(1ère partie)

L'émission *Trous Noirs* (Radio libertaire) a reçu Jean-Pierre Edin, salarié du mensuel *Campagnes solidaires* de la Confédération paysanne. Nous avons choisi de vous proposer la première partie de cette interview dans ce numéro, laquelle est consacrée à l'histoire et à l'organisation de la Confédération paysanne et de l'association des Amis de la Confédération paysanne. La deuxième partie, sera consacrée aux problèmes concrets de l'actualité du monde paysan

La suite au prochain numéro !

SERGE ET MONIQUE : *Bonjour, Jean-Pierre, cela faisait longtemps que nous voulions inviter les Amis de « la Conf' » dans notre émission. Mais il nous avait été répondu que les adhérents paysans sont tous débordés et ont, on s'en doute, des difficultés à quitter leurs fermes et bien sûr leurs activités. Nous sommes donc ravis de t'accueillir aujourd'hui. Peux-tu te présenter ainsi que la Confédération paysanne et L'association des Ami.e.s de la Conf' ?*

JEAN-PIERRE EDIN : Je suis salarié de l'association « Les Ami.e.s de la Conf' ». L'association est ouverte à l'ensemble de personnes, rurales et urbaines, désirant soutenir l'agriculture paysanne, respectueuse des êtres humains et de la Nature. Cette « agriculture paysanne » est née en France des actions et de la réflexion des paysans de la Confédération paysanne souhaitant promouvoir un modèle agricole qui respecte l'environnement et les paysans, tout en répondant aux attentes des citoyens. Je m'occupe aussi des

abonnements pour le mensuel de la Confédération paysanne, *Campagnes solidaires*, « engagé avec les paysans et les acteurs du mouvement social dans l'émergence d'autres mondes possibles ».

S&M : *Quelle est l'histoire de la Conf' et celle de l'association ?*

JPE : La Confédération paysanne est, depuis 1987, un acteur majeur du syndicalisme agricole français. Elle se caractérise par les valeurs de solidarité et de partage. L'association « Les Ami.e.s de la Conf' » a été créée à la suite du rassemblement du Larzac en 2003, lors de « l'affaire José Bové ». Il avait mené une action sur le chantier de construction d'un restaurant McDonald's, avec plusieurs paysans militants, le 12 août 1999, une action de « démontage » sanctionnée au cours d'un procès dont le verdict a condamné José Bové à une peine de trois mois de prison ferme. Pour rappel, il s'agissait, pour la Confédération paysanne, de protester

contre la décision de l'OMC d'autoriser les sanctions américaines (sous forme de taxation punitive de certaines importations d'origine européenne, comme le fromage au lait cru roquefort), en raison du refus de l'Union européenne d'importer des États-Unis de la viande de bœuf élevée aux hormones de croissance. McDonald's étant le symbole de la malbouffe et du capitalisme. Il était en outre accusé, avec d'autres militants, de fauchage d'OGM à visage découvert.

S&M : *Oui, il faut dire que l'intervention du GIGN pour venir chercher José Bové dans sa ferme en hélicoptère avait de quoi sidérer...*

JPE : Un nombre incroyable de paysans et de personnes de la société civile opposés aux OGM étaient symboliquement venus l'accompagner en manif jusqu'à la prison de Maguelone, à côté de Montpellier. Devant cette mobilisation, la Conf' a décidé de créer une association, relais de ses actions dans la société civile.



S&M : Comment est organisée la Confédération ?

JPE : La Confédération paysanne est une confédération de syndicats départementaux, dotée d'instances nationales choisies selon des règles de fonctionnement horizontal. Tous les deux ans, le congrès fixe les grandes orientations du syndicat et élit ses représentants au Comité national. Le CN est l'instance décisionnelle de la Conf' qui se réunit toutes les six semaines. Le Secrétariat national est l'organe exécutif chargé de mettre en œuvre les décisions définies par le Comité national. Enfin, des commissions nationales spécialisées, ouvertes aux syndicats départementaux, sont chargées de travailler sur un certain nombre de thèmes spécifiques par filières (bovins lait, porcs, fruits et légumes...) ou transversaux (foncier, installation, droits sociaux...).

S&M : Peux-tu nous parler de l'histoire de la Conf', tandis que pour rappel, il n'existait que deux syndicats d'agriculteurs, la FNSEA et son petit frère, le CNJA, le Centre national des jeunes agriculteurs. Ces derniers n'avaient donc pas le choix !

JPE : Oui, et la FNSEA était censée représenter tous les paysans, mais en réalité elle défendait surtout certaines branches, comme les « gros » céréaliers ou les grands viticulteurs du Sud-Ouest, tandis que les petits exploitants ne l'étaient pas, et notamment les laitiers des pays de Loire et de Bretagne en proie à l'industrialisation grimpeante et au regroupement. Pour pallier à cette carence, en 1981, des dissidents de la FNSEA créent la

CNSTP (Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans) qui obtient 7% en 1983 aux élections des Chambres d'Agriculture, tandis que le département de Loire-Atlantique fait figure de bastion de cette organisation. La CNSTP et la Fédération nationale des syndicats paysans (FNSP) créent en 1987 la Confédération paysanne qui préfère adopter le concept de « paysans » à l'encontre des valeurs défendues par la FNSEA - voulant en faire des « exploitants agricoles » ou des « agri-managers » ! - avec tout ce qu'implique implicitement le terme de paysan : le savoir-faire et la transmission du savoir.

S&M : Et quelle a été l'influence sur le monde paysan de l'après Mai 68 avec le retour à la terre ?

JPE : Ces néo-ruraux sont effectivement venus s'installer dans certaines régions, surtout du sud de la France. Ils avaient souvent du mal à s'intégrer au tissu local, étant très peu expérimentés. Mais, très politisés, on leur doit surtout des idées telles que l'ouverture sur les paysans du monde et la notion de solidarité. Ceux qui demeurent, ont en majorité rejoint la Conf'.

S&M : En effet, on peut dire que la FNSEA était omniprésente en France, distribuant avec ses propres critères les aides foncières gérées par les Chambres d'Agriculture ?

JPE : Oui, et c'est d'ailleurs toujours le cas. Les représentants des Chambres d'Agriculture sont élus tous les six ans, et le sont au prorata de leur représentativité. Comme la FNSEA est majoritaire, elle fait quasiment ce qu'elle veut du magot des subventions. Le collègue

des salariés n'est que consultatif, mais les organisations professionnelles y sont prépondérantes (offices filières) et sont aux mains de la FNSEA. De plus, cette dernière contrôle tous les départements de métropole sauf deux ou trois. De fait, c'est elle qui attribue les aides, les formations et les prêts en accord avec le Crédit agricole : elle n'a donc plus besoin de faire campagne !

S&M : Et ce schéma a été évidemment valable aussi bien sous les gouvernements de droite que de gauche ?

JPE : Oui, il n'y a qu'à se souvenir de la « brillante carrière » de M. Guillaume, qui a appliqué la politique désastreuse des 30 Glorieuses en matière d'agriculture, est devenu président de la FNSEA et nommé ministre de l'Agriculture sous le gouvernement Chirac. Sans commentaires... Mais, Stéphane Le Foll (socialiste) n'a pas fait mieux dans le gouvernement Valls en tant que ministre de l'Agriculture, alors que dans un contexte de crise agricole des éleveurs, il a, par exemple, décidé de stopper le paiement redistributif à 15% des aides du premier pilier de la PAC, pour 2017. Ce qui a profondément choqué la Conf'. Il est donc très difficile de sortir de ce système dans lequel la Conf', troisième syndicat paysan, est relégué dans une marginalisation de fait, et qui n'a d'autre choix pour se faire entendre que le recours aux luttes et actions directes, en amont et en aval de la chaîne de l'alimentation pour faire entendre sa voix.

S&M : Il existe un quatrième syndicat, la Coordination rurale (CR) ?



JPE : Oui, mais celui-ci est un syndicat réactionnaire à résonance « nationaliste rurale ». Elle se réclame des mêmes valeurs que les partis d'extrême droite dont elle est proche : le refus de la réglementation européenne, défendant le « terroir » et le régionalisme. Leur slogan est : « Laissons les paysans s'organiser ». Leurs militants critiquent les positions des écologistes et des environnementalistes. Ils ne mènent aucune réflexion sur les conséquences sociales et environnementales de la politique agricole qu'ils revendiquent. Enfin, la CR, très présente dans le Sud-Est avec la Ligue occitane, a des liens privilégiés avec la Ligue du Nord italienne (fasciste).

S&M : *On peut donc dire que le paysage syndical paysan en France a des racines historiques et sociologiques ? Mais revenons-en donc aux positions de la Conf' et à ses différences.*

JPE : Oui, tout à fait. La Conf' a aussi développé une vision internationale du monde paysan. Elle fait partie de la Via Campesina (la « voie paysanne » en espagnol), un mouvement international qui a vu le jour en 1993 et coordonne des organisations de petits et moyens paysans, de travailleurs agricoles, de femmes rurales, de communautés indigènes d'Asie, des Amériques, d'Europe et d'Afrique. Son fonctionnement est horizontal.

S&M : *Oui, et il est important ici de rappeler que 70% de la nourriture mondiale est produite par des petites et moyennes fermes qui représentent 30% de la surface cultivable mondiale ?!*

JPE : En fait, on a trop tendance à

oublier également que 70 à 80% de la population mondiale est encore paysanne ou dépend directement de l'agriculture, alors que l'agro-industrie ne représente que 30% de la production. Il est donc tout-à-fait erroné de prétendre que l'agriculture paysanne à échelle humaine est archaïque...

S&M : *Peux-tu nous parler à présent du mensuel Campagne solidaire ?*

JPE : Bien sûr. Il est très important de dire que ce dernier est rédigé à 90 % par des paysans ; ce qui contraste avec les années 70 durant lesquelles, c'était surtout les « intellectuels » qui écrivaient les articles relayant les luttes paysannes à leur place dans les journaux militants.

S&M : *Quel est le thème de la prochaine campagne de la Conf' ?*

JPE : Nous entamons une grande campagne sur l'agriculture et l'alimentation face au constat qu'en amont de la filière, les paysans sont confrontés à une intrusion industrielle à grande échelle des intrants et semences industrielles, ainsi qu'à l'arrivée d'engrais chimiques et de pesticides fabriqués par des multinationales. Or, ce circuit échappe totalement aux paysans, et c'est un véritable problème pour garantir une production saine. En aval de la chaîne, les modes de distribution et de transport sont devenus le monopole des grands capitalistes industriels qui veulent maîtriser l'ensemble de la production et de la distribution. En effet, pour les investisseurs, l'agriculture est devenue une nouvelle source de profit. L'exemple de la ferme des Mille vaches, dont nous reparlerons,

l'illustre bien. Toujours est-il que les consommateurs aujourd'hui ne sont plus maîtres de leurs choix d'alimentation. Ils ne savent plus d'où viennent les produits ni ce qu'il y a dedans. De plus, ce système d'industrialisation impacte la chute des prix de vente des produits. Les petits paysans sont pris à la gorge et ne peuvent plus vivre. À l'autre bout de la chaîne, les consommateurs se plaignent des ravages de la « malbouffe » alors que le bio n'est toujours pas accessible aux familles les plus pauvres. Notre combat consiste donc à rapprocher les consommateurs des producteurs. Le but de la campagne est donc d'organiser un maximum d'ateliers de concertation entre les paysans et les citoyens, pour trouver ensemble de nouvelles idées, se réapproprier l'alimentation et la distribution confisquées par les grands industriels.

S&M : *Peux-tu nous en dire plus sur la campagne ?*

JPE : Il s'agit d'une campagne de fond qui s'étalera sur plusieurs années. Dans un premier temps, la Conf' fera entendre les revendications issues des ateliers de concertation durant la prochaine campagne électorale. Le but est de récupérer de la valeur pour le paysan et la qualité, la proximité et la traçabilité pour le consommateur.

PROPOS SYNTHÉTISÉS

PAR PATRICK SCHINDLER,

groupe Botul de la Fédération anarchiste, Paris



LE RIZ EST-IL PAIN BÉNIN ?

Il s'y sont mis à trois pour traduire *Zomia, ou l'art de ne pas être gouverné*, de James C. Scott^[1]. Au vu du résultat, le titre devrait plutôt sonner comme ceci : « Catastrophia, ou l'art de ne pas savoir parler français ». Passons sur les anglicismes, barbarismes branques et néologismes biscornus infligés au brillant texte de Scott. Le fond vaut de tenter d'ignorer le massacre de la forme. Car le livre porte sur un problème d'un grand intérêt : comment ne pas se retrouver sous la coupe d'un État ? Depuis que l'État a été inventé par les pénibles, c'est-à-dire depuis pas très loin de cinq mille ans, il s'est trouvé beaucoup d'humains pour refuser de passer la tête sous le joug. Quelle fut leur meilleure arme ? La pente.

[1] Le Seuil, 27€

DE LA PENTE COMME OUTIL DE RESISTANCE

Oublions les raffarinades, et proclamons-le bien haut : plus la pente est rude, mieux elle protège. Scott a rassemblé les nombreux constats d'ethnologues, d'historiens et de géographes : l'État se crée, et surtout se maintient, là où les transports sont faciles. Sur les plaines. Les rives des fleuves. Les vallées. Les estuaires, qui conjuguent le plat des plaines, la tranquillité des fleuves, les mille possibilités de déplacement de la mer. Le bassin du Nil, la Mésopotamie (littéralement « au milieu des fleuves »), le bassin du Gange, les bassins des grands fleuves chinois. D'où a grandi l'État capétien ? Du bassin de la Seine. L'État britannique ? De l'estuaire de la Tamise. Le royaume Thaï ? Du bassin de la Chao Praya. Cela, on le sait depuis le XIXe siècle. L'originalité de Scott consiste en ceci qu'il a renversé le problème, en demandant : quels lieux, à l'opposé, rendent difficile la création et le maintien de l'État ? Et ne croyez pas que l'État ait toujours, partout, conquis la plaine. Jusqu'à, en gros, la Seconde Guerre mon-

diale - et encore -, une zone d'une superficie égale à l'Europe échappait dans les faits au contrôle des divers États qui la revendiquent. La « Zomia », l'agrégat incroyablement complexe de chaînes de montagnes qui s'étend de l'Inde à la Chine et qui comprend de très larges parties de la Thaïlande, de la Birmanie, du Laos, du Vietnam, du Cambodge. Depuis des millénaires, des millions d'êtres humains, des centaines de peuples y narguent dynasties, partis et colonisateurs et y vivent leurs vies sans la douteuse sollicitude des États. Trois caractéristiques de la Zomia : beaucoup de forêts (souvent de la jungle), beaucoup de marais, beaucoup de pentes, et des plus raides.

Pourquoi la pente repousse-t-elle l'État ?



D'abord, la tactique. Quand on monte, on avance lentement. On est donc exposé aux attaques de qui se trouve en haut de la pente, de qui a largement le temps de vous envoyer des pierres, des flèches, des balles. Tous les états-majors enseignent que nul sacrifice n'est trop coûteux pour tenir les lignes de crête. Monte-Cassino ou Douaumont, ou, à l'inverse, Diên Biên Phu, l'ont prouvé.

Ensuite, le transport. Tant que les moteurs à vapeur ou à explosion n'existent pas, il n'y eut que trois moyens de transport ; à dos d'homme, à dos de bête de trait, à voile. La rapidité et l'autonomie du bateau à voile expliquent la puissance des empires maritimes. En revanche, le problème du dos d'homme, du dos de chameau ou du chariot à bœufs est que le transporteur dévore le transporté. Le porteur,

le bœuf, il faut bien le nourrir. Et puis, 10 km à vol d'oiseau, cela ne signifie rien. 10 km sur du plat, du sec, par beau temps ? Une heure et demie. 10 km en montagne, l'hiver, sans route ? Deux jours ? Cinq jours ? Au travers d'une jungle sans piste ? D'un marais ? D'une jungle à collines escarpées, comme en Nouvelle-Guinée ? Plus le temps est long, plus les porteurs dévorent leur charge. Une armée sans nourriture, ce n'est plus une armée.

DU RIZ COMME ARME DE DOMINATION MASSIVE

On comprend que le riz soit pain bénit. Pour les États. Le riz occupe peu de place, et se conserve très longtemps. Mais surtout, la culture par rizière irriguée est celle dont le rendement est le plus élevé, par unité de surface. Si vous voulez tirer le plus grand profit pos-

sible du territoire le moins étendu possible (donc le territoire le plus facile à contrôler, du point de vue du transport de vos forces armées et de vos fonctionnaires), cultivez du riz. En outre, il permet à l'État de concentrer plus de paysans sur une surface plus réduite. Encore plus de paysans, donc encore plus de contribuables, encore plus de fils enrôlables dans l'armée, encore plus d'esclaves. Encore plus d'État.

PAR NESTOR POTKINE
(qui se doutait depuis longtemps qu'Uncle Ben's est un collabo).





THÉORIES POLITIQUES

Qu'est-ce que ne pas être anarchiste ?

Médiatiquement, l'anarchie ressortit au désordre, au chaos, elle est frappée du sceau du manque, du sème galeux du défaut (d'organisation, de lois, de règles) ; elle vaut nihilisme. C'est là son acception commune, celle admise par le vulgaire.

Quant à l'anarchiste, lui dont l'objectif serait de détruire le monde humain, de faire sauter l'ordre magnifique où plane la civilisation républicaine (autant que démocratique), qui diable l'imaginerait autre que sanguinaire, sûr de lui ? Qui l'imaginerait en proie au doute ? Personne.

Or, il doute, le libertaire, et mieux : il le dit. La question lui vient souvent de savoir ce que c'est, au fond, que d'être anarchiste. Il se demande s'il doit lire, et quoi, et qui, s'il doit connaître ses... nous allions dire ses « maîtres », disons ses prédécesseurs, leurs pensées, leurs idées. Au pluriel. Car il existe autant de manières d'anarchisme que d'identités libertaires, qui toutes travaillent à un monde libre, équitable, adelphique.

Mais là n'est pas notre intention de

gloser sur la nébuleuse des courants, des pensées, des sensibilités de l'anarchisme depuis le XIXe siècle, et sur la vision que personnellement nous nous en faisons. Ce que nous souhaitons plutôt ici, c'est dire brièvement, mais librement, avec quelle conduite particulière rarement traitée il nous semble paradoxal, absurde, ontologiquement inconcevable que l'acratie, seul ou en groupe, transige.

Autrement dit : qu'est-ce que *ne pas être anarchiste* ?

Ton cœur est libertaire, oui ; il est en accord avec ta tête, soit ; tu milites, tu manifestes, certes ; mais tes doigts, que font-ils ? Où va l'argent que, dans tes poches, ils pincent ? Peut-être qu'à ton insu, ils donnent un coup de chapeau à l'État, qu'ils garnissent ses portefeilles ? Sont-ils de ceux des participants à tel mouvement social ou tel autre, tes doigts, qui assis par terre en pantalon bon marché, croquent des chips industrielles en buvant des canettes de boissons comme devant la télévision ? Ce pantalon vient du

Bangladesh, du Rana Plaza peut-être, où, le 24 avril 2013, périrent plus de 1 000 ouvrières. Comment lutter pour la liberté... en enfermant ? Pour l'égalité... en hiérarchisant ? Pour l'adelphité... en subordonnant ?

En plus de grignoter les capacités intellectuelles (et donc l'esprit contestataire), le fait de manger des biscuits artificiels entre deux gorgées de boisson chimique abreuve non seulement les actionnaires d'un monde en désérence contre lequel l'anarchisme entend lutter, mais il nourrit encore les projets des traités de libre-échange (CETA, TAFTA, ALENA...) et donc ceux des tomates en hiver, des clémentines en été, des bananes en toutes saisons – avec du *chocolat au lait* acheté dans des grandes surfaces – et de la viande. La viande, parlons-en. L'ingestion de protéines animales jette en pâture les consommateurs à la coterie pharmaceutique, elle les lui sert sur un plateau : comment promouvoir la vie... par le meurtre, par le suicide ?

Hormis que l'émancipation animale est la condition nécessaire, primor-



diale, de la libération humaine, l'élevage des bêtes à viande n'est pas pour rien, c'est une litote, dans ce dérèglement climatique que, par intérêt, nos *dirigeants* nient ou éludent ; et adjoint aux guerres, celui-ci provoque des migrations toujours plus massives et tragiques, elles-mêmes sources de crispations identitaires qui nécroisent les *démocraties* par des privations de libertés faisant toujours plus reculer... l'anarchisme. Comment lutter contre l'État... en le finançant ? L'argent que, par l'achat de mauvaises marchandises mondialisées nous lui donnons, vaut bien plus pour lui que la somme des bulletins de vote que nous ne glissons pas dans les urnes.

Dans ces conditions, nul besoin de le pourchasser, le libertaire : il sonne son propre hallali. Acheter ce qui provient de l'externalisation esclavagiste de l'industrie du prêt-à-porter ou des nouvelles technologies, manger des produits importés des horizons lointains de notre planète moribonde, franchir le seuil d'une seule de ces grandes enseignes qui étouffent les petits producteurs et prostent des produits frelatés dont le plastique des emballages grossit chaque jour un peu plus : un le sixième continent, deux les grandes fortunes consanguines de nos *représentants* corrompus – tout cela renforce l'État.

Pourquoi ? Parce que le pouvoir de l'État et le monde qu'il fait subir au peuple, s'appuient sur les lobbies et les puissances d'argent.

Or, quoi qu'on dise, les détenteurs du pouvoir économique, ce ne sont pas eux, c'est nous ! C'est nous, les portefeuilles ! Alors, au lieu de nous dépenser en vain à tenter de leur couper la tête, coupons-leur les jambes ! Coupons-leur les vivres ! Raccourcissons-les par le bas ! Alimentation, produits ménagers, hygiène, santé, habillement, technologies, culture, logement, services bancaires, énergies, transports... En repensant notre consommation, en ne finançant plus l'évasion fiscale des multinationales, en n'exploitant plus les populations pauvres d'ici et d'ailleurs, en nous rapprochant des paysans, des artisans, des producteurs, des petits commerces de quartier et des épicerie en vrac, qui respectent la vie et la planète, notre voix résonnera bien plus fort qu'une fois noyée dans l'abstention – massive mais déconsidérée – qui sanctionne leurs élections pipées. Autrement dit : retirons simplement notre participation financière à la gangrène capitaliste autoritaire qui nous gouverne, et le pouvoir changera de mains. L'élévation d'un édifice commence par ses fondations, et chacun de nous en est une pierre. Le grand mouvement social, la révolte populaire que nous appelons de nos vœux, ne deviendra révolution que si chacun de son côté met ses actes en accord avec ses idées, ses idées avec son cœur ; que si chacun de son côté, en revenant aux sources même de l'acritie, en consommant de la nourriture végétale, naturelle, locale, de saison, en buvant de l'eau du robinet, du jus de fruits biologique et du vin naturel, en quittant le nucléaire pour l'énergie renouvelable (EDF pour Enercoop), les grandes marques pour les commerces et services de proximité (Starbucks, ce fraudeur, pour les petits cafés, Amazon, cet esclavagiste, pour les librairies indépendantes et les bibliothèques publiques, Google, ce flic, pour Lilo), en ne déposant pas ses économies sur l'une de ces assurances-vie grâce auxquelles les banques parient sur la tête des pauvres (mais ce ne sont qu'autant d'exemples, il y en a d'autres : jeter

son téléviseur, abandonner sa voiture à essence, refuser l'obsolescence programmée...) ; que si, chacun de son côté, par la décroissance et l'abondance frugale, sort concrètement des représentations péjoratives où l'anarchisme est maintenu cloîtré et œuvre concomitamment à la destruction collective des cloisons de notre monde actuel, ancien, chaotique, et à la naissance d'un nouveau, idéal, en l'espèce cette étoile libre, fraternelle, solidaire.

PAR STÉPHANE POLSKY-HICHERI



UN MONDE EN LUTTE

TRAVERSÉE DU MIROIR (Reportage et photo)

Naples. 26 décembre 2016, 10:30. J'ai déjà retrouvé Enrico, Piazza Dante, et nous nous apprêtons à rejoindre Luca, Pietro nous attend... A l'OACN-FAI^[1] nous allons fêter la Santo Stefano à notre façon, c'est-à-dire dans la joie anticléricale et le feu des discussions politiques à se couper la parole encore plus souvent que le pain. Bref, jusqu'à plus soif : de fait, dans mon sac à dos, un vin d'Urupia et, bien sûr, du champagne français !

Passant sous l'arc de la Port'Alba, nous empruntons la voie piétonne, flanquée d'échoppes de libraires et de bars à vins, qui mène à Piazza Bellini aujourd'hui déserte ; tout est fer-

mé. À Naples, on ne badine pas avec les jours fériés haha ! C'est ainsi que je passe devant quatre affiches de grande dimension fraîchement collées à hauteur de la Librairie Interna-

tionale Alfredo Guida (qui cacha dans ses caves des militants antifascistes recherchés par le dictateur Mussolini). On ne voit qu'elles !

A quelques mètres de là, Piazza Dante,

des soldats en tenue de camouflage sont postés toute la journée, mitraillette au poing, devant un véhicule blindé ; interdiction de les prendre en photo, m'ont-ils déjà signifié !

Ces photos font donc irruption dans notre réalité militarisée avec la brutalité propre à la dictature militaire d'ici et d'ailleurs : à l'improviste, en franchissant cette porte de Naples, je suis passé d'Occident au Moyen-Orient. L'impact est renforcé par l'absence de tout slogan, tout logo, toute signature.



Dans le cadre : manifestants Place Tahrir (Le Caire) pendant la révolution de janvier 2011.

Collage : des soldats égyptiens surveillent un bureau électoral, mai 2012

[1] Federazione anarchica italiana



Qu'est-ce qui se passe aujourd'hui à Naples ? Une quatrième affiche (placardée sous l'œil de la caméra de télésurveillance) explique. On lit et on comprend... ce qui se passe aujourd'hui en Égypte.

Je prends les affiches en photo avant que les graffitis ne les recouvrent et que les marchands ambulants ne les masquent, en reprenant leur place dès le lendemain. Les voici. Voici également la traduction de l'italien de l'affiche dénonçant le pouvoir militaire en Égypte et la mort d'un ressortissant italien, Giulio Regeni^[2], qui fait le lien entre les deux réalités :

« 11 février 2011. 18 jours après le début de la révolution égyptienne, Hosni Moubarak, au pouvoir depuis 30 ans, est contraint à la démission.

Quelques semaines plus tard, tandis que le monde entier voit Place Tahrir l'aube d'une nouvelle ère pour la société arabe toute entière, l'Armée égyptienne (SCAF) reçoit la première aide record de 1,3 milliards de dollars annuels des États-Unis et obtient le soutien formel et informel de nombreux pays européens, Italie comprise.

En Égypte, cela coïncide avec une escalade dans la répression exercée contre la dissidence et dans la restriction des droits fondamentaux, qui atteint son point culminant avec le coup d'État militaire de juillet 2013 qui renverse le

premier président librement élu.

Depuis lors, assassinats et massacres se sont succédé, perpétrés par l'armée et les services secrets tandis que notre regard, accompagnant nos médias, se tournait silencieusement ailleurs.

Le massacre de Rabaa, en août 2013 (en quelques heures, l'armée provoque plus de 1200 morts parmi les manifestants réunis pacifiquement) n'est qu'une atrocité parmi tant d'autres.

Pendant ces longues années de silence, des centaines de milliers d'Égyptiens ont été emprisonnés arbitrairement, enlevés, torturés, et dans le même temps des milliers et des milliers d'entre eux ont été tués ou ont simplement disparu dans les prisons égyptiennes.

En février 2016, l'enlèvement et l'assassinat sous la torture, au Caire, de Giulio Regeni jeune chercheur du Frioul, bouleversent l'Italie et l'Europe.

Depuis, nos gouvernements, les institutions, de même que des milliers d'activistes et de simples citoyens, réclament « vérité et justice » pour Giulio Regeni.

Mais l'heure est venue pour nous tous de dire stop à la langue de bois : la vérité sur Giulio Regeni, est simple et évidente et il n'y aura jamais de justice pour Giulio tant qu'il n'y en aura pas pour l'Égypte. »

TEXTE ET PHOTO PAR MONICA JORNET, Groupe Gaston Leval de la Fédération anarchiste, Paris et OACN-FAI

[2] (1988-2016). Chercheur au Caire pour préparer sa thèse d'économie (université de Cambridge) sur les syndicats indépendants après la chute de Moubarak. Il rédige des articles pour le quotidien Il Manifesto.

A PROPOS DE GIULIO REGENI

Arrêté lors du cinquième anniversaire de la révolution, le 25 janvier 2016.

Son corps est retrouvé le 5 février 2016.

Le 24 février, Amnesty International lance la campagne « Verità per Giulio Regeni ».

Le Parlement européen adopte une résolution condamnant la torture et l'assassinat de Giulio Regeni ainsi que les violations des droits humains sous la botte du gouvernement militaire du Maréchal Al-Sissi, le 10 mars.

L'Italie rappelle son ambassadeur en Égypte pour protester contre les lenteurs de l'enquête.



CINÉMA

Cinéma et Moyen-Orient.

Trois réalisatrices s'emparent de la caméra...

Trois films, trois réalisatrices, trois visions du Moyen-Orient : Il existe cependant plusieurs points communs à ces films - *3000 Nuits* de Mai Masri, *Personal Affairs* de Maha Haj et *Tempête de sable* d'Elite Zexer -. Les trois sont à l'affiche en ce début d'année, les trois sont en langue arabe, écrits et mis en scène par trois réalisatrices dont c'est le premier long métrage de fiction, avec des comédiennes dans les premiers rôles. Et les trois films traitent de prise de conscience et d'émancipation.

Mai Masri, documentariste renommée,^[1] réalise avec

3000 NUITS,

une fiction, basée sur des témoignages de prisonnières, qui se déroule sur huit ans, à partir de 1980, deux ans avant les massacres de Sabra et Chatila. Loyal,

[1] Mai Masri a réalisé de nombreux documentaires, dont les *Enfants de Chatila* (1998), *Rêves d'exil — rencontre sur Internet de deux adolescentes séparées par l'exil* (2001) —, *Chroniques de Beyrouth* (2006). *3000 Nuits* est sur les écrans depuis le 4 janvier.

jeune enseignante de Naplouse, est arrêtée pour complicité de terrorisme et condamnée à huit de prison par un tribunal militaire expéditif. Elle est enceinte, mais décide de garder l'enfant malgré les pressions et des conditions carcérales extrêmes. Elle accouche menottée. Commence alors pour elle un parcours initiatique vers la prise de conscience politique. L'histoire de Loyal est ancrée, à la fois dans un contexte particulier, celui de l'occupation militaire de la Palestine, et dans une expérience universelle, celle de l'émancipation d'une femme qui acquiert peu à peu force, dignité et humanité.

Mai Masri allie son talent de documentariste à celui de metteuse en scène pour dépeindre les rapports humains dans la prison : les enjeux du pouvoir - l'attitude des matrones vis-à-vis des prisonnières politiques, l'influence de la propagande, l'affrontement entre l'avocate et la directrice de la prison -, enfin les conséquences de l'occupation. *3000 Nuits* est un journal de l'enfermement, ainsi qu'une enquête sur le système carcéral dans le contexte politique de l'occupation militaire et ses dérives. Les témoignages ont permis à Masri de construire un film troublant par sa véracité, tant dans la reconstitution du décor, l'interrogatoire des enquêteurs, les pressions familiales et administratives, le procès de Loyal, que dans l'utilisation du son de la prison et des ambiances anxiogènes. Il y a les cris de femmes incarcérées, les messages échangés, les dénonciations, les agressions entre prisonnières politiques et de droit commun, les informations filtrant de l'extérieur, les

grèves et la répression. Mai Masri montre en parallèle des moments bouleversants de solidarité et des instants de grâce avec l'enfant, Nour, dont le prénom signifie lumière. Dans les yeux de Loyal, se reflètent les grilles de la prison tandis qu'une prisonnière lit un poème de Mahmoud Darwich, « *ma cellule m'a sauvé du trépas* », et que l'oiseau, dans la main de Nour, s'envole vers la liberté.

DANS PERSONAL AFFAIRS^[2]

le ton est sarcastique. La famille est raillée et remise en question. Pourquoi fonder une famille, sur quelles bases et à quelles fins ? Maha Haj illustre sur le mode humoristique, une représentation familiale désabusée, éclatée entre Nazareth, Ramallah et la Suède, et à travers trois générations. Ça grince avec l'ironie chère à Elia Suleiman - la première scène féroce et drôle d'*Intervention divine* - ou au lunaire Raed Andoni - *Fix Me*. Il est vrai que l'humour et la résistance vont bien ensemble, car en arrière-plan demeurent l'occupation, la politique et l'enfermement. « C'est une réalité [explique

[2] *Personal Affairs* de Maha Haj a reçu en 2016 le prix de la critique au CINEMED de Montpellier. Sortie 1er mars.



Maha Haj] qui vous saute aux yeux à chaque coin de rue et à chaque *checkpoint*. »^[3]

À Nazareth, les parents, Nabila et Saleh, n'ont plus rien à se dire, sinon « *passe-moi le sel* » - première réplique comique et amère - , et s'ennuient, lui derrière son ordinateur et elle, à tricoter et regarder des séries stupides à la télé. À Ramallah, Samar, la fille, attend un bébé et son mari, Georges, rêve de voir la mer inaccessible sans permis. Sa grand-mère vit chez eux, beau personnage qui perd les pédales, sa mémoire la ramenant avant 1948. Tarek, le plus jeune fils écrit, est réfractaire à l'idée d'épouser Maïssa, qui lui reproche sa vision sexiste dans l'une de ses pièces : « C'est comme ça que tu vois les femmes ? Si c'est une comédie, elle n'est pas drôle ! ». Hisham, le fils aîné, vit en Suède et désire la visite de ses parents pour leur présenter une amie. Les enfants sont le ciment qui lie encore le vieux couple et, sans doute, Hisham est-il celui pour qui les parents ont un rôle d'ancrage affectif.

Personal Affairs est une suite de saynètes pour lesquelles Maha Haj a écrit des dialogues aigres, incongrus, crée des relations tendres amères, des situations absurdes qui s'enchevêtrent jusqu'à la scène mémorable et décalée, où Tarek et Maïssa sont arrêtés à un *checkpoint* volant sur la route de Jérusalem. Derrière la glace sans tain de la salle d'interrogatoire, tous deux interprètent alors un tango sensuel sous l'œil soupçonneux des gardes-frontière.

DANS TEMPÊTE DE SABLE^[4]

Elite Zexer situe le récit dans un village

[3] Il faut préciser que le film est estampillé film israélien, alors qu'israélien-palestinien serait plus juste. Mais dans ce cas, la réalisatrice n'aurait pas pu bénéficier du soutien israélien pour la production, ni des pays arabes. Plus de 20 % de la population est israélo-palestinienne en Israël.

[4] Sortie le 25 janvier.

bédouin du Néguev, durant les quelques jours du second mariage de Suleiman, père de trois filles. Layla, l'aînée, est étudiante et conduit la voiture familiale, seulement hors du village. Les règles strictes de la communauté bédouine imposent à Suleiman de prendre une seconde épouse, interdisent à Layla de se marier avec le jeune étudiant dont elle est amoureuse : l'autonomie est taboue sous peine d'opprobre sur la famille. Lorsque Jalila découvre l'idylle de sa fille, elle est furieuse d'autant qu'elle endure une des pires humiliations : accueillir la seconde épouse de son mari et organiser les festivités du mariage.

Layla lui tient tête et se déclare prête à enfreindre les traditions ancestrales du village. Convaincue du soutien de son père, elle lui présente le garçon, mais la rencontre tourne court et Suleiman, incapable d'aller à l'encontre des traditions, décide de la marier au plus vite. Layla se rebelle, mais est confrontée à un dilemme : couper tout lien avec sa famille et épouser l'homme qu'elle aime, ou bien accepter la tradition.

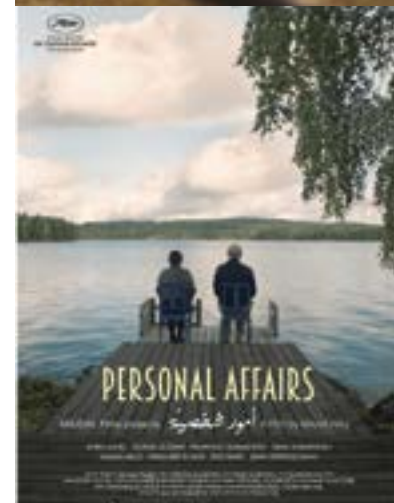
« Ma mère et moi avons accompagné une jeune femme lors de son mariage avec un inconnu qu'elle épousait pour satisfaire sa famille, alors qu'elle aimait un autre homme en secret. Quelques minutes avant de rencontrer son futur époux pour la première fois, elle s'est tournée vers moi et m'a confié : "cela n'arrivera jamais à ma fille." À cet instant, j'ai su qu'il fallait que je fasse un film. » Elite Zexer met dix ans à réaliser le projet. Elle noue des liens d'amitié avec les femmes bédouines qui lui content leur existence, les traditions, leurs espoirs, leur résistance, depuis étudier et travailler jusqu'à prendre les décisions au sein de la famille.

Leur détermination à faire évoluer la société traditionnelle de l'intérieur, impressionne Elite Zexer qui réalise, en 2010, un court métrage, *Tasnim*, sur une fillette volontaire, symbole de la future génération, que l'on retrouve en jeune sœur de Layla et qui conclut *Tempête de sable* en criant « Non » !

3000 Nuits est l'histoire d'une résistance personnelle qui rejoint l'Histoire d'une région déchirée par les conflits. *Personal Affairs* traite de l'enfermement physique, familial, culturel, politique et de la nécessité à dépasser les frontières. Dans *Tempête de sable*, la volonté d'autonomie de Layla et les drames familiaux font écho à des problématiques universelles : la situation des femmes, le libre-arbitre dans une société traditionnelle, les codes au sein de la famille. Trois films, trois angles d'approche pour cerner une réalité, rendue floue par la méconnaissance

médiatique et la perspective twistée de la situation politique et sociale au Moyen-Orient. Comme quoi, encore une fois, les visions cinématographiques ont une longueur d'avance sur la politique.

PAR CHRISTIANE PASSEVANT





« De la beauté de ne pas savoir la vérité »

Valley of stars de Mani Haghighi

Inclassable ? À coup sûr, le film de Mani Haghighi est surprenant et envoûtant par le mélange des genres, la déconstruction du récit en facettes temporelles, les *flash-back*, les interventions de différents narrateurs, par des images fabuleuses, le suspens et la bande-son géniale. *Valley of Stars (A Dragon Arrives)*^[1], qui se déroule depuis les années 1960 à aujourd'hui, parle du cinéma de la Nouvelle vague iranienne avec des extraits de *Brique et miroir* d'Ebrahim Golestan, d'animaux mythiques, de messages et de groupes mystérieux, de crimes et d'enfant trouvé. C'est à la fois un thriller politique, un film d'espionnage avec la SAVAK (services secrets iraniens), un film fantastique avec les légendes, les sectes, l'utilisation de drogues hypnotiques et l'apparition d'animaux, mais

aussi un film documentaire où les acteurs et actrices proches des protagonistes témoignent après plusieurs décennies.

En janvier 1965, au lendemain de l'assassinat du Premier ministre iranien, l'agent Babak Hafizi est envoyé par la police secrète sur l'île de Qeshm, à l'est du Golfe persique, pour enquêter sur la mort d'un dissident exilé par pendaison. Un agent local prononce le verdict de suicide, mais cela ressemble plus à une exécution par strangulation. D'emblée, tout est étrange dans cette

histoire, l'exilé était proche de sa libération, donc le suicide est improbable ; dans le même temps, une jeune fille a disparu, la mystérieuse vallée des étoiles recèle des secrets ; il y a aussi le bateau échoué couvert d'inscriptions, son cimetière hanté et maudit, des secousses sismiques localisées à la seule vallée, un pêcheur inquietant et les cérémonies qui se déroulent dans le village

Interviennent alors des menaces d'emprisonnement et de mort, les échos d'une créature enfouie dans les profondeurs, les services secrets qui règlent leurs comptes par agents interposés, l'enfouissement d'une boîte métallique avec des photos, de la pellicule, des cassettes son. Faut-il démêler les fils multiples de ce récit ? Chacun.e s'approprie une explication et il y a « de la beauté [à] ne pas savoir la vérité. »



[1] sortie nationale le 25 janvier

AGENDA

CERTAINES FEMMES DE KELLY REICHARDT^[2]

Le paysage du Montana, *Big Sky Country*, avec les Rocheuses à l'horizon, est un personnage à part entière : l'Ouest des États-Unis dans ce qu'il a de rude, le mythe de *la Frontière*. Et dans ce paysage où les routes ne semblent plus finir, quatre histoires de femmes qui tentent de vivre, de s'en tirer, d'exister. Inspirées de nouvelles de Maile Meloy, Certaines femmes sont des histoires simples, de femmes au quotidien et c'est en même temps un portrait étonnant, par petites touches, du contexte social états-unien.

Laura Derm interprète une avocate qui a des difficultés avec un client victime d'un accident du travail, mais qui n'a aucun recours contre son employeur. Lily Gladstone s'occupe d'un ranch durant l'hiver et assiste à un cours sur le droit de l'éducation pour voir du monde et aussi parce qu'elle sympathise avec l'enseignante jouée par Kristen Stewart. Celle-ci fait quatre heures de route pour donner une heure de cours et travaille en même temps dans une étude d'avocat.es. Enfin, Michelle Williams rêve d'une maison dans l'Ouest sauvage avec des matériaux, des pierres taillées auparavant dans la région.

Chacune de ces femmes est prétexte à une peinture des mentalités, de l'environnement, de la solitude. Après *Old Joy*, *Wendy & Lucy*, *La Dernière Piste*, *Night Moves*, Kelly Reichardt fait la démonstration qu'il existe un cinéma fort et intime aux États-Unis. Du grand cinéma.

PAR CHRISTIANE PASSEVANT

[2] sortie nationale le 22 février

LA CIGALE, LE CORBEAU ET LES POULETS

film documentaire d'Olivier Azam. Une farce juridique où l'État joue la paranoïa jusqu'au ridicule, avec la mobilisation de mille fonctionnaires pour la traque digne des branquignols tenant leurs réunions dans un lieu hautement dangereux et subversif : le tabac-librairie ! Une fable filmée par l'équipe des Mutins de Pangée. Truculent ! (18 janvier 2017)

COMPTE TES BLESSURES

de Morgan Simon. Un chanteur de hard-rock, paumé, vit encore chez son père. Pour lui, l'expression passe par le cri et les tatouages. Un film sur l'impossibilité de partager la tendresse. Un premier film touchant. (1er février 2017)

GIMME DANGER

film documentaire de Jim Jarmush sur le groupe mythique des Stooges et Iggy Pop. Jim Jarmush offre avec Gimme Danger, un des plus beaux films sur la musique, tout en inventivité, le montage des archives, les concerts, les témoignages, l'emprunt à la BD. Époustouflant ! Du rock brut. (1er février 2017)

LE CONCOURS

de Claire Simon. Film politique sur la sélection, grâce auquel on apprend beaucoup sur l'industrie cinématographique et sur la société. Une révélation. (8 février 2017)

L'INDOMPTÉE

de Caroline Deruas. Rêve et réalité se confondent dès la rencontre d'Axèle et de Camille. Un décor exceptionnel pour une suite d'histoires imbriquées dans plusieurs mondes et époques, dont la Villa Medicis garde l'empreinte. (15 février 2017)

SAC LA MORT

d'Emmanuel Parraud est le premier film interprété en langue réunionnaise. L'assassin du frère de Patrice lui avoue son crime et le menace de mort si la police intervient. Alors que sa mère crie vengeance, il tente de ne pas céder à la folie, entre les pratiques vaudoues et les stigmates du colonialisme. (15 février 2017)

ZONA FRANCA

film documentaire de Georgi Lazarevski. Au bout du monde, c'est la Patagonie mythique, jaillie de récits de pionniers et de chercheurs d'or. Mais derrière des paysages stupéfiants de beauté, le passé colonial fait irruption avec les massacres et la dévastation de la région confisquée par des multinationales. La grève et le tourisme (15 février 2017)

LES FLEURS BLEUES

d'Andrzej Wajda. Dernier film du réalisateur de l'Homme de marbre et de l'Homme de fer qui est décédé en octobre dernier, les Fleurs bleues (Afterimage) relate les quatre dernières années de la vie du célèbre peintre d'avant-garde, Wladyslaw Strzeminski et sa résistance au régime soviétique. Magnifique. (22 février 2017)

NOCES

de Stephan Streker. Tout irait bien pour Zahira, 18 ans et d'origine pakistanaise, si son père ne cédait à la coutume et décidait de la marier. Elle se rebelle alors, bien qu'elle soit attachée à sa famille et compte sur le soutien de son frère Amir. (22 février 2017)

CHEZ NOUS

de Lucas Belvaux. Avant même sa sortie, le film fait polémique. Politique-fiction : une infirmière, Pauline, fille de cégétiste et mère célibataire, est manipulée par un médecin en pleine campagne électorale, et cooptée pour le compte d'un parti populiste en quête d'une tête de liste sympathique, naïve et muette. Un film pour dévoiler la supercherie du populisme ? (22 février 2017)



MUSIQUE

OUTMONSTER THE MONSTER, PAR ANGRY CATS

Troisième opus du groupe The Angry Cats (les chats en colère), *Outmonster the Monster* nous plonge dans une dimension où se mêlent engagement, interrogations, constat sur la société actuelle et émotions personnelles. Un tour complet de ce que peut apporter le rock qui se veut dans la continuité du rock classique et subversif. Rock des origines ? Peut-être. The Angry Cats se sont à coup sûr appropriés un maximum d'influences, de courants et non des moindres, pour exprimer la révolte, la conscience sociale, le refus de conformité, la volonté de s'exprimer hors des codes. Le rock ou faire bouger les mentalités : Rock the boat !

Outmonster the Monster, 11 titres et trois musiciens qui se donnent à fond et en toute générosité. Dans la veine de deux morceaux particulièrement évocateurs, l'un issu d'un album précédent du groupe, *Fly away from the Nightmare*, et le très fort et poétique *Étranges abysses* de Fred Alpi en solo, ce nouvel album des Angry Cats met en lumière et en écho des textes puissants, une production impressionnante et des influences musicales parfaitement intégrées, ce à quoi s'ajoute l'osmose idéale entre les trois musiciens. À voir et à écouter sur scène et sur CD (et vinyl), *Outmonster the Monster* est une très belle réussite. On en redemande.

PAR CHRISTIANE PASSEVANT



TONY HYMAS JOUE LÉO FERRÉ

Pour cet album en piano solo consacré à la musique de Léo Ferré, Tony Hymas fait bien plus que rendre un hommage supplémentaire à l'œuvre du chanteur-poète. En effet, le pianiste a interrogé au plus profond la signification des compositions de Ferré pour nous en proposer une interprétation inspirée qui rend compte du grand talent de compositeur du poète.

C'est en 2001, que Léo Ferré a fait son entrée au répertoire de Tony Hymas avec l'enregistrement du titre : *Avec le temps*, en trio avec les Bates Brothers sur l'album *Blue Door*, déjà chez Nato. Cette première rencontre musicale augurait donc d'une suite en piano solo. Bien entendu, la rencontre était programmée entre le poète anarchiste et Tony Hymas, pianiste du groupe Ursus Minor, et auteur de l'album *De l'origine du monde* consacré à la Commune et de *Rhapsode de la Résistance*.

Pour ce nouvel opus, Tony Hymas est donc seul au piano pour traduire avec générosité toute la beauté de quinze compositions de Ferré de *La vie d'artiste* à *C'est extra*, en passant par *Jolie Môme*, *Thank you Satan*, ou encore *L'amour fou...* Tony Hymas recherche le sens intime de Ferré dans ces œuvres, et la musique est si profonde qu'elle permet de sentir le fort impact émotionnel de l'œuvre du chanteur sur le pianiste.

Hymas fait donc chanter son piano dans l'univers du poète-chanteur afin de traduire la portée des textes dans leur relation avec la musique. Loin d'une simple relecture, Tony Hymas improvise et réinvente l'œuvre du chanteur sans s'en éloigner. Le piano solo se pose en interprète magnifique de la combinaison de la musique et de la poésie chez Ferré.

Il est très difficile de choisir un titre parmi le très beau choix du répertoire présent sur l'album. D'ailleurs, chaque auditeur possède une histoire personnelle avec chacune des chansons présentes ici. C'est donc en toute absence d'objectivité assumée, que cette chronique met en exergue la beauté miraculeuse de la transcription mélodique de certains titres comme *La mémoire et la mer*, l'émotion grave de *L'affiche rouge*, ou le cri de *L'espoir*.

Merci donc à Tony Hymas et à l'équipe de Nato de nous permettre de (re)découvrir l'œuvre poético-musicale du grand Ferré car « *La musique finie ! En l'an 2000 plus d'musique et pourtant, c'était beau* ».

PAR THIERRY VANDENNIEU



LITTÉRATURE

A propos du livre de Guillaume Davranche, Trop jeunes pour mourir, Ouvriers et révolutionnaires face à la guerre (1909-1914)

J'arrive largement après la bataille pour rendre compte du livre de Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir*, paru en juin 2015, édité par L'insomniaque et Libertalia. Bien entendu, aucune excuse n'est recevable, mais je me console en disant que ce livre restera un ouvrage de référence, et qu'un an et quelque de retard, n'est pas bien grave. Et puis, j'ai eu pas mal de boulot, et je préférerais lire le bouquin tranquillement sans me presser. Il faut dire qu'il fait tout de même 540 pages.

Le livre de Davranche arrive à point, même s'il ne traite que des années 1909-1914, mais ce sont des années-clés de l'histoire du mouvement ouvrier et anarchiste. Davranche n'a d'ailleurs pas choisi la facilité, car ces cinq années-là ne représentent pas une époque flamboyante et héroïque de l'histoire ouvrière mais de recul, quelque chose comme le début de la fin. Mais c'était un travail absolument nécessaire, parce que ces années-là sont peu étudiées, mais surtout peut-être parce qu'un travail en profondeur, comme celui de Davranche, va permettre d'éclairer l'histoire qui a précédé le déclenchement de la Grande Guerre et de remettre en perspective nombre d'idées reçues, en particulier celle de la « trahison » du syndicalisme révolutionnaire une question que j'avais moi-même ébauchée

dans *Kropotkine et la Grande Guerre, Les anarchistes, la CGT et la social-démocratie face à la guerre* (Éditions du Monde libertaire, 2015).

Trop jeunes pour mourir s'ouvre donc le 25 février 1909 avec l'élection du réformiste Louis Niel, représentant du Livre, à la direction confédérale de la CGT... à une voix de majorité. Niel sera rapidement « éjecté » car le courant révolutionnaire reste puissant dans la CGT : « Les révolutionnaires qui tiennent tous les postes-clefs à la Grange-aux-Belles^[1] vont lui mener la vie dure » (p. 13) et il démissionnera rapidement (en mai). Mais les réformistes n'ont pas dit leur dernier mot. L'élection de Niel est le symptôme de deux choses :

Les échecs successifs de mouvements de grève violents, notamment à Villeneuve-Saint-Georges en août, qui ont abouti à l'arrestation de presque tout le bureau confédéral. Niel est donc venu occuper l'espace laissé vacant par Griffuelhes.

La montée progressive et irrépressible du courant réformiste dans la CGT, dont Davranche nous fait revivre dans le détail les affrontements que cela a provoqués dans la CGT, et les enjeux.

Il nous fait en particulier revivre les débats qui ont opposé les « syndicalistes révolutionnaires » et les militants qu'il désigne sous l'appellation d'« anarchistes syndicalistes », une classification que je trouve bien plus pertinente que celle de Jacques Julliard qui distinguait entre « politiques » et « ultras » (p. 16). Plus pertinente, parce que la distinction que fait Julliard est plutôt subjective alors que l'expression « anarchiste syndicaliste

[1] Maison des fédérations de la CGT.

» existait bien, à l'époque, et désignait une tendance bien réelle. Remarquons que Davranche, à juste titre, n'utilise pas le terme « anarcho-syndicaliste », qui ne désignera un courant à part entière qu'après la révolution russe.

Le sujet qui intéresse Davranche dans *Trop jeunes pour mourir* est évidemment la manière dont les anarchistes ont tenté de s'opposer au réformisme et au bellicisme — les deux n'allant pas forcément ensemble, dois-je préciser. Et il veut montrer que les militants de la Fédération communiste anarchiste, qui deviendra en 1913 la Fédération communiste anarchiste révolutionnaire, ont joué un rôle déterminant : « de 1911 à 1914 (...) : c'est en quelque sorte la première organisation anarchiste « spécifique » en France ».

Pourquoi une apparition aussi tardive ? Jusqu'alors, *La Guerre sociale* de Gustave Hervé (pp. 33-36 et 129-136) constituait un pôle d'attraction pour les révolutionnaires : titrant à 50 000 exemplaires (contre 5 000 pour *le Libertaire*), le discours radical et enflammé de cette publication séduisait les militants les plus radicaux. La FCA vint à point pour contrebalancer la démagogie verbeuse de Gustave Hervé et détacha définitivement l'anarchisme de l'hervéisme.

Trop jeunes pour mourir nous donne une



quantité surprenante de détails sur les débats qui ont marqué cette période, sur les oppositions entre les groupes révolutionnaires: Davranche nous livre une fresque qui développe le tableau détaillé de la résistance à la guerre pendant les cinq années qui ont précédé le désastre. Il centre son travail sur le mouvement anarchiste organisé mais il traite largement du Parti socialiste, de Gustave Hervé et de sa *Guerre sociale* et naturellement de la CGT. La période décrite est d'une extraordinaire complexité et le mérite du livre est d'avoir restitué cette complexité, mais en rendant l'exposé agréable à lire : on plonge littéralement dans l'extraordinaire fourmillement de débats et de luttes du mouvement anarchiste et de la CGT. Et surtout, on perçoit cette sorte d'attraction-répulsion qui caractérisa l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire. Davranche nous montre également l'extrême violence des luttes sociales de l'époque et la répression féroce qui les accompagnait.

On trouve dans l'ouvrage de Davranche, le portrait de nombreux militants... et militantes, trop peu nombreuses, comme Thérèse Taugourdeau, couturière, militante de la CGT et de la FCA. Sa galerie de portraits fournit une lumière nouvelle sur quelques images d'Épinal du mouvement anarchiste: Louis Lecoin, par exemple, était à l'époque une tête brûlée, pas du tout l'apôtre de la non-violence qu'on connaît. On apprend également l'existence d'un organisme jusqu'alors inconnu: le « Comité féminin contre la loi Berry-Millerand, les bagnes militaires et toutes les iniquités sociales », dont Thérèse Taugourdeau fut la première secrétaire (pp. 326-328).

L'intérêt de *Trop jeunes pour mourir* est de développer un certain nombre de points qui me paraissent essentiels et souvent très actuels, comme le débat sur le « fonctionnarisme syndical » (pp. 403 et 460-462). Il évoque ainsi « le cas de la Fédération du Livre, devenue paragon

du réformisme pour avoir maintenu Keufer trente ans à son poste » (p. 460). Une remarque qui reste encore parfaitement actuelle...

Davranche nous fait un exposé détaillé de la situation du mouvement individualiste, du climat délétère qui y règne, expliquant pourquoi « *un certain nombre de militants, écœurés par l'individualisme, passent à l'anarchisme révolutionnaire avec armes et bagages* » (p. 108). Jean Grave publie dans *Les Temps nouveaux* un article impitoyable pour Bonnet (p. 222), à propos duquel E. Armand écrit en 1912 : « *Je n'avais pas imaginé que l'illégalisme dût aboutir à cela* ».

Les enjeux et les contradictions qui divisaient le mouvement libertaire sur la stratégie syndicale à mener sont mis en lumière. Nous sommes à une période charnière de la lutte des classes où la confrontation violente a trouvé ses limites (sauf à mener à la révolution sociale) et où la pratique de la médiation ne s'est pas encore imposée. Par « médiation », j'entends à la fois la négociation et le compromis syndical, et le recours au Parlement pour régler les questions sociales. Les militants (et dirigeants) les plus réalistes comprennent que la confrontation permanente n'est plus possible. Les défaites successives de la CGT dans les grèves sont pour quelque chose dans ce constat.

Par ailleurs, le mouvement socialiste, qui a longtemps été divisé et pour tout dire incohérent division et incohérence qui ont largement fait le lit du syndicalisme révolutionnaire s'est récemment unifié, en 1905, et commence donc à constituer une alternative sérieuse au syndicalisme révolutionnaire. Plutôt que de parler de « politiques » et d'« ultras », on pourrait parler de « réalistes » et de « gauchistes ». Ces deux sensibilités vont connaître une situation d'attraction-répulsion pendant un temps, dont le congrès d'Amiens fournit un bon exemple : la motion qui deviendra la « Charte d'Amiens » fut votée par une écrasante majorité des délégués, y compris anarchistes, mais les différents courants libertaires se divisèrent de nouveau sur la motion anti-militariste d'Yvetot: anarchistes-syndicalistes et syndicalistes libertaires s'opposèrent sur cette question. Mais la grève générale de 1912, qui constitua en quelque sorte un baroud d'honneur avant le déclenchement de la guerre et dont il n'y eut aucun équivalent en Allemagne fut votée à une écrasante majorité, à la grande fureur des réformistes.

Un regret cependant : l'absence de référence à Maurizio Antonioli, qui a écrit une étude, récemment rééditée,

intitulée Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme. Organismes spécifiques et organismes de masse : le débat au début du siècle (1907-1914)^[2], qui pourtant s'inscrit parfaitement, par le sujet et la période traités, dans le cadre du travail de Guillaume Davranche. Cette étude, initialement écrite pour le centenaire de la mort de Bakounine (1876) et traduite en français pour le second centenaire de sa naissance (2014), expose dans le détail les débats souvent passionnés qui eurent lieu au sein du mouvement libertaire français et italien sur les liens entre anarchisme et syndicalisme révolutionnaire et sur la question de la filiation entre Bakounine et le syndicalisme révolutionnaire. L'étude montre la « redécouverte » des thèses bakouniniennes sur le syndicalisme, en grande partie grâce à James Guillaume ; elle révèle l'extrême surprise éprouvée par nombre de militants, en découvrant que leurs pratiques au sein du mouvement syndicaliste révolutionnaire n'étaient que l'application de ce que le révolutionnaire russe avait décrit. Mais Antonioli montre aussi le rejet progressif, par certains anarchistes, de cet héritage. L'approche de l'historien italien aurait certainement fourni des éléments de réflexion intéressants. L'affirmation (évidente selon moi) de *Bakounine comme précurseur du syndicalisme révolutionnaire* aurait permis à Davranche de citer le révolutionnaire russe au moins une fois dans son ouvrage. Ce qui ne retire absolument rien à l'intérêt considérable du travail effectué par notre camarade d'Alternative libertaire.

PAR RENÉ BERTHIER,

groupe Gaston Leval de la Fédération anarchiste,
Paris

[2] Éditions Noir & Rouge, 2014,



LA RACE

COMME SI VOUS Y ÉTIEZ !

Avec pour sous-titre « une soirée de printemps chez les racistes », un collectif d'auteurs nommé « Les amis de Juliette et du printemps » examine à la loupe le racisme promu par le PIR, le Parti des indigènes de la république.

Une soirée de printemps, c'est la présentation du livre de Houria Bouteldja *Les Blancs, les Juifs et nous* (paru aux éditions La Fabrique) dans un bistro parisien le Lieu-dit où l'auteure a pu défendre les opinions présentes dans le livre, devant une assemblée qui ne comportait pas que des personnes déjà convaincues, puisque les auteurs de *La race comme si vous y étiez !* y ont sans aucun doute pris beaucoup de notes...

En effet, si le livre de la dirigeante du PIR est un pamphlet, celui-ci ne l'est pas moins. On a, bien sûr, droit à la critique du livre, mais auparavant, a lieu le récit de cette fameuse soirée où, il faut reconnaître que si les choses se sont passées ainsi, alors elles méritaient bien d'être relatées, pour prendre date, et pour exprimer la réalité du projet « indigène » ; lequel est connu depuis un certain temps par ceux qui y sont attentifs, mais on voit bien à l'occasion de ce dernier épisode comment se fait la politique po-

liticienne, et le travail des auteurs consiste à montrer ce qui reste quand on retire toutes les incohérences, et elles sont nombreuses.

Ce livre est une analyse du discours du PIR tel qu'il se présente aujourd'hui.

Le PIR est un groupuscule mais il a sa petite audience grâce à un certain marketing politique ; il a ses « plans médias » comme tout politicien, et, pour ceux qui cherchent des idées nouvelles, ils peuvent - chez les « indigènes » - en trouver d'anciennes, relookées dans l'air du temps des post-coloniales studies. Certains y sont sensibles et le fait est, que mettre le doigt où ça fait mal chez les politiques, peut ne pas déplaire à nombre de militants, voire de spectateurs, de la gauche radicale. Les termes « racialisme » « racisé » sont effectivement repris ici et là...

Des vues panoramiques sur l'histoire de l'humanité, envisagée comme une vaste entreprise coloniale, ça peut séduire, mais comme c'est de la haute voltige, c'est forcément casse-gueule, et le collectif des amis de Juliette ne se prive à aucun moment de démonter l'échafaudage sous les pieds de la chaire du « décolonialisme ».

Il n'y a pas que le titre *Les Blancs, les Juifs et nous* qui soit choquant : tout est à l'avenant. Que signifie pour prendre un exemple parmi les dizaines qui sont présentés dans le livre le fait que les Juifs soient considérés comme « les chouchous de la République » ? La confusion interclassiste est régulièrement présente dans le discours mais aussi l'humour glauque et fina-

lement, en dernière analyse, le racisme pur et simple. Si on va plus loin, le sous-titre du livre de Houria Bouteldja est « vers une politique de l'amour révolutionnaire » : comment pourrait-on être contre ? Les « amis de Juliette et du printemps » nous montrent qu'en fait d'amour révolutionnaire, c'est d'amour de l'islam qu'il s'agit. La révolution ne serait donc pas sociale...

Au-delà de l'analyse d'un discours, le livre nous invite à la réflexion et au positionnement puisque ce discours raciste-gauchiste arrive dans le contexte que l'on sait.

PAR LE FURET





1936 À TRAVERS LE LIBERTAIRE

PRÉFACE DE RENÉ BERTHIER,

Éditions libertaires, 2016

(RÉÉDITION DE L'OUVRAGE PARU EN 1986 AUX ÉDITIONS CAHIERS DU VENT DU CHMIN)

Bonne idée que de rééditer un ouvrage depuis longtemps introuvable qui raconte 1936 et le Front populaire à travers les articles du *Libertaire* parus entre janvier 36 et juin 37, c'est-à-dire l'échec et la démission de ce que le journal anarchiste nomme « l'expérience Blum ». D'autant plus intéressant que l'ami René Berthier s'est livré au jeu difficile de la préface, éclairant par sa lecture l'ensemble du recueil et le mettant en perspective avec notre sinistre période actuelle, qui voit la mise en pièces des acquis des luttes et des grèves d'il y a quatre-vingts ans. Ils étaient passés de 48 à 40 heures de travail hebdomadaire. Fillon dans sa grande mansuétude voudrait nous faire parcourir le chemin inverse.

Combien nous semble loin le syndicalisme - 4 millions d'adhérents à la CGT en 1937 - capable de bloquer le pays, de paniquer le patronat et d'obtenir en quelques heures de négociations, le 7 juin 1936, les accords de Matignon qui, quoi qu'on en dise, étaient une fantastique avancée sociale pour le prolétariat. Le mythe du Front populaire était né avec pour corollaire, l'image d'Épinal de ces familles sur le chemin des premiers congés payés... Mais de révolution, point. Comme si, une fois les accords obtenus, chacun rentrait chez soi, content et ne songeant plus à réclamer davantage.

Et très vite les nuages se sont amoncelés : refus d'intervenir en Espagne, mainmise de Moscou sur le Parti communiste français, fin de l'unité syndicale à la CGT, essentiellement sur des questions internationales, et dès février 1937, ce que Blum nomma une « Pause sociale » et qui n'était rien d'autre que l'enterrement première classe des espérances nées moins d'une année plus tôt. De tous les événements de l'époque, *Le Libertaire* rend compte, Sébastien Faure et d'autres prônent le syndicalisme révolutionnaire et l'action ouvrière permanente ; ils devinent très tôt que les accords de Matignon, loin d'être une victoire totale, portent en eux la douche froide... Le patronat a cédé, mais cédé le minimum.

Un recueil à découvrir séance tenante en cette période de douche glacée...

PAR THIERRY GUILABERT

LA QUICHE ÉTAIT FROIDE,

ANDRÉ FABER,

Éditions libertaires, 2016

C'est dans la longue tradition des polars libertaires, de Léo Malet jusqu'aux livres de Patrick Pécherot en passant par les multiples avatars du Poulpe, que s'ancre le roman d'André Faber. C'est dire qu'on ne va pas s'ennuyer en le lisant, et qu'on ne va pas pleurer non plus, malgré les paysages post-industriels, pleins de sinistrose de la Lorraine des anciens hauts-fourneaux.

Comme il se doit chez nous, pas de flics, pas même de méchants assassins, de serial killers, non, juste Dédé, le gros Dédé qui traîne ses guêtres déjà usées entre le Tabac Wiltz, le café Majestic, et la boutique de la belle Nicole, là-dedans toute une galerie de personnages aussi vrais que nature, des gueules quoi, du syndicaliste au chômeur très longue durée, pleines « *de mains brûlées, de silicose et de gros rouge* » dirait Lavilliers. Et Paf ! - oui l'ami Faber, aime l'onomatopée plus que de coutume - au coin de la rue de l'Usine, un bolide fauche la petite Jeanne et disparaît. Le gros Dédé mène l'enquête... sur son emblématique Vespa ; suivent dans le désordre des bastons, des poursuites jusque dans les mines de fer, et des odeurs d'oignons frits ou de pommes de terre râpées Robert Zimmermann fait ce qu'il peut car la petite Jeanne a été renversée et le chauffard a pris la fuite ; avec lui, *c'est toute la mémoire de la sidérurgie lorraine qui fout le camp.*

André Faber qui vit en Moselle, ex-ouvrier d'usine, ex-dessinateur industriel, possède une plume aussi acérée que précise, avec cet humour caustique qui fait son succès d'illustrateur de presse, notamment dans le *Courrier international*.

PAR THIERRY GUILABERT

RAPPEL :

TOUS LES OUVRAGES PRÉSENTÉS ICI, SONT DISPONIBLES À

LA LIBRAIRIE PUBLICO :

145 RUE AMELOT, 75011 PARIS

OU SUR

WWW.LIBRAIRIE-PUBLICO.COM



ON SOUTIENT !

La Conquête du Pain ne fermera pas !

Boulangerie autogérée depuis 2010, véritable espace de vie et d'échanges, reconnu et implanté dans le quartier, La Conquête du Pain a toujours soutenu le mouvement social. Aujourd'hui elle a besoin de son aide pour faire grandir la qualité de la production, les conditions de travail et le projet politique.

La Conquête du Pain, c'est une boulangerie bio autogérée, mais c'est aussi le fruit d'un travail collectif porté par des travailleurs engagés, salariés ou non. Ensemble, ils ont démontré que leur boulangerie est un projet politique et social qui a du sens, économiquement viable et investi dans les luttes sociales et la vie de quartier.

Depuis sa création en 2010, la boulangerie a beaucoup évolué : nous sommes passés de quatre à dix, nous avons augmenté nos horaires d'accueil, nous avons initié et soutenu de multiples projets : tarifs sociaux, vente au profit de

luttes, don de pain aux migrants... Aujourd'hui, elle vit une période de transition : une nouvelle équipe prend le relais, soutenue par les fondateurs ! Forts de notre succès, et du soutien de clients, d'AMAP(s), d'habitants du quartier, d'associations, de militants, nous avons décidé de nous engager pour poursuivre l'aventure en restant dans le cadre de l'autogestion.

Notre pain est bon mais pour améliorer encore sa qualité, et celle des viennoiseries, nous avons besoin de matériel, par exemple d'une chambre de pousse. Pour améliorer les conditions de travail dans la boutique, des travaux sont nécessaires. La boulangerie a démontré que l'autogestion est valide, aujourd'hui elle veut encore progresser dans cette logique. La nouvelle équipe a la volonté d'ouvrir un laboratoire de production non seulement pour la fabrication du pain, mais aussi pour accueillir des initiatives militantes : échange de savoir, utilisation collective du local... Nous y voyons plein d'ateliers, de formations spécifiques, d'initiations à la boulangerie, ou de portes ouvertes autour du pain, avec des professionnels, des scolaires, des habitants de Montreuil, des amapiens... Nous y voyons aussi, un espace d'ateliers culinaires tant souhaité - par les associations du quartier - pour les initiatives ou manifestations organisées dans le quartier, la ville ou ailleurs.

La Conquête du Pain est un espace d'expérimentation collective d'un outil de production au service d'une autre vision du monde (soutien à des collectifs militants, des syndicats, des organisations politiques et des luttes). Elle est un modèle pour d'autres projets. Elle existe grâce à notre travail mais aussi grâce à vous qui mangez notre pain et qui nous soutenez depuis le début. Pour qu'elle vive, nous sollicitons votre aide : nous avons besoin de 35.000 euros pour la chambre de pousse, les travaux dans la boutique et dans le laboratoire snacking. Nous vous remercions.

VOUS POUVEZ ADRESSER VOS CHÈQUES
À L'ORDRE DE :

« LA CONQUÊTE DU PAIN »

A ENVOYER À :

LA CONQUÊTE DU PAIN
47, RUE DE LA BEAUNE,
93100 MONTREUIL

Abonnez-vous !

Sans pub, sans concessions, réalisé par une équipe entièrement bénévole, le Monde libertaire existe uniquement grâce à ses lecteurs réguliers.

Comme toute la presse militante, nous sommes extrêmement fragilisés par les coûts énormes de diffusion en kiosque. Les abonnements sont le seul moyen d'atteindre l'équilibre financier qui nous permettra de continuer à diffuser nos idées auprès du plus grand nombre. Il nous manque 300 abonnés pour parvenir à cet équilibre nécessaire...

Soutenez nous, abonnez-vous, abonnez vos amis !



le Monde libertaire mensuel BULLETIN D'ABONNEMENT

3 formules d'abonnement, 3 possibilités de règlement :

- par chèque bancaire joint à votre bulletin d'abonnement
- par virement bancaire
- par prélèvement bancaire, pour les abonnements à durée libre

Bulletin à retourner complété à : LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES - Service Abonnements, 145 rue Amelot - 75011 Paris



Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : _ _ _ _ _

Ville :

Pays :

Note : Pour nous signaler un changement d'adresse, merci de joindre la feuille de routage jointe au dernier numéro reçu.

Mon règlement :

- par chèque joint, libellé à l'ordre de LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES
- par virement bancaire : IBAN FR 76 4255 9000 0621 0876 4820 363 BIC CCOFFRPPXXX
- par prélèvement pour les abonnements à durée libre : dans ce cas, je remplis le coupon d'autorisation de prélèvements ci-dessous :

FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM

Réduction de 50% sur les abonnements en France métropolitaine pour les chômeurs/chômeuses, Gratuit pour les détenus.

Abonnement à durée libre la solution facile et économique !

- Standard 11,75 €/trimestre
- De soutien 21,25 €/trimestre
- Réduit 6,00 €/trimestre

- > Vous recevez tous les numéros du Monde Libertaire à prix préférentiel
- > Votre règlement est échelonné en toute simplicité : le prélèvement est automatique
- > Vous arrêtez le service quand vous le voulez, par simple courrier

UN AN : 11 numéros + suppléments

Le magazine chez vous et l'abonnement numérique

- Abonnement standard 47 €
- Abonnement + soutien 85 €
- Tarif réduit (chômeurs.ses) 24 €
- Détenu.es

Un an numérique uniquement

11 numéros en PDF à télécharger sur notre site

- Abonnement standard 24 €
- Abonnement + soutien 42 €

ETRANGER

Pour les abonnements vers l'étranger, merci de choisir le règlement par virement international (évitons d'enrichir les banques avec les taxes exorbitantes qu'elles extorquent sur les chèques tirés hors France !)

Union Européenne & Suisse

- Abonnement standard 96 €
- Abonnement + soutien 134 €

Reste du monde

- Abonnement standard 110 €
- Abonnement + soutien 146 €

Autorisation de prélèvement automatique pour mon abonnement au Monde libertaire (abonnements à durée libre uniquement)

J'autorise l'établissement tiers de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal le Monde libertaire.

- 11,75 €/trimestre (abonnement normal)
- 21,25 €/trimestre (abonnement de soutien)
- 6 €/trimestre (tarif réduit)

Votre compte à débiter :

Titulaire :

Adresse :

IBAN :

Votre établissement bancaire :

Nom :

Adresse :

Date et signature obligatoires :

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal de votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque

ORGANISME CRÉANCIER
PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMELOT 75011 PARIS

N° NATIONAL ÉMETTEUR : N° 58 50 98



LES GROUPES DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

La Fédération Anarchiste est un groupement de militant.e.s organisé sur le principe du libre fédéralisme, garantissant aux groupes et aux individu.e.s qui le composent la plus grande autonomie et le respect du pluralisme des idées comme des actions, dans le cadre d'un pacte associatif.

La participation de tous aux structures et aux oeuvres collectives (radio, éditions...) est calquée sur nos principes d'éthique et de solidarité.

Pour consulter notre pacte associatif, visitez notre site : www.federation-anarchiste.org

★ 02 AISNE

Groupe Kropotkine

Athénée Libertaire & Bibliothèque Sociale
8, rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX
Tél. 03 23 80 17 09
kropotkine02@riseup.net
<http://kropotkine.cybertaria.org>
Permanence : 1^{re} 3^{ème} et 5^{ème}
jeudi du mois de 18 à 21h

★ 03 ALLIER

Groupe de Montluçon
allier@federation-anarchiste.org

★ 04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Liaison Metchnikoff
metchnikoff@federation-anarchiste.org

★ 06 ALPES-MARITIMES

Liaison de Nice
nice@federation-anarchiste.org

★ 07 ARDECHE

Groupe d'Aubenas
FA-groupe-daubenas@federation-anarchiste.org
<http://www.aubanas.lautre.net>

★ 10 AUBE

Liaison de Troyes
troyes@federation-anarchiste.org

★ 12 AVEYRON

Liaison Sud-Aveyron
c/o SAP BP 42560 12400 Ste-Affrique

★ 13 BOUCHES-DU-RHONE

Groupe Germinal - Marseille
groupe-germinal@riseup.net

Liaison La Ciotat
groupe-germinal@riseup.net

★ 14 CALVADOS

Groupe Sanguin - Caen
groupeanguinfa14@laposte.net
<http://sous-la-cendre.info/>
groupe-sanguin-de-la-federation-anarchiste

★ 15 CANTAL

Liaison Cantal
cantal@federation-anarchiste.org

★ 17 CHARENTE-MARITIME

Groupe Nous Autres
35 allée de l'angle chauce
17190 St-Georges d'Oleron
nous-autres@federation-anarchiste.org

★ 21 COTE-D'OR

Groupe La Mistoufle
Maison des associations
Groupe la Mistoufle
c/o les Voix sans maître BP 8
2 rue des Corroyeurs 21000 DIJON
lasociale@riseup.net
<http://groupe.lamistoufle.jimdo.com>

★ 22 COTES-D'ARMOR

Liaison Jean Souvenance
C/O CEL 1 rue Yves Creston
22000 Saint-Brieux
souvenance@no-log.org

★ 23 CREUSE

Liaison Emile Armand
Cedric Lafont
19 rue de Chanteloube
23500 Felletin
emile-armand@federation-anarchiste.org

★ 24 DORDOGNE

Groupe Emma Goldman - Périgueux
emma.goldman@no-log.org
<http://fa-perigueux.blogspot.fr>
Vente du Monde libertaire les samedis de 11h à 12h au marché de Périgueux, place de la Clautre.

★ 25 DOUBS

Groupe Pierre Joseph Proudhon
c/o CESL BP 121 25014
Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
<http://groupe.proudhon-fa.over-blog.com>
Permanence à la librairie l'Autodidacte, les mercredis de 16 à 19h et les samedis de 15 à 19h.

Librairie L'Autodidacte
5 rue Marulaz 25000 Besançon
<http://www.lautodidacte.org>

Liaison Nord-Doubs
liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org

★ 26 DROME

Liaison de Valence
valence@federation-anarchiste.org

Groupe la Rue Râle (St Jean en Royans/Vercors)
la-rue-rale@riseup.net
<http://laruerale.wordpress.com>
Nous organisons des soirées débat, des projections, des tables de presse, des alternatives en acte, nous circulons avec un bibliobus et la Cantina : contine autogérée, bio, à prix libre. Nous participons à l'Université Populaire du Royans/Vercors et nous sommes présents sur luttes sociales.

★ 28 EURE-ET-LOIRE

Groupe libertaire Le Raffut de Chartres
fa.chartres@gmail.com

★ 29 FINISTERE

Groupe de Brest
brest@federation-anarchiste.org
Groupe Le Ferment
leferment@federation-anarchiste.org

★ 30 GARD

Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com
<http://www.fa-30-84.org>

★ 31 HAUTE GARONNE

Liaison de Toulouse
toulouse@federation-anarchiste.org

★ 32 GERS

Liaison Anartiste 32
anartiste32@federation-anarchiste.org

★ 33 GIRONDE

Cercle libertaire Jean Barrué
c/o Athénée libertaire
7 rue du Muguet 33000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org
cerclelibertairejb33@wordpress.com
<http://cerclelibertairejb33.free.fr/>

Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@federation-anarchiste.org

★ 34 HERAULT

Groupe de Montpellier-Hérault
montpellier@federation-anarchiste.org
<http://famontpellier34.blogspot.fr>

Liaison Frontignan-Sète
frontignan-sete@federation-anarchiste.org

★ 35 ILLE-ET-VILAINE

Groupe La Sociale
Local "la Commune"
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes
contact@falasociale.org
<http://www.falasociale.org>
La page vidéo du groupe de Rennes qui héberge des films militants : <http://dailymotion.com/farennes>

Librairie associative "La Commune"

17 rue de Chateaudun 35000 Rennes
Ouverte le mercredi & samedi de 14 heures à 18 heures

★ 38 ISERE

Groupe La Rue Râle - Pont en Royans/Vercors
laruerale@no-log.org
<http://vercors-libertaire.blogspot.com/>
Groupe de Grenoble
grenoble@federation-anarchiste.org

★ 40 LANDES

Groupe Elisée Reclus - Dax
elisee-reclus@federation-anarchiste.org
<http://libertaire-landes.blogspot.fr/>

Union Régionale Sud Aquitaine de la FA
ursa@federation-anarchiste.org
<http://libertaire-landes.blogspot.fr/>

★ 42 LOIRE

Groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise
Bourse du Travail
Salle 15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint Etienne cédex 1
groupe.makhno42@gmail.com

★ 43 HAUTE LOIRE

Liaison Sébastien Faure
sebastien-faure@federation-anarchiste.org

★ 44 LOIRE ATLANTIQUE

Groupe Nosotros - Saint-Nazaire
nosotros@federation-anarchiste.org

Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@federation-anarchiste.org

Groupe Déjacque - Nantes

nantes@federation-anarchiste.org
<http://fa-nantes.over-blog.com/>
[facebook.com/jdejacque](https://www.facebook.com/jdejacque)
Le groupe Joseph Desjacques tient chaque premier mardi du mois une permanence locale au 817, 17 rue Paul Bellamy (tout au fond de la 2ème cour à l'étage), de 18 à 20h sous forme de table de presse.

Groupe anarchiste des bons enfants
groupe.bonsenfants@gmail.com
www.facebook.com/groupe.bonsenfants/

★ 45 LOIRET

Groupe Gaston Couté - Montargis
groupegastoncoute@gmail.com
<http://groupegastoncoute.wordpress.com>

★ 46 LOT

Liaison de Gourdon
gourdon@federation-anarchiste.org

★ 50 MANCHE

Liaison de Cherbourg
cherbourg@federation-anarchiste.org

★ 53 MAYENNE

Liaison de Laval
laval@federation-anarchiste.org

★ 55 MEUSE

Groupe Jacques Turbin-Thionville
groupejacquesturbin@rocketmail.com

★ 56 MORBIHAN

Groupe Libertaire René Lochu
6 rue de la Tannerie 56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net
<http://anars56.over-blog.org/>



★ 57 MOSELLE

Groupe de Metz
Association Culturelle Libertaire
BP 16 57645 Noiseville
groupe Metz@federation-anarchiste.org
metz.bibliothequesociale1@orange.fr

★ 60 OISE

Liaison Beauvais
scalp60@free.fr

★ 62 PAS-DE-CALAIS

Groupe Lucy Parsons in the sky
lucy-parsons@federation-anarchiste.org
http://www.noirgazier.lautre.net/

★ 63 PUY-DE-DÔME

Groupe Spartacus - Clermont-Ferrand
spartacus@federation-anarchiste.org

★ 64 PYRENNÉES-ATLANTIQUES

Groupe Euskal Herria - Bayonne
euskal-herria@federation-anarchiste.org

★ 66 PYRENEES-ORIENTALES

Groupe John Cage
john-cage@federation-anarchiste.org
édite la revue *Art et Anarchie*
http://artetanarchie.com

Groupe Pierre Ruff
pierre.ruff-fa66@laposte.net
https://groupepierrerruff.wordpress.com

★ 67 BAS-RHIN

Liaison de Strasbourg

Liaison Bas Rhin
c/o REMON
BP 35 67340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

★ 68 HAUT-RHIN

Liaison Eugène Varlin
colmar@federation-anarchiste.org

★ 69 RHONE

Groupe Graine d'Anar
grainedanar@federation-anarchiste.org
http://grainedanar.org

Groupe Kronstadt - Grand Lyon
kronstadt@federation-anarchiste.org
http://fa-kronstadt.blogspot.fr

★ 70 HAUTE-SAÔNE

Liaison Haute-Saone
haute-saone@federation-anarchiste.org

★ 71 SAONE-ET-LOIRE

Groupe La Vache Noire
C/O ADCL Le retour 71250 Jalogny
leperepinard@no-log.org

★ 73 SAVOIE

Groupe de Chambéry
c/o La salamandre - Maison des associations
67 Rue St François de Sales Boite X/33
73000 Chambéry
FA73@no-log.org
http://fa73.lautre.net

★ 74 HAUTE-SAVOIE

Liaison Haute-Savoie
haute-savoie@federation-anarchiste.org

★ 75 PARIS

Groupe La Révolte
la-revolte@federation-anarchiste.org

Groupe Salvador Seguí
groupe-segui@federation-anarchiste.org
www.salvador-segui.blogspot.com

Groupe Pierre Besnard
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org

Groupe Jean Baptiste Botul
botul@federation-anarchiste.org
http://groupe-botul.eklablog.net

Groupe Commune de Paris - Paris Nord et Est
la-commune-de-paris@federation-anarchiste.org

Groupe Louise Michel
groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org
http://www.groupe-louise-michel.org/

Bibliothèque La Rue
Bibliothèque libertaire La Rue
10 rue Planquette 75018 Paris
Permanence tous les samedi de 15h00 à 18h00
http://bibliotheque-larue.over-blog.com
larue75018@yahoo.fr

Groupe Berneri
Tous les mercredis sur Radio Libertaire, de 20H30 à 22H30, émission "Ras-les-Murs", actualités prison/répression, lutte contre tous les enfermements !

Groupe Artracaille
arttracaille@orange.fr
pour le groupe : http://www.arttracaille.fr
pour l'émission radio : http://arttracaille.blogspot.com

Groupe Anarliste
an.artiste@yahoo.fr
http://anarliste.hautefort.com

Groupe No Name
no-name@federation-anarchiste.org

Librairie du Monde libertaire

145 rue Amelot 75 011 PARIS
Tél : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59
Ouverture :
du mardi au vendredi : 14 h à 19 h 30
le samedi : 10h à 19 h 30
librairie-publico@sfr.fr
http://www.librairie-publico.com

Radio Libertaire

89.4 Mhz et sur le net
sur http://rl.federation-anarchiste.org
radio-libertaire@federation-anarchiste.org

★ 76 SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen
c/o Librairie l'Insoumise
128 rue St Hilaire 76000 Rouen
rouen@federation-anarchiste.org
Vente et diffusion du Monde libertaire chaque dimanche de 11h à 12h au marché du Clos-St-Marc

Librairie l'Insoumise

128 rue St Hilaire 76000 Rouen
Ouverture :
Mercredi 16h. à 18h., Vendredi 17h. à 19h., Samedi 14h. à 18h.
Pendant les vacances scolaires les Samedi de 14h. à 18h.
http://www.insoumise.lautre.net/

★ 77 SEINE-ET-MARNE

Liaison Melun

Liaison de Chelles

★ 78 YVELINES

Groupe Gaston Leval
gaston-leval@federation-anarchiste.org
http://monde-nouveau.net

★ 79 DEUX SEVRES

Liaison Bakounine - Thouars
bakounine@federation-anarchiste.org

★ 80 SOMME

Groupe Alexandre Marius Jacob
amiens@federation-anarchiste.org
contact@fa-amiens.org
http://fa-amiens.org/

★ 81 TARN

Groupe Les ELAF
elaf@federation-anarchiste.org

★ 84 VAUCLUSE

Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com
http://www.fa-30-84.org

★ 85 VENDEE

Groupe Henri Laborit
henri-laborit@federation-anarchiste.org

★ 86 VIENNE

Liaison Poitiers
poitiers@federation-anarchiste.org

★ 87 HAUTE VIENNE

Groupe Armand Beauce
armand-beauce@federation-anarchiste.org

★ 92 HAUTS-DE-SEINE

Liaison Fresnes-Antony Anar'tiste
fresnes-antony@federation-anarchiste.org

★ 93 SEINE-ST-DENIS

Groupe Henry Poullaille
c/o La Dionysité
4, place Paul Langevin
93200- Saint Denis
groupe-henry-poullaille@wanadoo.fr
http://poullaille.org

Groupe de Saint-Ouen
saint-ouen-93@federation-anarchiste.org
http://groupesaint-ouen93.blogspot.fr

★ 94 VAL-DE-MARNE

Groupe Elisée Reclus - Ivry-sur-Seine
faivry@no-log.org
http://fa-ivry.forlogaj.tk

Liaison L'Avenir - Créteil
nosotros36@free.fr

★ 95 VAL-D'OISE

Groupe Le Merle Moqueur - Cergy-Pontoise
le-merle-moqueur@federation-anarchiste.org
facebook.com/le.merle.moqueur.
federation.anarchiste

★ 988 NOUVELLE-CALÉDONIE

Liaison Nouvelle-Calédonie
nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org

★ BELGIQUE

Groupe Ici et maintenant - Bruxelles
groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org
Le groupe édite avec d'autres le trimestriel "A voix autre"
http://www.avoixautre.be

★ SUISSE

Fédération Libertaire des Montagnes
flm@federation-anarchiste.org

Liaison Genève
genève@federation-anarchiste.org

Si un groupe ou une liaison ne possède ni adresse postale, ni courriel, ou s'il n'existe pas de groupe ou liaison dans votre région, contactez le secrétariat aux relations intérieures de la FA

FA-RI 145 rue Amelot
75011 Paris
relations-interieures@federation-anarchiste.org



LE PROGRAMME D RADIO LIBERTAIRE

Lundi

- 09h00 **Les Enfants de Cayenne**
Émission musicale
Avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.
- 11h00 **Lundi matin**
Infos et revue de presse
- 13h00 **C'est Là que ça se Passe**
Etat des lieux, état des luttes en France
- 14h30 **Ondes de Choc**
Magazine culturel, poésie, chansons et littérature.
- 16h00 **Trous noirs**
Luttes sociales
- 18h00 *Le 16 janvier*
La santé dans tous ses états
L'actualité du milieu de la santé
- Le 23 janvier*
Je ne suis pas un numéro
Une anthropologie du futur, aux confins entre science et science-fiction
- Le 9 janvier*
Science en liberté
Une heure trente pour déménager la biologie
- 19h30 **Le Monde Merveilleux du Travail**
Émission de la CNT
- Le 9 janvier*
Chroniques d'ailleurs
Relations internationales de la Fédération anarchiste
- 21h00 **Ça urge au bout de la scène**
Actualité de la chanson
- 22h30 **De la pente du carmel, la vue est magnifique**
Émission satirique
- 00h00 **Nuit noire**
Musique dans la nuit

Mardi

- 08h00 **Et toi, tu la Sens la Cinquième Puissance**
Contre propagande, état des lieux, et ...
- 10h00 **Artracaille**
Débat de la condition de l'artiste dans la cité
- le 3 janvier*
Court-circuit
Scènes philosophiques
- 14h30 **Sortir du Capitalisme**
- 17h30 **Des Oreilles avec des Trous (dedans)**
Des fusiques molles pour tous les tous
- 18h00 *Le 3 janvier*
Pas de Quartiers
L'émission quinzomadaire du groupe Louise-Michel, pour ceux qui détestent les winners, les longues canines et la langue de bois
- Le 10 et le 24 janvier*
Ideaux et Débats
Émission littéraire
- 20h30 *Le 3, le 10 et le 24 janvier.*
Radio libertaria
Émission de la CNT
- Le 17 janvier*
Lumière noire
Portraits d'anarchistes
- 22h30 **Ça Booste sous les Pavés**
Musique, reportages, actu
- 00h30 **Wreck this Mess**
Cocktail de musiques radicales

Mercredi

- 09h30 **L'entonnoir**
Magazine de l'antipsychiatrie
- 10h30 **Blues en Liberté**
Émission musicale blues
- 12h **Un rayon de soleil**
Le libertaire debout : le soleil a son zénith
- 14h00 *Le 4 janvier*
Flemmardise et Réveil Mots
Lectures en direct
- Le 18 janvier*
Des Cailloux dans l'Engrenage
L'enfance poil à gratter
- Le 11 et le 25 janvier*
RadioTitso
Le ciel est bleu, t'as du vent dans l'nez
- 16h00 **Léo 38**
Reggae et autres
- 17h00 *Le 18 janvier*
Squatheure d'antenne
L'émission des squats et des lieux alternatifs
- 18h30 **Femmes Libres**
Femmes qui luttent, femmes qui témoignent
- 20h30 **Ras les Murs**
Actualité des luttes des prisonniers
- 22h30 **Traffic**
- 0h30 **Tumultum hominum**
- Le 25 janvier*
Les nocturnes multipass'

Jeudi

- 09h00 **Niarg**
L'émission qui mort et qui rit
- 10h00 **Chronique hebdo**
Analyse libertaire de l'actualité
- 12h00 **De Rimes et de Notes**
Actualité du spectacle et de la chanson
- 14h00 **Radio Cartable**
La radio des enfants des écoles d'Ivry
- 15h00 **Bibliomanie**
Autour des livres
- 16h30 *Le 12 et le 26 janvier*
Radio LAP
L'émission du Lycée Autogéré de Paris
- Le 19 janvier*
Radio Goliard(s)
Histoire populaire pour tous et par tous
- 18h00 **Si Vis Pacem**
Émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France
- 19h30 *Le 12 et le 26 janvier*
Jeudi Noir
Notre bibliothèque
- Le 19 janvier*
Askatasunak !
Actualité politique en Euskal Herria.
- Le 5 janvier*
Cosmos
Spécial bidouillage
- 20h30 **Jazzlib**
Du jazz et encore du jazz
- Le 12 et le 26 janvier*
Entre chiens et loups

Vendredi

- 13h00 **Place aux Fous**
Musiques, disciplines de l'indiscipline
- 14h30 **Les Oreilles Libres**
Musiques engagées.
- 16h00 *Le 6 et le 20 janvier*
Dies Irae
Un auteur, un invité, une lecture, un débat
- Le 13 et le 27 janvier*
Le Quimboiseur
Montez à bord de La Résilience...
- 17h30 **Radio Esperanto**
Émission de l'association Sat Amikaro
- 19h00 *Le 6 et le 20 janvier*
L'Invité du Vendredi
L'antenne du social
- Le 27 janvier*
Nesèma
Espace de dialogue entre les différents acteurs et actrices de la lutte contre le sida
- Le 13 janvier*
Au delà du RL
Chroniques, billets d'humeur
- 21h00 *Le 6 et le 20 janvier.*
Offensive...
Émission d'Offensive Libertaire et Sociale
- le 13 et le 27 janvier*
Les Amis d'Orwell
Émission contre systèmes de contrôle des individus
- 22h30 *Le 6 et le 20 janvier*
Radio X
Musiques électromatiques
- Le 13 et le 27 janvier*
Transbords
L'émission pour abattre les frontières
- 00h00 *Le 17 juin*
Pause Musicale
Les 6, 13 et 27 janvier
Les Nuits Musicales





1785



NOUS N'AVONS
RIEN A DEMANDER
AU POUVOIR EN
PLACE, NI A AUCUN
DE CEUX QUI VISENT
A LE REMPLACER,
LE PREMIER POINT
DE NOTRE PROGRAM-
ME SERAIT DE LES
DETRUIRE TOUS.

INSOUMISSION
TOTALE,
CIVILE ET
MILITAIRE !

Affiche réalisée dans les années 1980
par le Groupe d'Intervention Autonome (GIA)